

REPUBLIQUE D'HAÏTI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

LOI DE FINANCES

EXERCICE 2009-2010

OCTOBRE 2009

LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2009 - 2010

- ✚ Vu les articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 200, 200-4, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- ✚ Vu les articles 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- ✚ Vu le décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes ;
- ✚ Vu la loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'État ;
- ✚ Vu la loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC) ;
- ✚ Vu la loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État ;
- ✚ Vu le décret du 4 octobre 1984 créant au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe un fond dénommé le Fonds d'Investissements Publics ;
- ✚ Vu l'arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics ;

Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010

- ✚ Vu le décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier ;
- ✚ Vu le décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget ;
- ✚ Vu le décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- ✚ Vu le décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
- ✚ Vu le décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- ✚ Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- ✚ Vu l'arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la Comptabilité Publique;
- ✚ Vu le décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la fonction publique;
- ✚ Vu le décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État ;
- ✚ Vu le décret du 23 Novembre 2005 réorganisant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- ✚ Vu l'Arrêté du 4 décembre 2006 révisant les seuils de passation de marchés publics;
- ✚ Vu le décret du 17 mars 2006 créant au Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) un service technique déconcentré dénommé : « Inspection Générale des Finances » (IGF) ;

Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010

- ✚ Vu la loi du 17 décembre 2007 portant statut de la Magistrature ;
- ✚ Vu la loi du 17 décembre 2007 créant le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire ;
- ✚ Arrêté du 15 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de l'Administration et de la Fonction Publique;
- ✚ Vu la loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de réglementation des Marchés Publics dont la valeur estimée est égale ou supérieures aux seuils de passation des marchés;
- ✚ Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi ;
- ✚ Considérant qu'il convient, à travers la Loi de Finances, d'établir les Voies et Moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, les charges de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations de dommage, les prêts et avances, et les interventions de l'État en matière de programme économique, social et culturel pour la période allant du 1er octobre 2009 au 30 septembre 2010.

Sur le rapport du Ministre de l'Économie et des Finances et du Ministre de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

Le pouvoir Exécutif a proposé et le Corps Législatif a voté la Loi de Finances suivante :

Chapitre I

Dispositions Relatives aux Ressources

Article 1. Les impôts, droits et taxes existant au 30 septembre 2009, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2009-2010 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets régissant la matière.

Article 2. Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 sont estimés à TRENTE QUATRE MILLIARDS NEUF CENT VINGT CINQ MILLIONS DE GOURDES ET 00/100 (34 925 000 000,00 GOURDES).

Article 3. Les dons en appui budgétaire et en financement des programmes et projets sont estimés à QUARANTE ET UN MILLIARDS NEUF CENT VINGT SEPT MILLIONS SIX CENT SOIXANTE SIX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE GOURDES ET 00/100 (41 927 666 450,00 GOURDES).

Article 4. Les produits du financement interne et externe sont estimés à DOUZE MILLIARDS QUATRE VINGT DIX MILLIONS DEUX CENT TRENTE QUATRE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE GOURDES ET 00/100 (12 090 234 493,00 GOURDES).

Article 5. Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi codifiés:

- 1.- Recettes fiscales;
- 2.-Recettes non Fiscales ;
- 3.-Recettes en Capital ;
- 5.-Dons ;
- 6.-Remboursements de prêts et avances et ventes de participation ou restitution de capital;
- 8.-Emprunts ;
- 9.- Recettes perçues pour le compte de tiers

Chapitre II

Dispositions Relatives aux Charges

Article 6. Les crédits de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 ouverts pour les dépenses courantes incluant le fonctionnement de l'Administration Centrale et l'intérêt de la Dette Publique sont fixés à TRENTE UN MILLIARDS TROIS CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLIONS SEPT CENT TRENTE HUIT MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT UN GOURDES ET 00/100 (31 399 738 781,00 GOURDES), répartis dans les tableaux présentés aux articles 15 et 16 de la présente Loi.

Article 7. Les crédits de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 ouverts pour les autres charges incluant les dépenses d'activités électorales et d'amortissement de la Dette Publique sont fixés globalement à UN MILLIARD QUARANTE CINQ MILLIONS TROIS CENT QUARANTE DEUX MILLE CINQ CENT QUARANTE SIX GOURDES ET 00/100 (1 045 342 546,00 GOURDES), distribués selon les tableaux présentés aux articles 15 et 16 de la présente Loi.

Article 8. Les crédits de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 ouverts pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à CINQUANTE SIX MILLIARDS QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLIONS HUIT CENT DIX NEUF MILLE SIX CENT SEIZE GOURDES ET 00/100 (56 497 819 616,00 GOURDES), repartis selon les tableaux présentés aux articles 15 et 16 de la présente Loi.

Article 9. Les crédits ouverts dans la Loi de Finances et mis à la disposition des entités administratives sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs, provisionnels et limitatifs.

Article 10. Sont considérés comme crédits évaluatifs dans la présente Loi de Finances les crédits destinés au service de la Dette Publique et ceux figurant au Chapitre

«Interventions Publiques», prévus à la couverture de Frais de Justice, réparations civiles, dégrèvements et restitutions.

Article 11. Sont considérés comme crédits provisionnels ceux qui correspondent à des besoins qui ne peuvent être exactement chiffrés. Ils sont inscrits aux alinéas des «Autres Interventions Publiques».

Article 12. Tous les crédits qui ne sont pas considérés aux articles 10 et 11 sont des crédits limitatifs.

Article 13. Selon la nomenclature des dépenses, les crédits budgétaires sont répartis en neuf (9) articles ainsi codifiés :

- 1.- Dépenses de Personnel ;
- 2.-Dépenses de Services et de Charges diverses ;
- 3.-Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels ;
- 4.-Immobilisations Corporelles ;
- 5.-Immobilisations Incorporelles ;
- 6.-Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement ;
- 7.-Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnisations.
- 8.-Amortissement de la Dette Publique
- 9.-Autres Dépenses Publiques.

Chapitre III

Dispositions Relatives à l'équilibre économique et financier

Article 14. Les conditions d'équilibre de la Loi de Finances de l'exercice 2009-2010 sont assurées par les opérations de perception de recettes, dons et financement, complétées par les dispositions relatives à la couverture des charges de trésorerie comme indiqué à l'article 15 ci-après.

Article 15. Les opérations de la Loi de Finances pour l'exercice fiscal qui débute le 1er octobre 2009 pour s'achever le 30 septembre 2010 sont ainsi réparties :

Tableau des Grandes Masses et Soldes

	Crédit 2008-2009	Crédit 2009-2010	VARIATION	
A-RESSOURCES TOTALES (B)	32,849,108,834	34,925,000,000	2,075,891,166	6.3%
B-RECETTES COURANTES	32,849,108,834	34,925,000,000	2,075,891,166	6.3%
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	30,991,812,208	31,399,738,781	407,926,574	1.3%
i-Fonctionnement de l'Adm. Centrale	28,851,672,370	29,841,235,702	989,563,332	3.4%
ii- Intérêts et frais financiers	2,140,139,837	1,558,503,079	(581,636,758)	-27.2%
D-SOLDE COURANT (B-C)	1,857,296,626	3,525,261,219	1,667,964,592	89.8%
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	45,101,448,460	56,497,819,616	11,396,371,156	25.3%
Programmes & projets	45,101,448,460	56,497,819,616	11,396,371,156	25.3%
Contrepartie locale en financement de programmes et projets	6,258,941,490	9,053,617,802	2,794,676,312	44.7%
Projets financés par les Dons et Emprunts	38,842,506,970	47,444,201,814	8,601,694,844	22.1%
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	220,906,315	300,000,000	79,093,685	35.8%
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	76,314,166,983	88,197,558,397	11,883,391,414	15.6%
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(43,465,058,149)	(53,272,558,397)	(9,807,500,248)	22.6%
I-DONS	35,134,237,367	41,927,666,450	6,793,429,083	19.3%
i-Support budgétaire	3,792,500,000	3,168,000,000	(624,500,000)	-16.5%

Loi de Finances de l'Exercice 2009-2010

	Crédit 2008-2009	Crédit 2009-2010	VARIATION	
<i>ii-Financement des Programmes et projets</i>	31,341,737,367	38,759,666,450	7,417,929,083	23.7%
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	(8,330,820,783)	(11,344,891,947)	(3,014,071,165)	36.2%
K-FINANCEMENT (J)	(8,330,820,783)	(11,344,891,947)	(3,014,071,165)	36.2%
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii+iii+iv+v+vi)	6,531,389,580	8,399,192,818	1,867,803,238	28.6%
<i>i- Support budgétaire</i>	20,500,000		(20,500,000)	-
<i>ii-PPTE</i>	786,760,583		(786,760,583)	-
<i>iii-Financement des Programmes et projets</i>	7,500,769,604	8,684,535,364	1,183,765,760	15.8%
iv- Amortissement de la dette	(1,937,233,282)	(285,342,546)	1,651,890,736	-85.3%
v- Arriérés				
vi- Rééchelonnement	160,592,676		(160,592,676)	-
M-FINANCEMENT INTERNE NET	1,799,431,202	2,945,699,129	1,146,267,927	63.7%

Détails des Opérations

Article 16. Les Crédits ouverts dans la Loi de Finances pour l'exercice 2009-2010 sont ainsi répartis :

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERA TION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	IMMOBILIS ATION	SOUS- TOTAL1	PONDER ATION							
POUVOIR EXECUTIF	13,973,631,385	7,528,593,335	4,832,469,502	305,471,189	26,640,165,411	89.27%	1,558,503,079	28,198,668,490	1,045,342,546	55,982,294,587	99.09%	85,226,305,623	95.82%
SECTEUR ECONOMIQUE	2,723,690,489	1,152,970,961	444,196,028	123,832,866	4,444,690,345	14.89%	0	4,444,690,345	0	48,277,992,193	85.45%	52,722,682,539	59.28%
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	231,735,176	144,130,568	223,810,208	12,745,812	612,421,764	2.05%		612,421,764	0	16,074,219,282	28.45%	16,686,641,047	18.76%
1111-1-SERVICES INTERNES	195,341,143	140,463,982	203,000,000	12,415,812	551,220,937	1.85%		551,220,937	0	15,893,899,282	28.13%	16,445,120,219	18.49%
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	25,993,064	2,204,686	450,000	300,000	28,947,750	0.10%		28,947,750	0	10,000,000	0.02%	38,947,750	0.04%
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	10,400,969	1,461,900	0	30,000	11,892,869	0.04%		11,892,869	0	10,000,000	0.02%	21,892,869	0.02%
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	0	0	20,360,208	0	20,360,208	0.07%		20,360,208	0	160,320,000	0.28%	180,680,208	0.20%
1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	1,366,606,272	711,260,788	104,733,040	77,941,201	2,260,541,302	7.58%		2,260,541,302	0	3,610,856,504	6.39%	5,871,397,807	6.60%
1112-1-SERVICES INTERNES	228,476,957	155,263,029	1,956,947	28,184,808	413,881,741	1.39%		413,881,741	0	1,931,672,024	3.42%	2,345,553,765	2.64%
1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	46,462,485	16,665,000	35,000	2,150,457	65,312,942	0.22%		65,312,942	0	22,000,000	0.04%	87,312,942	0.10%
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	38,463,732	23,202,431	100,000	4,098,750	65,864,913	0.22%		65,864,913	0	11,000,000	0.02%	76,864,913	0.09%
1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	481,872,652	128,038,723	1,000,000	16,344,001	627,255,376	2.10%		627,255,376	0	151,000,000	0.27%	778,255,376	0.88%
1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	545,167,805	356,596,846	500,000	24,391,285	926,655,936	3.11%		926,655,936	0	140,000,000	0.25%	1,066,655,936	1.20%
1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	5,388,860	6,083,200	214,000	100,000	11,786,060	0.04%		11,786,060	0		0.00%	11,786,060	0.01%
1112-2-19-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	0	0	12,000,000	0	12,000,000	0.04%		12,000,000	0	803,857,272	1.42%	815,857,272	0.92%
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	0	0	36,381,304	0	36,381,304	0.12%		36,381,304	0	15,000,000	0.03%	51,381,304	0.06%
1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	0	0	42,418,937	0	42,418,937	0.14%		42,418,937	0	5,000,000	0.01%	47,418,937	0.05%
1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	0	0	1,041,697	0	1,041,697	0.00%		1,041,697	0		0.00%	1,041,697	0.00%
1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	0	0	8,365,156	0	8,365,156	0.03%		8,365,156	0		0.00%	8,365,156	0.01%
1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	20,773,781	25,411,560	720,000	2,671,900	49,577,241	0.17%		49,577,241	0	5,000,000	0.01%	54,577,241	0.06%

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERA TION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	IMMOBILIS ATION	SOUS- TOTAL1	PONDER ATION							
1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION	0	0	0	0	0	0.00%		0	0	526,327,208	0.93%	526,327,208	0.59%
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	453,667,981	87,232,349	1,500,000	6,730,000	549,130,330	1.84%		549,130,330	0	5,629,791,363	9.96%	6,178,921,693	6.95%
1113-1-SERVICES INTERNES	338,193,400	63,615,600	1,500,000	6,230,000	409,539,000	1.37%		409,539,000	0	5,574,791,363	9.87%	5,984,330,363	6.73%
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	74,065,130	1,269,000	0	500,000	75,834,130	0.25%		75,834,130	0	45,000,000	0.08%	120,834,130	0.14%
1113-2-14-INSTITUT NATIONALE DE LA REFORME AGRAIRE	41,409,451	5,547,749	0	0	46,957,200	0.16%		46,957,200	0	10,000,000	0.02%	56,957,200	0.06%
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE	16,800,000		0	16,800,000		0.06%		16,800,000				16,800,000	0.02%
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	394,977,273	114,472,277	66,960,139	12,075,902	588,485,591	1.97%		588,485,591	0	22,234,474,258	39.35%	22,822,959,849	25.66%
1114-1-SERVICES INTERNES	292,873,739	103,611,656	170,000	10,600,000	407,255,395	1.36%		407,255,395	0	21,976,578,302	38.90%	22,383,833,697	25.17%
1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	12,119,150	989,181	0	0	13,108,331	0.04%		13,108,331	0	239,514,000	0.42%	252,622,331	0.28%
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS	11,757,424	1,160,992	0	82,493	13,000,909	0.04%		13,000,909	0	0	0.00%	13,000,909	0.01%
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	27,083,766	1,545,613	0	0	28,629,379	0.10%		28,629,379	0	10,000,000	0.02%	38,629,379	0.04%
1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION HAITIENNE	12,359,919	1,495,989	0	1,204,403	15,060,311	0.05%		15,060,311	0	0	0.00%	15,060,311	0.02%
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7,886,108	122,820	1,442,612	0	9,451,540	0.03%		9,451,540	0		0.00%	9,451,540	0.01%
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	30,897,167	5,546,026	0	189,006	36,632,199	0.12%		36,632,199	0	0	0.00%	36,632,199	0.04%
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	5,347,527	0	5,347,527	0.02%		5,347,527	0		0.00%	5,347,527	0.01%
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	0	0	60,000,000	0	60,000,000	0.20%		60,000,000	0		0.00%	60,000,000	0.07%
1114-2-22-CENTRALE AUTONOME METROPOLITAINE D'EAU POTABLE	0	0	0	0	0	0.00%		0	0	8,381,956	0.01%	8,381,956	0.01%

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	98,508,703	19,162,047	38,392,638	5,281,430	161,344,818	0.54%		161,344,818	0	160,393,200	0.28%	321,738,018	0.36%
1115-1-SERVICES INTERNES	98,508,703	19,162,047	772,100	5,281,430	123,724,280	0.41%		123,724,280	0	160,393,200	0.28%	284,117,480	0.32%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	0	0	7,472,447	0	7,472,447	0.03%		7,472,447	0		0.00%	7,472,447	0.01%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	0	0	17,932,368	0	17,932,368	0.06%		17,932,368	0		0.00%	17,932,368	0.02%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	0	0	12,215,723	0	12,215,723	0.04%		12,215,723	0		0.00%	12,215,723	0.01%
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	113,830,071	51,989,407	8,300,000	1,410,000	175,529,478	0.59%		175,529,478	0	458,857,586	0.81%	634,387,064	0.71%
1116-1-SERVICES INTERNES	113,830,071	51,989,407	8,300,000	1,410,000	175,529,478	0.59%		175,529,478	0	458,857,586	0.81%	634,387,064	0.71%
1117-MINISTERE DU TOURISME	64,365,012	24,723,525	500,003	7,648,521	97,237,061	0.33%		97,237,061	0	109,400,000	0.19%	206,637,061	0.23%
1117-1-SERVICES INTERNES	57,309,502	23,922,325	500,003	7,648,521	89,380,351	0.30%		89,380,351	0	109,400,000	0.19%	198,780,351	0.22%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7,055,510	801,200	0	0	7,856,710	0.03%		7,856,710	0		0.00%	7,856,710	0.01%
SECTEUR POLITIQUE	4,399,648,724	4,097,629,992	459,963,074	68,065,916	9,025,307,706	30.24%	0	9,025,307,706	0	2,933,514,058	5.19%	11,958,821,764	13.45%
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	3,501,356,509	1,914,760,403	104,334,262	44,124,815	5,564,575,989	18.65%		5,564,575,989	0	2,057,365,142	3.64%	7,621,941,131	8.57%
1211-1-SERVICES INTERNES	575,801,313	99,693,460	841,435	13,126,876	689,463,084	2.31%		689,463,084	0	1,664,204,491	2.95%	2,353,667,575	2.65%
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	2,905,057,696	1,747,746,495	40,865,120	29,247,939	4,722,917,250	15.83%		4,722,917,250	0	393,160,651	0.70%	5,116,077,901	5.75%
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	0	0	33,467,707	0	33,467,707	0.11%		33,467,707	0		0.00%	33,467,707	0.04%
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	0	42,407,948	0	0	42,407,948	0.14%		42,407,948	0		0.00%	42,407,948	0.05%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	0	0	29,160,000	0	29,160,000	0.10%		29,160,000	0		0.00%	29,160,000	0.03%
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	0	14,160,000	0	0	14,160,000	0.05%		14,160,000	0		0.00%	14,160,000	0.02%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	20,497,500	10,752,500	0	1,750,000	33,000,000	0.11%		33,000,000	0		0.00%	33,000,000	0.04%
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	36,246,984	11,866,973	300,000	850,000	49,263,957	0.17%		49,263,957	0	5,000,000	0.01%	54,263,957	0.06%
1212-1-SERVICES INTERNES	36,246,984	11,866,973	300,000	850,000	49,263,957	0.17%		49,263,957	0	5,000,000	0.01%	54,263,957	0.06%
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES	168,423,371	1,105,782,333	3,000,000	9,902,602	1,287,108,306	4.31%		1,287,108,306	0	100,000,000	0.18%	1,387,108,306	1.56%
1213-1-SERVICES INTERNES	168,423,371	1,105,782,333	3,000,000	9,902,602	1,287,108,306	4.31%		1,287,108,306	0	100,000,000	0.18%	1,387,108,306	1.56%

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERA TION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	IMMOBILIS ATION	SOUS- TOTAL1	PONDER ATION							
1214-LA PRESIDENCE	205,707,277	432,376,653	1,849,000	949,049	640,881,979	2.15%		640,881,979	0	0	0.00%	640,881,979	0.72%
1214-1-SERVICES INTERNES	205,707,277	432,376,653	1,849,000	949,049	640,881,979	2.15%		640,881,979	0		0.00%	640,881,979	0.72%
1215-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	178,652,750	206,257,579	152,346,011	6,961,400	544,217,740	1.82%		544,217,740	0	120,523,584	0.21%	664,741,324	0.75%
1215-1-SERVICES INTERNES	170,645,350	156,240,000	15,400,000	6,740,000	349,025,350	1.17%		349,025,350	0	110,523,584	0.20%	459,548,934	0.52%
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	8,007,400	2,532,000	0	221,400	10,760,800	0.04%		10,760,800	0		0.00%	10,760,800	0.01%
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	0	0	30,492,342	0	30,492,342	0.10%		30,492,342	0		0.00%	30,492,342	0.03%
1211-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	0	0	20,521,386	0	20,521,386	0.07%		20,521,386	0		0.00%	20,521,386	0.02%
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	0	0	16,364,444	0	16,364,444	0.05%		16,364,444	0		0.00%	16,364,444	0.02%
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS	0	0	39,339,909	0	39,339,909	0.13%		39,339,909	0	10,000,000	0.02%	49,339,909	0.06%
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	0	0	15,135,061	0	15,135,061	0.05%		15,135,061	0		0.00%	15,135,061	0.02%
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	0	47,485,579	0	0	47,485,579	0.16%		47,485,579	0		0.00%	47,485,579	0.05%
1215-2-22-BUREAU DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	0	0	15,092,869	0	15,092,869	0.05%		15,092,869	0		0.00%	15,092,869	0.02%
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	309,261,833	426,586,051	198,133,801	5,278,050	939,259,735	3.15%		939,259,735	0	650,625,332	1.15%	1,589,885,067	1.79%
1216-1-SERVICES INTERNES	309,261,833	426,586,051	3,250,000	5,278,050	744,375,934	2.49%		744,375,934	0	650,625,332	1.15%	1,395,001,266	1.57%
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE ET D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL	0	0	3,043,260	0	3,043,260	0.01%		3,043,260	0		0.00%	3,043,260	0.00%
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	0	0	191,840,541	0	191,840,541	0.64%		191,840,541	0		0.00%	191,840,541	0.22%

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERA TION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	IMMOBILIS ATION	SOUS- TOTAL1	PONDER ATION							
SECTEUR SOCIAL	6,490,784,317	1,247,594,639	453,431,236	85,261,835	8,277,072,027	27.74%	0	8,277,072,027	0	4,597,646,111	8.14%	12,874,718,138	14.48%
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4,181,687,561	995,136,017	404,796,336	58,377,658	5,639,997,572	18.90%		5,639,997,572	0	2,506,303,831	4.44%	8,146,301,403	9.16%
1311-1-SERVICES INTERNES	3,951,695,712	961,456,831	403,936,336	52,977,266	5,370,066,145	18.00%		5,370,066,145	0	2,220,303,831	3.93%	7,590,369,976	8.53%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	60,683,447	10,491,332	200,000	1,733,000	73,107,779	0.24%		73,107,779	0		0.00%	73,107,779	0.08%
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	12,808,962	2,488,154	60,000	0	15,357,116	0.05%		15,357,116	0		0.00%	15,357,116	0.02%
1311-2-17-INSTITUT NATIONALE DE FORMATION PROFESSIONNELLE	156,499,440	20,699,700	600,000	3,667,392	181,466,532	0.61%		181,466,532	0	286,000,000	0.51%	467,466,532	0.53%
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	0	0	0	0.00%		0	0		0.00%	0	0.00%
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	329,033,285	54,123,867	24,955,636	11,727,294	419,840,082	1.41%		419,840,082	0	65,000,000	0.12%	484,840,082	0.55%
1312-1-SERVICES INTERNES	249,064,493	16,724,757	8,256,567	11,149,866	285,195,683	0.96%		285,195,683	0	65,000,000	0.12%	350,195,683	0.39%
1312-2-13-INSTITUT BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	31,791,920	3,118,137	150,000	198,200	35,258,257	0.12%		35,258,257	0	0	0.00%	35,258,257	0.04%
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	26,354,724	6,916,400	0	277,000	33,548,124	0.11%		33,548,124	0	0	0.00%	33,548,124	0.04%
1312-2-15-OFFICE NATIONAL MIGRATION	21,822,148	2,660,804	16,549,069	102,228	41,134,249	0.14%		41,134,249	0		0.00%	41,134,249	0.05%
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	0	24,703,769	0	0	24,703,769	0.08%		24,703,769	0		0.00%	24,703,769	0.03%
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	1,721,330,869	97,774,543	6,682,265	6,599,827	1,832,387,504	6.14%		1,832,387,504	0	1,884,342,280	3.34%	3,716,729,784	4.18%
1313-1-SERVICES INTERNES	1,721,330,869	97,774,543	2,910,999	6,599,827	1,828,616,238	6.13%		1,828,616,238	0	1,884,342,280	3.34%	3,712,958,518	4.17%
1313-2-14-11-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES/PUBLICS	0	0	3,771,266	0	3,771,266	0.01%		3,771,266	0		0.00%	3,771,266	0.00%
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	65,847,611	12,817,055	617,750	425,346	79,707,762	0.27%		79,707,762	0	32,000,000	0.06%	111,707,762	0.13%
1314-1-SERVICES INTERNES	65,847,611	12,817,055	617,750	425,346	79,707,762	0.27%		79,707,762	0	32,000,000	0.06%	111,707,762	0.13%
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	192,884,991	87,743,157	16,379,249	8,131,710	305,139,107	1.02%		305,139,107	0	110,000,000	0.19%	415,139,107	0.47%
1315-1-SERVICES INTERNES	192,884,991	87,743,157	16,379,249	8,131,710	305,139,107	1.02%		305,139,107	0	110,000,000	0.19%	415,139,107	0.47%

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
SECTEUR CULTUREL	359,507,855	220,818,883	74,436,172	10,310,571	665,073,482	2.23%	0	665,073,482	0	173,142,224	0.31%	838,215,706	0.94%
1411-MINISTERE DES CULTES	38,476,500	5,405,506	53,039,404	0	96,921,410	0.32%		96,921,410	0	0	0.00%	96,921,410	0.11%
1411-1-SERVICES INTERNES	38,476,500	5,405,506	53,039,404	0	96,921,410	0.32%		96,921,410	0	0	0.00%	96,921,410	0.11%
1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	321,031,355	215,413,377	21,396,768	10,310,571	568,152,072	1.90%		568,152,072	0	173,142,224	0.31%	741,294,296	0.83%
1412-1-SERVICES INTERNES	68,433,014	40,458,909	987,750	2,020,000	111,899,673	0.37%		111,899,673	0	82,680,800	0.15%	194,580,473	0.22%
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	20,175,314	2,230,261	0	742,311	23,147,886	0.08%		23,147,886	0	0	0.00%	23,147,886	0.03%
1412-2-14-INSTITUT DE SAUEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	14,893,691	593,374	0	0	15,487,065	0.05%		15,487,065	0	0	0.00%	15,487,065	0.02%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	20,683,470	3,061,530	0	156,000	23,901,000	0.08%		23,901,000	0	0	0.00%	23,901,000	0.03%
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL HAITIEN	10,806,641	1,354,606	0	0	12,161,247	0.04%		12,161,247	0		0.00%	12,161,247	0.01%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	8,171,429	1,017,498	0	0	9,188,927	0.03%		9,188,927	0	0	0.00%	9,188,927	0.01%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	16,408,488	7,966,949	120,000	2,244,002	26,739,439	0.09%		26,739,439	0	0	0.00%	26,739,439	0.03%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	70,145,020	15,714,983	2,426,058	2,887,267	91,173,328	0.31%		91,173,328	0	78,000,000	0.14%	169,173,328	0.19%
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	66,010,376	15,778,250	0	941,097	82,729,722	0.28%		82,729,722	0	12,461,424	0.02%	95,191,146	0.11%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	25,303,913	5,628,058	0	1,319,894	32,251,864	0.11%		32,251,864	0		0.00%	32,251,864	0.04%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	0	121,608,960	0	0	121,608,960	0.41%		121,608,960	0		0.00%	121,608,960	0.14%
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	0	0	8,606,258	0	8,606,258	0.03%		8,606,258	0		0.00%	8,606,258	0.01%
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	0	0	9,256,702	0	9,256,702	0.03%		9,256,702	0		0.00%	9,256,702	0.01%
AUTRES ADMINISTRATIONS	0	809,578,859	3,400,442,992	18,000,000	4,228,021,851	14.17%	1,558,503,079	5,786,524,930	1,045,342,546	0	0.00%	6,831,867,476	7.68%
1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	809,578,859	3,400,442,992	18,000,000	4,228,021,851	14.17%		4,228,021,851	300,000,000	0	0.00%	4,528,021,851	5.09%
1511-1-11-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION			463,774,304		463,774,304	1.55%		463,774,304	0		0.00%	463,774,304	0.52%
1511-1-13-CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES			115,000,000		115,000,000	0.39%		115,000,000	0		0.00%	115,000,000	0.13%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	809,578,859	2,821,668,688	18,000,000	3,649,247,547	12.23%		3,649,247,547	300,000,000		0.00%	3,949,247,547	4.44%
1512- DETTE PUBLIQUE	0	0	0	0	0	0.00%	1,558,503,079	1,558,503,079	745,342,546	0	0.00%	2,303,845,625	2.59%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE							1,100,000,000	1,100,000,000	0		0.00%	1,100,000,000	1.24%

BUDGET 2009-2010
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION							
1512-1-1211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES								0	0		0.00%	0	0.00%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES							38,707,131	38,707,131	460,000,000		0.00%	498,707,131	0.56%
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE							314,655,532	314,655,532	152,868,865		0.00%	467,524,397	0.53%
1512-2-12-DETTE BILATERALE							105,140,416	105,140,416	132,473,681		0.00%	237,614,097	0.27%
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES								0	0		0.00%	0	0.00%
POUVOIR LEGISLATIF	970,723,147	306,354,069	173,399,999	50,778,543	1,501,255,758	5.03%	0	1,501,255,758	0	156,094,885	0.28%	1,657,350,643	1.86%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	364,978,261	108,390,957	53,919,999	26,684,916	553,974,133	1.86%		553,974,133		141,094,885	0.25%	695,069,018	0.78%
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	605,744,886	197,963,112	119,480,000	24,093,627	947,281,625	3.17%		947,281,625	0	15,000,000	0.03%	962,281,625	1.08%
POUVOIR JUDICIAIRE	616,855,132	85,740,428	62,000	14,644,227	717,301,786	2.40%	0	717,301,786	0	0	0.00%	717,301,786	0.81%
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	616,855,132	85,740,428	62,000	14,644,227	717,301,786	2.40%		717,301,786	0	0	0.00%	717,301,786	0.81%
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	0	40,000,000	0	0	40,000,000	0.13%		40,000,000			0.00%	40,000,000	0.04%
3211-2-12-COUR DE CASSATION	49,711,483	6,042,562	62,000	2,330,973	58,147,017	0.19%		58,147,017	0	0	0.00%	58,147,017	0.07%
3211-2-13-COUR D'APPEL	54,635,580	8,626,703	0	1,500,000	64,762,283	0.22%		64,762,283			0.00%	64,762,283	0.07%
3211-2-14-TRIBUNAUX	512,508,069	31,071,163	0	10,813,254	554,392,486	1.86%		554,392,486	0	0	0.00%	554,392,486	0.62%
ORGANISMES INDEPENDANTS	469,606,198	98,670,522	406,105,054	8,130,972	982,512,747	3.29%	0	982,512,747	0	359,430,144	0.64%	1,341,942,891	1.51%
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	240,899,205	24,254,070	949,708	2,206,972	268,309,955	0.90%		268,309,955		35,000,000	0.06%	303,309,955	0.34%
4211-CONSEIL ELECTORAL	218,873,077	69,742,453	0	5,124,000	293,739,530	0.98%		293,739,530	0	264,430,144	0.47%	558,169,674	0.63%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	9,833,916	4,674,000	0	800,000	15,307,916	0.05%		15,307,916	0		0.00%	15,307,916	0.02%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	405,155,346	0	405,155,346	1.36%		405,155,346	0	60,000,000	0.11%	465,155,346	0.52%
TOTAL	16,030,815,862	8,019,358,355	5,412,036,555	379,024,931	29,841,235,702	100.00%	1,558,503,079	31,399,738,781	1,045,342,546	56,497,819,616	100.00%	88,942,900,943	100.00%

Article 17. Pour l'exercice 2009-2010, il est prévu pour assurer le service de la Dette Publique un montant de DEUX MILLIARDS TROIS CENT TROIS MILLIONS HUIT CENT QUARANTE CINQ MILLE SIX CENT VINGT CINQ GOURDES ET 00/100 (2 303 845 625,00 GOURDES), réparti suivant le tableau ci-dessous:

TABLEAU DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PREVU POUR L'EXERCICE 2009 - 2010			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	1,558,503,079	745,342,546	2,303,845,625
1512-1-DETTE INTERNE	1,138,707,131	460,000,000	1,598,707,131
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000		1,100,000,000
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES			
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	38,707,131	460,000,000	498,707,131
1512-2-DETTE EXTERNE	419,795,948	285,342,546	705,138,494
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	314,655,532	152,868,865	467,524,397
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	105,140,416	132,473,681	237,614,097
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES	-	-	-

Article 18. La répartition des ressources domestiques par champs de taxation, des emprunts, des dons ainsi que celle des crédits de fonctionnement et d'investissement sont présentées sous forme de tableaux dans la présente Loi de Finances.

Article 19. Les crédits prévus pour le financement des Programmes et Projets d'Investissements Publics sont déposés par tranche sur le COMPTE SPECIAL DU TRESOR POUR LE DEVELOPPEMENT conformément à l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics;

Article 20. Le Ministère de l'Économie et des Finances établit avec les ordonnateurs la ventilation des crédits budgétaires contenus dans la Loi de Finances.

Chapitre IV

Dispositions en vue du contrôle des Transactions Budgétaires

Article 21. Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'ont pas été prévues dans la Loi de Finances. Ces ressources peuvent être créées par des lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au Trésor Public.

Article 22. Toutes les recettes perçues par les Services Publics, bénéficiant d'une allocation budgétaire, doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Les barèmes et tarifs établis seront approuvés par lesdites institutions qui veilleront à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être exécutées selon les normes en vigueur.

Article 23. Tout chèque émis à l'ordre de l'État, d'un Ministère ou Services publics bénéficiant d'une allocation budgétaire, ne peut être endossé que pour dépôt au compte « Trésor Public » ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, au compte de l'Institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.

Article 24. Les opérations sur les Comptes Spéciaux du Trésor et les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

Article 25. Les dépenses effectuées à partir des comptes courants de fonctionnement par l'Administration Centrale seront régularisées par imputation aux alinéas budgétaires appropriés dans la Loi de Règlement.

Article 26. Les comptes courants de fonctionnement ne peuvent être utilisés aux rémunérations de personnel, ni à l'octroi de subventions. Les Institutions bénéficiant d'une dotation budgétaire sont exemptes de cette obligation.

Article 27. Les engagements pris au delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi de Finances, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

Article 28. Sous peine de sanctions disciplinaires, les Services administratifs et comptables des Ministères et Organismes publics ont l'obligation de remettre les chèques reçus des guichets de la Direction du Trésor à leur bénéficiaire ou mandataire désigné dans un délai n'excédant pas cinq jours ouvrables, à compter de la date de réception. Les chèques devenus sans objet doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances accompagnés d'un bordereau d'encaissement et d'annulation.

Article 29. Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de six (6) mois à compter de leur date d'émission.

Article 30. L'agent de la fonction publique ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une Institution, sauf s'il remplit la fonction d'enseignant à côté de son emploi principal.

Article 31. Tout avis de mouvement du personnel susceptible d'augmenter la masse salariale doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'Ordonnateur.

Article 32. Les Fonctionnaires et Employés affectés au service de Grands Commis bénéficient, en lieu et place des heures supplémentaires, d'une prime de fonction n'excédant pas 50% de leur salaire de base.

Article 33. Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le plafond à l'octroi d'indemnité de responsabilité et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires sont mis à jour et publiés régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.

Article 34. Les per diem accordés à partir des ressources du Trésor Public sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un grand commis ou d'un agent de la fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Article 34.1. Lorsque les frais de séjour sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 50% de celui prévu dans le barème, peut être accordé pour couvrir certaines dépenses imprévues.

Article 34.2. Toute personne autre, non mentionné à l'article 34, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de per diem équivalent à celui d'un membre de cabinet.

Article 35. Les subventions accordées par le Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités sont assujetties au contrôle du Ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 36. Une institution émergeant au budget de la République ne peut bénéficier de subvention provenant des disponibilités budgétaires d'une autre institution.

Article 37. Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'Etat peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés.

Article 38. Les Institutions émargées au budget de l'Etat octroient en priorité les subventions aux secteurs d'activités auxquels elles appartiennent. Aussi, l'enveloppe budgétaire allouée aux subventions est ainsi répartie pour chaque Institution :

- 80% pour le secteur d'activité de l'Institution en question
- 20% pour les activités hors du secteur

Article 39. Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'article "9- Autres Dépenses Publiques" doivent être réimputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.

Article 40. Aucune rémunération de personnel ne peut être effectuée à partir de l'article « 9-Autres dépenses publiques ». Les Institutions bénéficiant d'une dotation budgétaire sont exemptes de cette obligation.

Article 41. Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution de la Loi de Finances, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute personne qui aura omis de verser au « Trésor Public », dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.

Article 42. Au 5 octobre, le Ministère de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti, le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal écoulé.

Article 43. La balance entre le montant total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie est inscrite sur un fonds de compensation ouvert en vue de prendre en charge le paiement différé, en numéraire aux guichets de la Banque de la République d'Haïti, des engagements de l'exercice budgétaire clos.

Article 44. Au 31 mars, six mois à la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde à date est pris en compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement de la Loi de Finances en cours d'exécution.

Article 45. Entre le premier et le vingtième jour de chaque mois, tous les comptables de deniers publics feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances et à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, les copies certifiées conformes aux originaux, des pièces justificatives des transactions effectuées durant le mois précédent ainsi que le relevé détaillé de tous les comptes tenus et de tout état qui pourrait être réclamé par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Article 46. Toutes les entités de l'Administration Publique feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances pour être déposé au Parlement, au troisième lundi du mois de janvier, l'effectif de leur personnel regroupé par Direction et fonction.

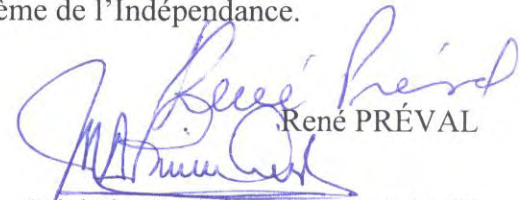
Disposition Finale

Article 47. Cette présente Loi de Finances abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets-lois ou dispositions de Décrets-lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires, sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 29 juin 2009, An 206ème de l'Indépendance.

Par:

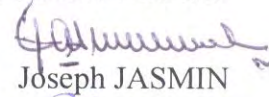
Le Président


René PRÉVAL

Le Premier Ministre

Michèle Duvivier PIERRE-LOUIS

Le Ministre Chargé des Relations avec le Parlement


Joseph JASMIN

Le Ministre de l'Économie et des Finances


Daniel DORSAINVIL

Le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe


Jean Max BELLERIVE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie


Marie Josée GARNIER

Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications


Jacques GABRIEL

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du
Développement Rural


Joanas GUE

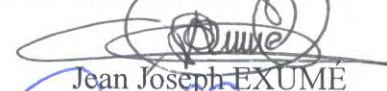
Le Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes


Alrich NICOLAS

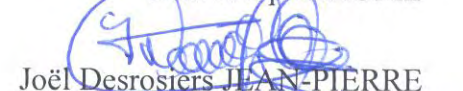
Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales


Paul Antoine BIEN-AIMÉ

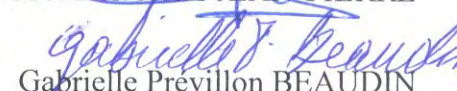
Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique


Jean Joseph EXUMÉ

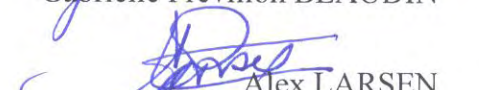
Le Ministre de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle


Joël Desrosiers JEAN-PIERRE

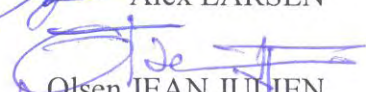
Le Ministre des Affaires Sociales et du Travail


Gabrielle Prévillon BEAUDIN

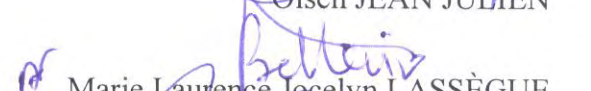
Le Ministre de la Santé Publique et de la Population


Alex LARSEN

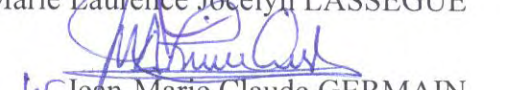
Le Ministre de la Culture et de la Communication


Olsen JEAN JUDIEN

Le Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme


Marie Laurence Jocelyn LASSÈGUE

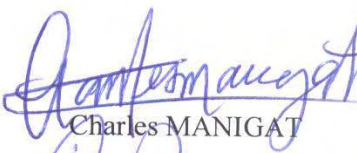
Le Ministre de l'Environnement


Jean-Marie Claude GERMAIN

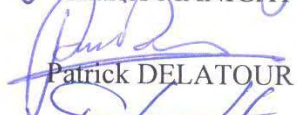
Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Etranger

Le Ministre du Tourisme

Le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique



Charles MANIGAT



Patrick DELATOUR



Evans LESCOUFLAIR

AU NOM DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Levaillant Louis-Jeune

Député Levaillant LOUIS-JEUNE

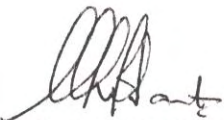


Francenet
Député Francenet DÉNIUS
Premier Secrétaire

Miolin
Député Miolin CHARLES-PIERRE
Deuxième Secrétaire

Port-au-Prince, le 9 Septembre 2009, an 206^{ème} de l'Indépendance

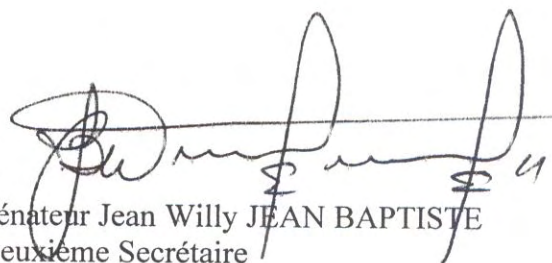
AU NOM DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE



Sénateur Kély C. BASTIEN, MD, MSc
Président



Sénateur Pierre Franky EXIUS
Premier Secrétaire



Sénateur Jean Willy JEAN BAPTISTE
Deuxième Secrétaire

Port-au-Prince, le 29 Septembre 2009, an 206^{ème} de l'Indépendance

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

Par les présentes,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2009-2010, VOTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 2009 ET PAR LE SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE LE 2009 SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉE, PUBLIÉE ET EXECUTÉE.

Donné au Palais National à Port-au-Prince, le 2009, An 206^{ème} de l'Indépendance

RENÉ PRÉVAL
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

NAN NON REPIBLIK LA

PREZIDAN REPIBLIK LA BAY LÒD, POU METE SO REPIBLIK LA SOU LWA FINANS EGZÈSIS 2009-2010 LA, LWA KI SOT VOTE NAN CHANM DEPITE A NAN DAT 2009 LA, AK SENA REPIBLIK LA NAN DAT 2009 LA, EPI POU LWA SA A ENPRIME, PIBLIYE EPI EGZEKITE.

Palè Nasyonal, Pòtoprens, jou ki 2009 la, 206èm lane Lendepandans.

RENÉ PRÉVAL
PREZIDAN REPIBLIK LA



OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Loi de Finances - Exercice 2009-2010
OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE
(Montant en Gourdes)

MONTANT GLOBAL	80,400,719,063	88,942,900,943	8,542,181,880	10.6%
OPERATIONS			VARIATION (B-A)	
	Crédit 08-09	Crédit 09-10	MONTANT	%
A-RESSOURCES TOTALES (B)	32,849,108,834	34,925,000,000	2,075,891,166	6.3%
B-RECETTES COURANTES	32,849,108,834	34,925,000,000	2,075,891,166	6.3%
Recettes Internes	22,419,375,592	23,873,333,627	1,453,958,035	6.5%
Recettes Douanières	10,145,733,674	10,569,701,373	423,967,698	4.2%
Autres Ressources Internes	283,999,568	481,965,000	197,965,432	69.7%
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	30,991,812,208	31,399,738,781	407,926,574	1.3%
i-Fonctionnement de l'Adm. Centrale	28,851,672,370	29,841,235,702	989,563,332	3.4%
Personnel	14,790,139,243	16,030,815,862	1,240,676,619	8.4%
Biens & Services	6,473,331,755	8,019,358,355	1,546,026,599	23.9%
Quotes -parts et subventions	7,226,151,446	5,412,036,555	(1,814,114,891)	-25.1%
Immobilisation	362,049,926	379,024,931	16,975,005	4.7%
ii- Intérêts et frais financiers	2,140,139,837	1,558,503,079	(581,636,758)	-27.2%
Dette Interne	1,164,088,879	1,138,707,131	(25,381,748)	-2.2%
Dette Externe	976,050,958	419,795,948	(556,255,010)	-57.0%
D-SOLDE COURANT (B-C)	1,857,296,626	3,525,261,219	1,667,964,592	89.8%
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	45,101,448,460	56,497,819,616	11,396,371,156	25.3%
Programmes & projets	45,101,448,460	56,497,819,616	11,396,371,156	25.3%
<i>Contrepartie locale en financement de programmes et projets</i>	<i>6,258,941,490</i>	<i>9,053,617,802</i>	<i>2,794,676,312</i>	<i>44.7%</i>
Projets financés par le Trésor Public	4,360,191,490	7,891,918,673	3,531,727,183	81.0%
Autres Fonds de Contrepartie en financement de programmes et projets	1,898,750,000	1,161,699,129	(737,050,871)	-38.8%
<i>Projets financés par les Dons et Emprunts</i>	<i>38,842,506,970</i>	<i>47,444,201,814</i>	<i>8,601,694,844</i>	<i>22.1%</i>
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	220,906,315	300,000,000	79,093,685	35.8%
Elections	220,906,315	300,000,000	79,093,685	35.8%
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	76,314,166,983	88,197,558,397	11,883,391,414	15.6%
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(43,465,058,149)	(53,272,558,397)	(9,807,500,248)	22.6%
I-DONS	35,134,237,367	41,927,666,450	6,793,429,083	19.3%
i-Support budgétaire	3,792,500,000	3,168,000,000	(624,500,000)	-16.5%
Union Européenne	1,381,700,000	946,000,000	(435,700,000)	-31.5%
Belgique	73,800,000		(73,800,000)	-100.0%
France	282,900,000		(282,900,000)	-100.0%
Espagne	225,500,000	286,000,000	60,500,000	26.8%
Banque Mondiale	738,000,000	616,000,000	(122,000,000)	-16.5%
BID	1,025,000,000	1,320,000,000	295,000,000	28.8%
CARICOM	65,600,000		(65,600,000)	-100.0%
ii-Financement des Programmes et projets	31,341,737,367	38,759,666,450	7,417,929,083	23.7%
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	5,622,000,000	4,296,272,001	(1,325,727,999)	-23.6%
Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)	30,750,000	22,487,220	(8,262,780)	-26.9%
Allemagne	231,233,655	145,961,146	(85,272,509)	-36.9%
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	553,570,790	693,835,314	140,264,524	25.3%
Banque Mondiale	2,167,034,996	2,333,412,887	166,377,891	7.7%
Brésil	100,000,000	66,000,000	(34,000,000)	-34.0%
Espagne	107,049,102	1,549,191,363	1,442,142,261	1347.2%
Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)		1,063,216	1,063,216	
Fonds d'Equipement des Nations Unies(FENU)	30,232,500	49,312,195	19,079,695	63.1%
Fonds international de développement agricole (FIDA)	246,000,000	143,995,720	(102,004,280)	-41.5%
France	1,355,849,902	1,733,405,916	377,556,014	27.8%
IICA		167,376,000	167,376,000	
Japon	82,494,884		(82,494,884)	-100.0%
Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	43,000,000	47,300,000	4,300,000	10.0%
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	204,479,581	190,097,644	(14,381,937)	-7.0%
Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)	10,961,250		(10,961,250)	-100.0%
Taiwan	672,398,688	895,197,625	222,798,937	33.1%
Union Européenne (UE)	5,763,428,175	12,940,771,640	7,177,343,465	124.5%
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science & la Culture (UNESCO)	20,222,200	5,389,678	(14,832,522)	-73.3%
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	35,651,320	38,259,953	2,608,633	7.3%
Agence pour le Développement International (USAID)	13,245,380,324	12,224,336,932	(1,021,043,392)	-7.7%
Venezuela	820,000,000	1,216,000,000	396,000,000	48.3%
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	(8,330,820,783)	(11,344,891,947)	(3,014,071,165)	36.2%
K-FINANCEMENT (J)	(8,330,820,783)	(11,344,891,947)	(3,014,071,165)	36.2%

Loi de Finances - Exercice 2009-2010
OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE
(Montant en Gourdes)

MONTANT GLOBAL	80,400,719,063	88,942,900,943	8,542,181,880	10.6%
OPERATIONS			VARIATION (B-A)	
	Crédit 08-09	Crédit 09-10	MONTANT	%
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii+iii+iv+v+vi)	6,531,389,580	8,399,192,818	1,867,803,238	28.6%
<i>i- Support budgétaire</i>	<i>20,500,000</i>		<i>(20,500,000)</i>	<i>-100.0%</i>
BID	20,500,000		(20,500,000)	-100.0%
Autres Ressources Externes				
<i>ii-PPTE</i>	<i>786,760,583</i>		<i>(786,760,583)</i>	<i>-100.0%</i>
<i>iii-Financement des Programmes et projets</i>	<i>7,500,769,604</i>	<i>8,684,535,364</i>	<i>1,183,765,760</i>	<i>15.8%</i>
Agence Internationale de la Francophonie (AIF)				
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	7,038,684,392	8,162,349,189	1,123,664,797	16.0%
Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	462,085,211	522,186,175	60,100,964	13.0%
iv- Amortissement de la dette	(1,937,233,282)	(285,342,546)	1,651,890,736	-85.3%
Amort. Externe	(1,937,233,282)	(285,342,546)	1,651,890,736	-85.3%
v- Arriérés				
Accumulation				
Réduction				
vi- Rééchelonnement	160,592,676		(160,592,676)	-100.0%
Rééchelonnement Club de Paris	160,592,676		(160,592,676)	-100.0%
M-FINANCEMENT INTERNE NET	1,799,431,202	2,945,699,129	1,146,267,927	63.7%
Banque de la République d'Haïti	2,050,000,000	2,244,000,000	194,000,000	9.5%
Autres Fonds de Contrepartie	1,898,750,000	1,161,699,129	(737,050,871)	-38.8%
Amortissement Interne	(2,149,318,798)	(460,000,000)	1,689,318,798	-78.6%
Autre Financement Interne				



PRESENTATION GENERALE DES RESSOURCES BUDGETAIRES

VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
CLASSEES PAR NATURE
(En Gourdes)
Exercice 2009-2010

TOTAL DES VOIES & MOYENS	88,942,900,943.00
-------------------------------------	--------------------------

RESSOURCES	76,852,666,450.00
-------------------	--------------------------

RECETTES COURANTES	34,925,000,000.00
---------------------------	--------------------------

Recettes fiscales	34,424,097,265	
-------------------	----------------	--

Recettes non fiscales	500,902,735	
-----------------------	-------------	--

AUTRES RESSOURCES	41,927,666,450.00
--------------------------	--------------------------

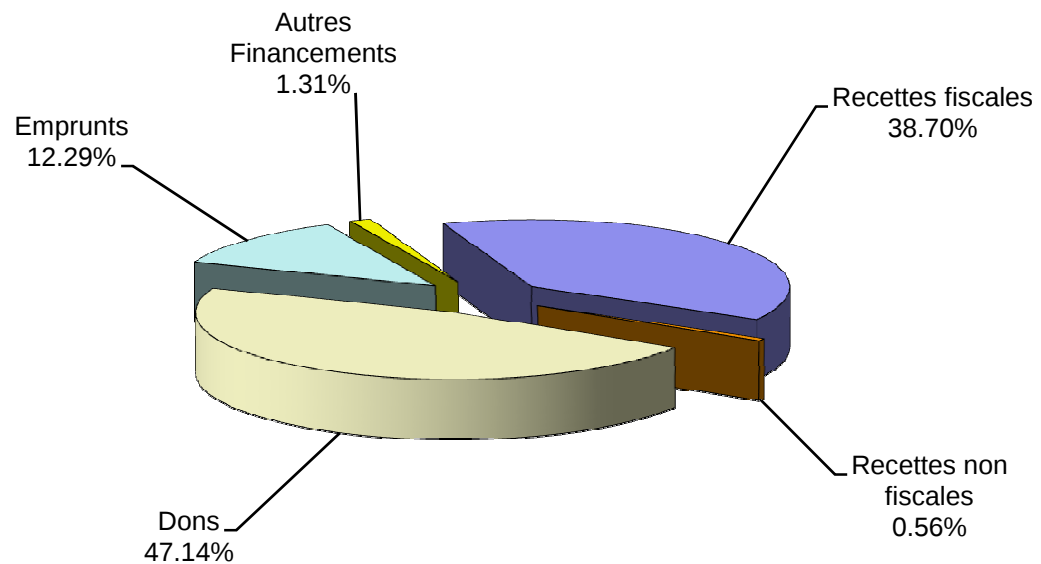
Dons	41,927,666,450	
------	----------------	--

FINANCEMENT	12,090,234,493.00
--------------------	--------------------------

Emprunts	10,928,535,364	
----------	----------------	--

Autres Financements	1,161,699,129	
---------------------	---------------	--

VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2009-2010
(EN POURCENTAGE)



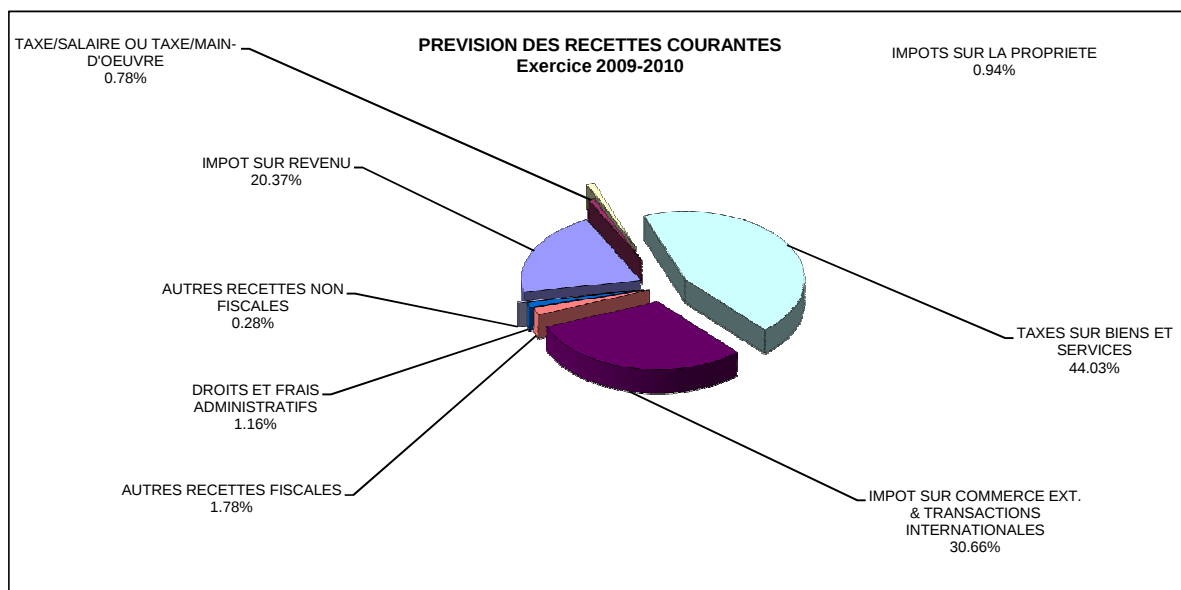
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par champ de taxation

Exercice 2009-2010

(En Gourdes)

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	7,115,930,000	20.37
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	273,510,000	0.78
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	327,262,987	0.94
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	15,377,463,900	44.03
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	10,706,731,394	30.66
AUTRES RECETTES FISCALES	623,198,984	1.78
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	404,131,946	1.16
AUTRES RECETTES NON FISCALES	96,770,789	0.28
TOTAL	34,925,000,000	100.00

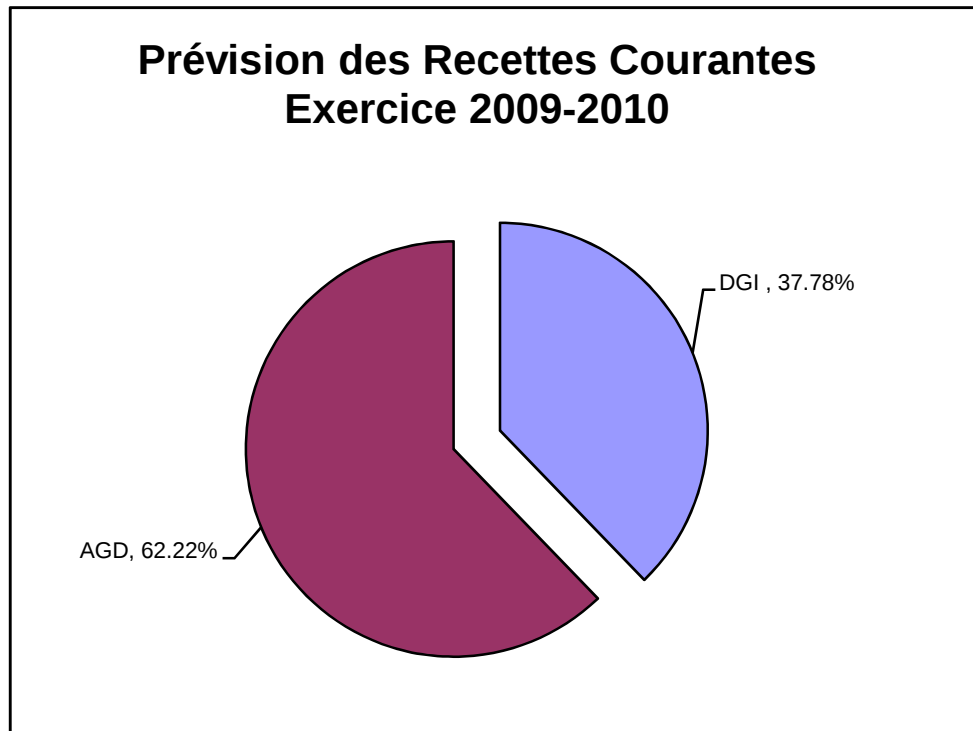


RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par Institution de perception
Exercice 2009-2010
(En gourdes)

<u>DGI</u>	13,011,632,987
TCA	3,164,220,000
IMPOT SUR REVENU	7,115,930,000
ACCISE	266,930,000
AUTRES	2,464,552,987
<u>SUB/TOTAL1</u>	13,011,632,987

<u>AGD</u>	21,431,402,013
DROITS D'ACCISE	1,828,200,133.99
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	362,624,879
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	19,230,388,602
RECETTES NON FISCALES	10,188,398
<u>SUB/TOTAL2</u>	21,431,402,013
<u>TOTAL</u>	34,443,035,000

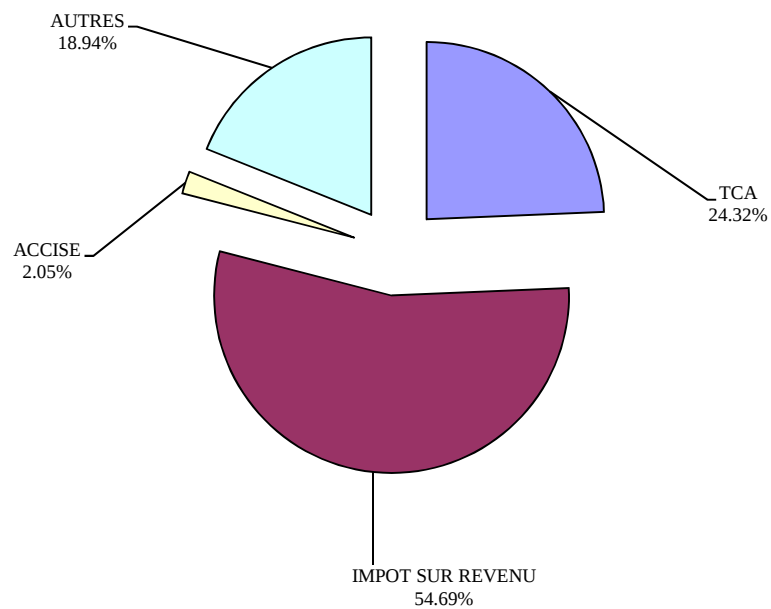


STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR LA DGI

Exercice 2009-2010
(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	3,164,220,000.00	24.32
IMPOT SUR REVENU	7,115,930,000.00	54.69
ACCISE	266,930,000.00	2.05
AUTRES	2,464,552,986.95	18.94
TOTAL	13,011,632,986.95	100.00

RECETTES COURANTES DGI Exercice 2009-2010

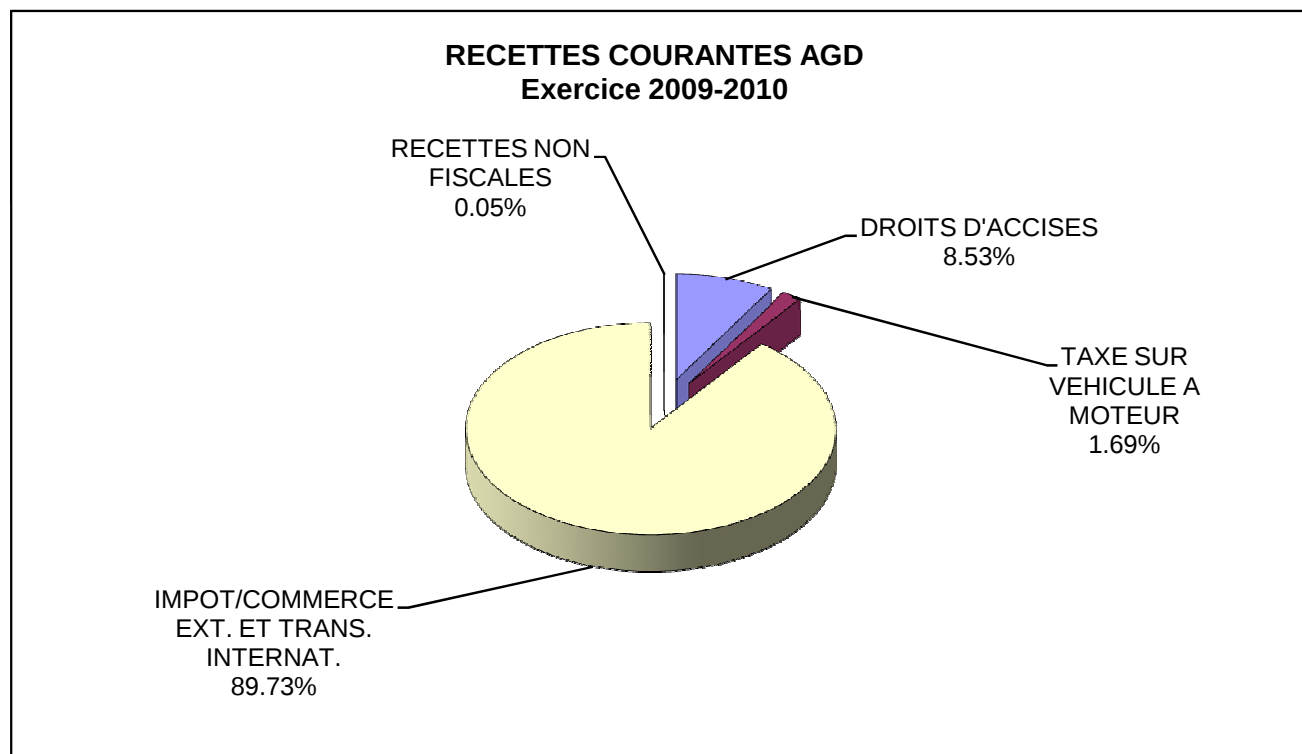


STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD

Exercice 2009-2010

(En Gourdes)

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	1,828,200,133.99	8.53
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	362,624,879.20	1.69
IMPOT/COMMERCE EXT. ET TRANS. INTERNAT.	19,230,388,601.85	89.73
RECETTES NON FISCALES	10,188,398.01	0.05
SUB/TOTAL1	21,431,402,013.05	100.00



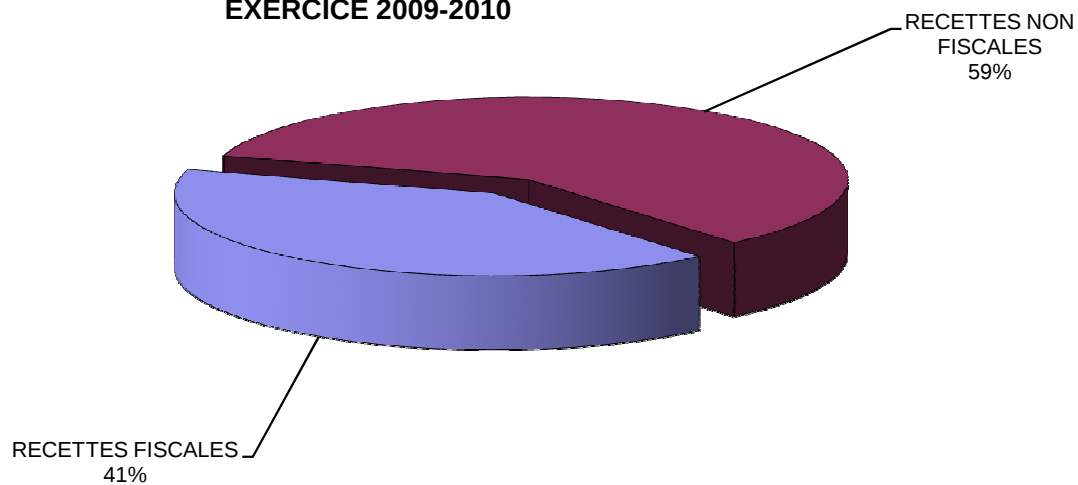
RESUME DES PREVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES

Exercice 2009-2010

(En gourdes)

	MONTANT	POURCENTAGE (%)
RECETTES FISCALES	196,450,662.72	40.76
RECETTES NON FISCALES	285,514,337.28	59.24
TOTAL	481,965,000.00	100.00

**PREVISION DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES
(EN POURCENTAGE)
EXERCICE 2009-2010**

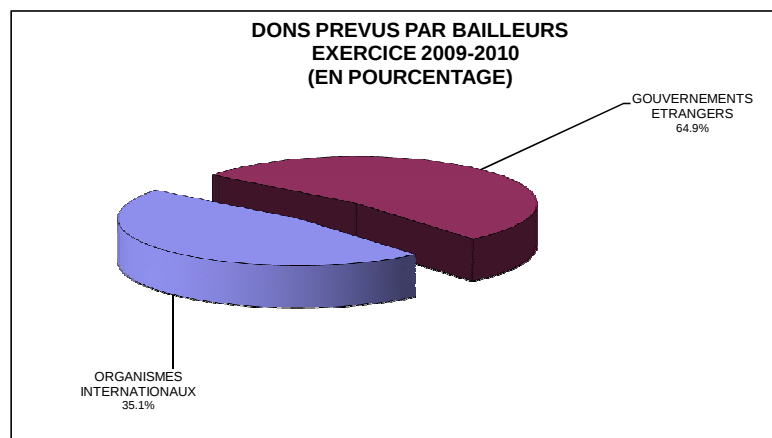


RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2009-2010

(En gourdes)

DONS	41,927,666,450.00
ORGANISMES INTERNATIONAUX	
	19,515,301,467.00
AIEA	22,487,220.00
BANQUE MONDIALE	2,949,412,887.00
BID	2,013,835,314.00
FENU	49,312,195.00
FIDA	143,995,720.00
FAO	1,063,216.00
IICA	167,376,000.00
ONUDI	47,300,000.00
PNUD	190,097,644.00
UE	13,886,771,640.00
UNESCO	5,389,678.00
UNICEF	38,259,953.00
GOUVERNEMENTS ETRANGERS	
	22,412,364,983.00
ACDI	4,296,272,001.00
ALLEMAGNE	145,961,146.00
BRESIL	66,000,000.00
ESPAGNE	1,835,191,363.00
FRANCE	1,733,405,916.00
USAID	12,224,336,932.00
TAIWAN	895,197,625.00
VENEZUELA	1,216,000,000.00
TOTAL	41,927,666,450.00

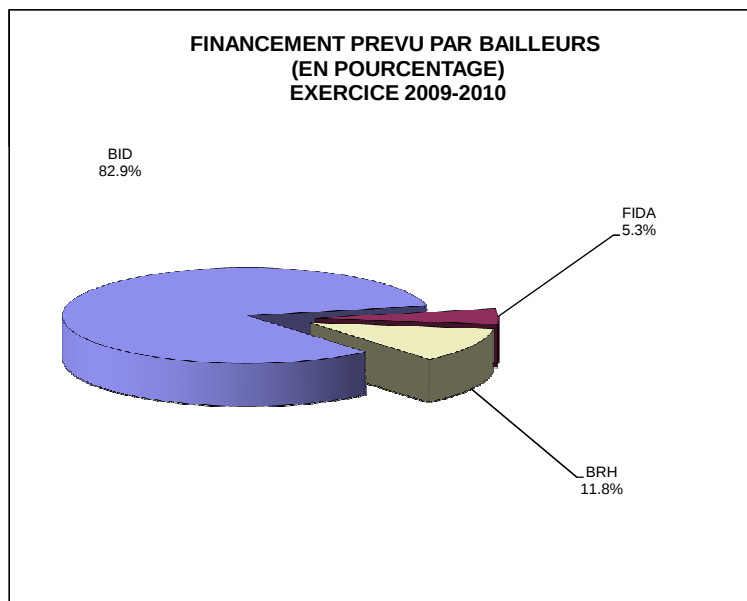


RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE

Exercice 2009-2010

(En gourdes)

FINANCEMENT TOTAL		12,090,234,493.00
FINANCEMENT EXTERNE		8,684,535,364.00
BID	8,162,349,189.00	
FIDA	522,186,175.00	
FINANCEMENT INTERNE		2,244,000,000.00
BRH	2,244,000,000.00	
AUTRES FINANCEMENTS		1,161,699,129
AFC	1,161,699,129	



DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2009-2010
(en Gourdes)

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement à identifier				88,942,900,943
Recettes courantes + dons + Prêts+ autres financements	13,011,632,987	21,431,402,013	54,499,865,943	88,942,900,943
Ressources hors dons et emprunts	13,011,632,987	21,431,402,013	481,965,000	34,925,000,000
Recettes courantes	13,011,632,987	21,431,402,013	481,965,000	34,925,000,000
Article 1 RECETTES FISCALES	12,806,432,987	21,421,213,615	196,450,663	34,424,097,265
10 Impôts sur le revenu	7,115,930,000	0	0	7,115,930,000
100 Sociétés et autres personnes morales	3,113,040,000	0	0	3,113,040,000
1000 Impôt base forfaitaire	3,113,040,000			3,113,040,000
101 Personnes physiques	4,002,890,000	0	0	4,002,890,000
1010 Impôt sur le salaire	4,002,890,000			4,002,890,000
11 Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre	273,510,000	0	0	273,510,000
110 Taxe sur la masse salariale	273,510,000			273,510,000
12 Impôts sur la propriété	327,262,987	0	0	327,262,987
120 Propriété immobilière	11,660,000	0	0	11,660,000
121 Droits de successions et donations	219,990,000	0	0	219,990,000
122 Droits sur transactions mobilières et immobilières	52,010,000	0	0	52,010,000
123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété	622,987	0	0	622,987
124 Divers impôts sur la propriété	42,650,000	0	0	42,650,000
125 Droits d'hypothèque	330,000			330,000
13 Taxes sur les biens et services	4,467,020,000	10,717,994,842	192,449,058	15,377,463,900
130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	3,164,220,000	8,527,169,829	0	11,691,389,829
1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		8,527,169,829		8,527,169,829
1301 Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	3,164,220,000			3,164,220,000
131 Droits d'accises	266,930,000	1,828,200,134	0	2,095,130,134
1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	208,640,000	0	0	208,640,000
13120 Allumettes	760,000			760,000
13121 Cigarettes	207,880,000			207,880,000
1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	0	600,739,519	0	600,739,519
13130 Véhicules importés		600,739,519		600,739,519
1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	0	514,510,607	0	514,510,607
13143 Gasoline		158,217,040		158,217,040
13144 Gasoil		292,236,067		292,236,067
13145 Kérosène		64,057,499		64,057,499
1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	712,950,009	0	712,950,009
13150 Gasoline accise variable		325,372,248		325,372,248
13151 Gasoil accise variable		376,326,144		376,326,144
13152 Kérosène accise variable		11,251,617		11,251,617
1316 Droits d'accises complémentaires	58,290,000	0	0	58,290,000
13163 Autres accises	58,290,000			58,290,000
132 Taxes sur services déterminés	97,640,000	0	0	97,640,000
1320 Taxes sur les services d'assurances	97,640,000	0		97,640,000
13200 Taxe sur les primes d'assurances	97,640,000			97,640,000
133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	762,210,000	362,624,879	192,449,058	1,317,283,937
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	762,210,000	362,624,879	192,449,058	1,317,283,937

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2009-2010
(en Gourdes)

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
13310 1ère immatriculation véhicules	762,210,000	204,288,236		966,498,236
13314 Taxe touristique		158,336,643	192,449,058	350,785,701
134 Diverses taxes sur biens et services	176,020,000	0	0	176,020,000
14 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	10,702,729,789	4,001,605	10,706,731,394
140 Droits d'importation	0	4,571,289,989	0	4,571,289,989
1400 Droits de Douane		4,571,289,989		4,571,289,989
141 Autres perceptions à l'importation	0	5,965,198,817	0	5,965,198,817
1410 Frais de vérification		4,706,765,008		4,706,765,008
1411 Droit de transit		256,615		256,615
1412 Droit d'entrepôt		943,420		943,420
1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		1,257,233,774		1,257,233,774
149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur	0	166,240,983	4,001,605	170,242,588
1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		166,240,983	4,001,605	170,242,588
15 Autres recettes fiscales	622,710,000	488,984	0	623,198,984
150 Impôts de capitation	99,060,000	0	0	99,060,000
151 Droits de timbre	220,390,000	488,984	0	220,878,984
1511 Droits de timbre proportionnel	220,390,000	488,984	0	220,878,984
15110 Droit de timbre sur capital social	220,390,000	488,984		220,878,984
152 Droits fixe d'enregistrement	1,630,000	0	0	1,630,000
153 Diverses autres recettes fiscales	169,200,000	0	0	169,200,000
1530 Taxe sur appels téléphoniques	169,200,000			169,200,000
159 Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	132,430,000			132,430,000
Article 2 RECETTES NON FISCALES	205,200,000	10,188,398	285,514,337	500,902,735
20 Revenus des Domaines et de l'entreprise	0	0	29,010,789	29,010,789
200 Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des	0	0	29,010,789	29,010,789
2000 Apports des entreprises publiques			5,617,511	5,617,511
2009 Autres apports			23,393,278	23,393,278
21 Droits et frais administratifs, ventes non industrielles	137,440,000	10,188,398	256,503,548	404,131,946
210 Droits administratifs	131,260,000	0	256,503,548	387,763,548
2100 Droit de passeport	107,360,000		134,315,052	241,675,052
2109 Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	23,900,000		122,188,496	146,088,496
211 Frais administratifs	6,180,000	10,188,398	0	16,368,398
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	160,000	7,794,603		7,954,603
2119 Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	6,020,000	2,393,795		8,413,795
22 Amendes et sanctions	17,600,000	0	0	17,600,000
229 Autres Amendes et sanctions non fiscales	17,600,000	0	0	17,600,000
23 Autres recettes non fiscales	50,160,000	0	0	50,160,000
Article 5 DONS	0	0	41,927,666,450	41,927,666,450
50 Dons pour dépenses courantes			3,168,000,000	3,168,000,000
501 Dons extérieurs	0	0	3,168,000,000	3,168,000,000
5010 Dons d'organismes internationaux			2,882,000,000	2,882,000,000
5011 Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères			286,000,000	286,000,000

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2009-2010
(en Gourdes)

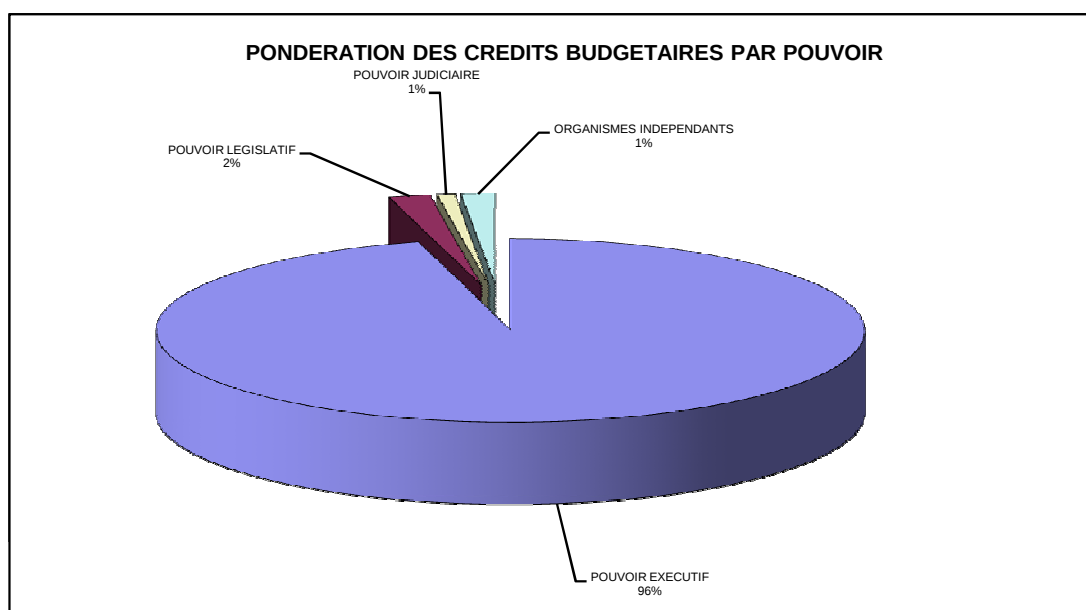
Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
51 Dons pour dépenses en capital	0	0	38,759,666,450	38,759,666,450
511 Dons extérieurs	0	0	38,759,666,450	38,759,666,450
5110 Dons d'organismes internationaux			16,633,301,467	16,633,301,467
5111 Dons de gouvernements étrangers et d'autres			22,126,364,983	22,126,364,983
Article 8 EMPRUNTS	0	0	10,928,535,364	10,928,535,364
80 Emprunts intérieurs	0	0	2,244,000,000	2,244,000,000
800 Financement de la Banque centrale			2,244,000,000	2,244,000,000
81 Emprunts extérieurs	0	0	8,684,535,364	8,684,535,364
811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette			8,684,535,364	8,684,535,364
Autres financements	0	0	1,161,699,129	1,161,699,129



PRESENTATION GENERALE DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION

**CREDITS BUDGETAIRES PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010**

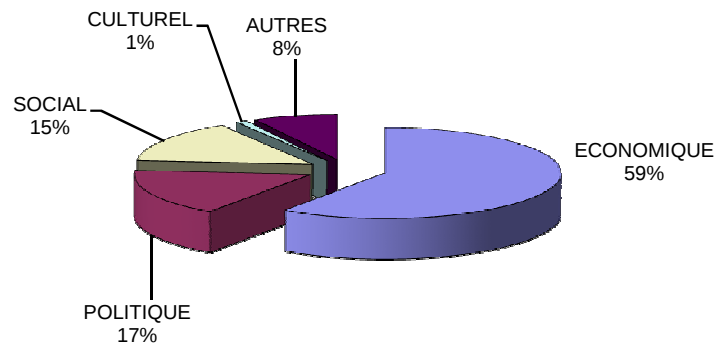
CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
POUVOIR EXECUTIF	29,244,011,036	55,982,294,587	85,226,305,623	95.82%
POUVOIR LEGISLATIF	1,501,255,758	156,094,885	1,657,350,643	1.86%
POUVOIR JUDICIAIRE	717,301,786	0	717,301,786	0.81%
ORGANISMES INDEPENDANTS	982,512,747	359,430,144	1,341,942,891	1.51%
TOTAL	32,445,081,327	56,497,819,616	88,942,900,943	100%



**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010**

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	4,713,000,300	48,312,992,193	53,025,992,494	59.62%
POLITIQUE	11,552,912,696	3,354,039,087	14,906,951,784	16.76%
SOCIAL	8,682,227,373	4,657,646,111	13,339,873,484	15.00%
CULTUREL	665,073,482	173,142,224	838,215,706	0.94%
AUTRES	6,831,867,476	0	6,831,867,476	7.68%
TOTAL	32,445,081,327	56,497,819,616	88,942,900,943	100%

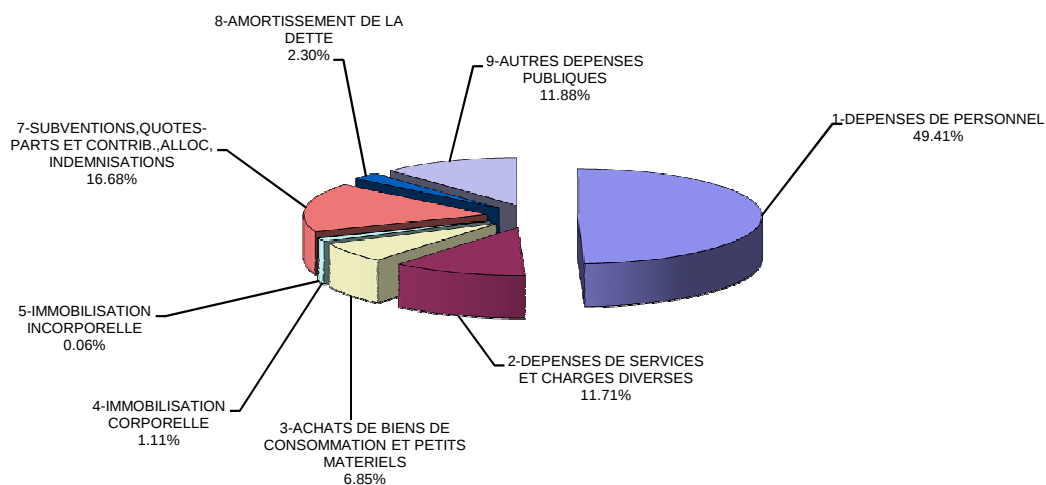
PONDERATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR



**CREDITS BUDGETAIRES DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE
(INCLUANT L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE)
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010**

ARTICLE	Montant	%
1-DEPENSES DE PERSONNEL	16,030,815,862	49.41%
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,800,675,478	11.71%
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,221,964,500	6.85%
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	361,151,000	1.11%
5-IMMOBILISATION INCORPORELLE	17,873,931	0.06%
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5,412,036,555	16.68%
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	745,342,546	2.30%
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,855,221,456	11.88%
TOTAL	32,445,081,327	100.00%

PONDERATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE

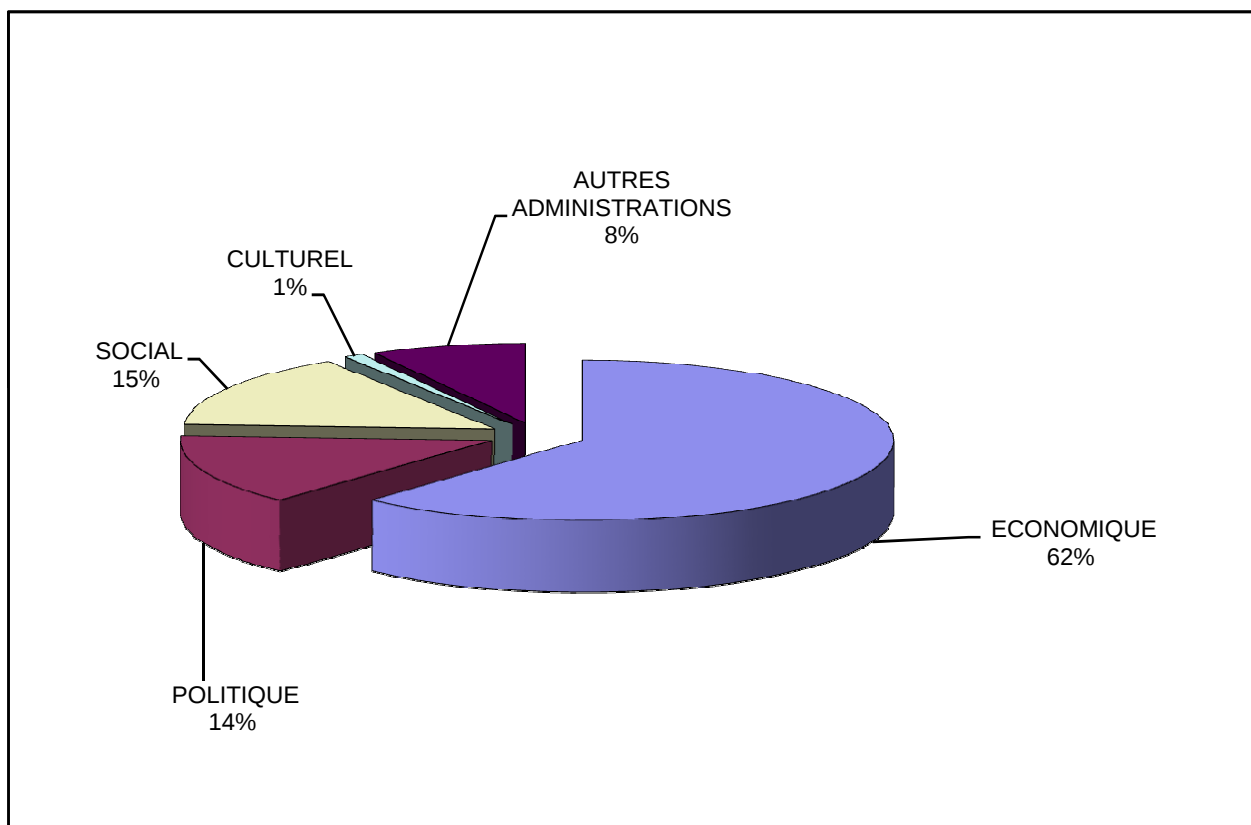




CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	4,444,690,345	48,277,992,193	52,722,682,539	61.86%
POLITIQUE	9,025,307,706	2,933,514,058	11,958,821,764	14.03%
SOCIAL	8,277,072,027	4,597,646,111	12,874,718,138	15.11%
CULTUREL	665,073,482	173,142,224	838,215,706	0.98%
AUTRES ADMINISTRATIONS	6,831,867,476	0	6,831,867,476	8.02%
TOTAL	29,244,011,036	55,982,294,587	85,226,305,623	100.00%



**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE**

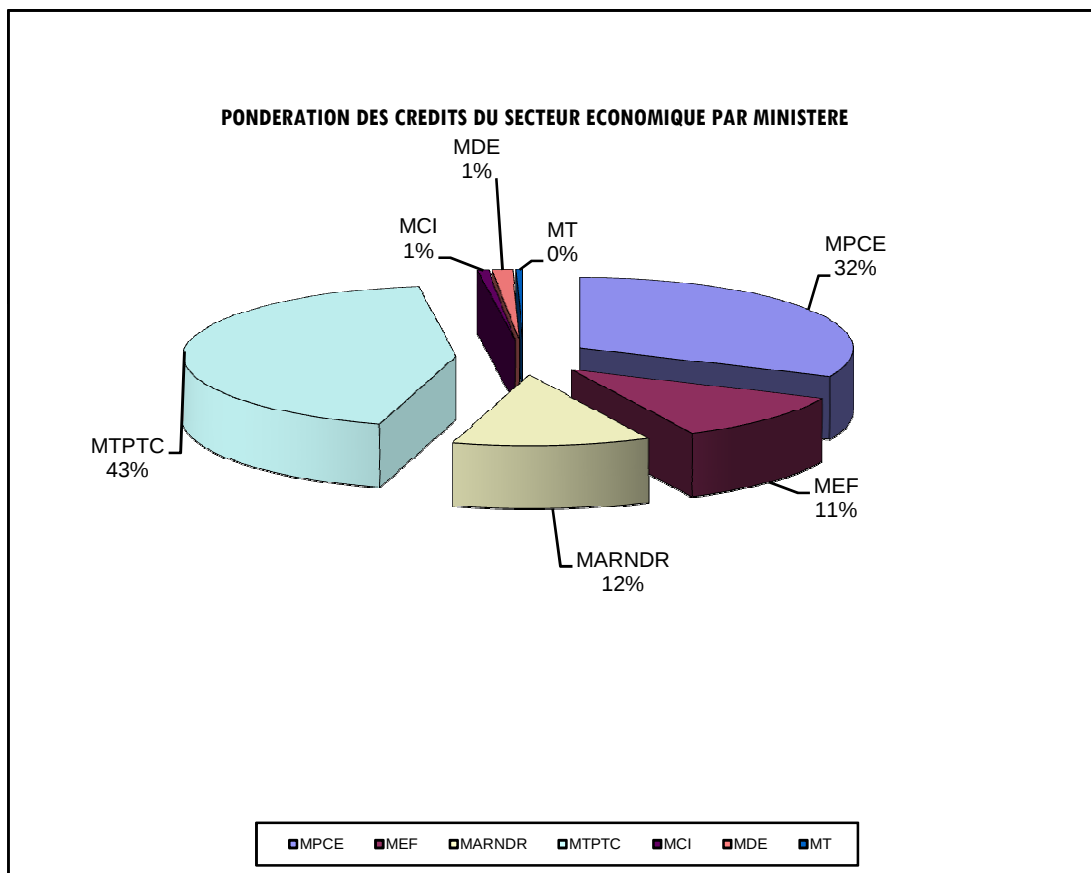
POUVOIR EXECUTIF

CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR ECONOMIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE

EN GOURDES

EXERCICE 2009-2010

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MPCE	612,421,764	16,074,219,282	16,686,641,047	31.65%
MEF	2,260,541,302	3,610,856,504	5,871,397,807	11.14%
MARNDR	549,130,330	5,629,791,363	6,178,921,693	11.72%
MTPTC	588,485,591	22,234,474,258	22,822,959,849	43.29%
MCI	161,344,818	160,393,200	321,738,018	0.61%
MDE	175,529,478	458,857,586	634,387,064	1.20%
MT	97,237,061	109,400,000	206,637,061	0.39%
TOTAL	4,444,690,345	48,277,992,193	52,722,682,539	100.00%





POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

1111.- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe sont de :

- Elaborer des plans nationaux et d'améliorer les systèmes de Planification devant permettre l'utilisation normale des ressources disponibles pour un développement économique et social équilibré ;
- Formuler la Politique nationale dans le domaine de l'Organisation et du Développement des Coopératives ;
- Former des cadres moyens et supérieurs en planification, statistiques et économie appliquée, en priorité pour l'Administration Publique ;
- Intégrer les apports de la coopération externe au cadre de planification nationale et coordonner sa participation au développement économique et social du pays.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

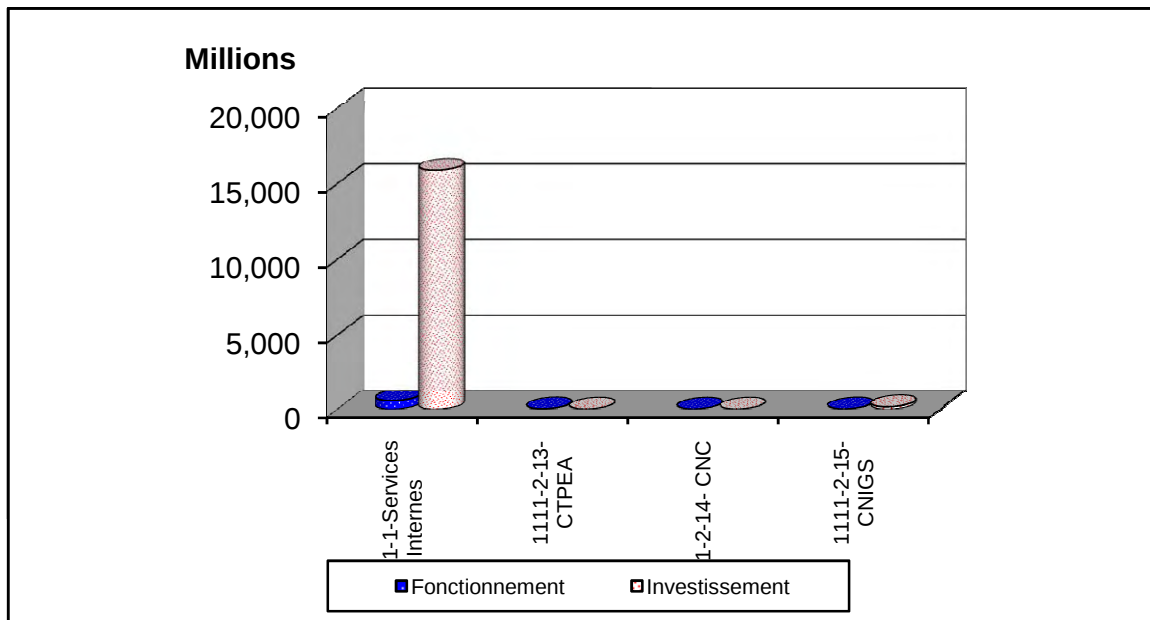
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de six (6) Directions techniques ,de deux (2) unités de coordination, d'une (1) unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales.
- Trois (3) Services Externes.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Améliorer le système national de planification et de coordination de l'assistance externe ;
- Mettre en place un nouveau Système National d'Investissement Public ;
- Procéder au suivi et à l'évaluation systématiques des programmes et projets dans leurs différentes phases ;
- Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de Pauvreté (DSNCRP) ;
- Assurer la régulation et l'efficacité du processus de budgétisation annuelle du Programme d'Investissement Public (PIP) ;
- Elaborer le cadre normatif et stratégique du développement : Schémas de développement et d'aménagement des territoires (national et régional) et les cadres légaux y afférents ;
- Encadrer les Collectivités Territoriales dans la planification de leur développement et dans la mise en œuvre d'actions de développement ;
- Promouvoir les activités de développement local et régional.

1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1111-1-Services Interne	551,220,937	15,893,899,282	16,445,120,219	98.55%
1111-2-13- CTPEA	28,947,750	10,000,000	38,947,750	0.23%
1111-2-14- CNC	11,892,869	10,000,000	21,892,869	0.13%
1111-2-15- CNIGS	20,360,208	160,320,000	180,680,208	1.08%
TOTAL	612,421,764	16,074,219,282	16,686,641,047	99%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
TOTAL	88,942,900,943
1- POUVOIR EXECUTIF	85,226,305,623
11-SECTEUR ECONOMIQUE	52,722,682,539
1111- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	16,686,641,047
1111-1-11 BUREAU DU MINISTRE	21,581,243
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,534,532
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,939,179
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,320,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	396,389
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	391,143
1111-1-12 DIRECTION GENERALE	16,423,538,976
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	179,806,611
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	26,427,128
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	28,366,652
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	12,019,423
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	203,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	80,019,880
1111-1-12-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DU MPCE	86,297,644
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	86,297,644
1111-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MPCE	124,784,200
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	124,784,200
1111-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ DEVELOPPEMENT LOCAL/ REGIONAL DU MPCE	3,491,676,398
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,491,676,398
1111-1-12-54-PROGRAMME D"INTERVENTION MULTISECTORIELLE DE L"USAID EN HAITI	10,243,596,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,243,596,000
1111-1-12-55-PROGRAMME D"INTERVENTION MULTISECTORIELLE DU CANADA EN HAITI	1,022,545,040
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,022,545,040
1111-1-12-57-PROGRAMME D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	925,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	925,000,000
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION & D'ECONOMIE APPLIQUEE	38,947,750
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	25,993,064
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	654,686
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,200,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	450,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	350,000
1111-2-13-50-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CTPEA	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	21,892,869
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	10,400,969
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	599,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	562,900
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	30,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000
1111-2-14-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CNC	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	180,680,208
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,360,208
1111-2-15-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CNIGS	160,320,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	160,320,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1112.- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances sont de :

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat ;
- Déterminer la Politique Fiscale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat ;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution ;
- Etablir, de concert avec la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat aux Finances. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux (2) Unités Techniques, d'une (1) unité de coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Dix (10) Services Externes.

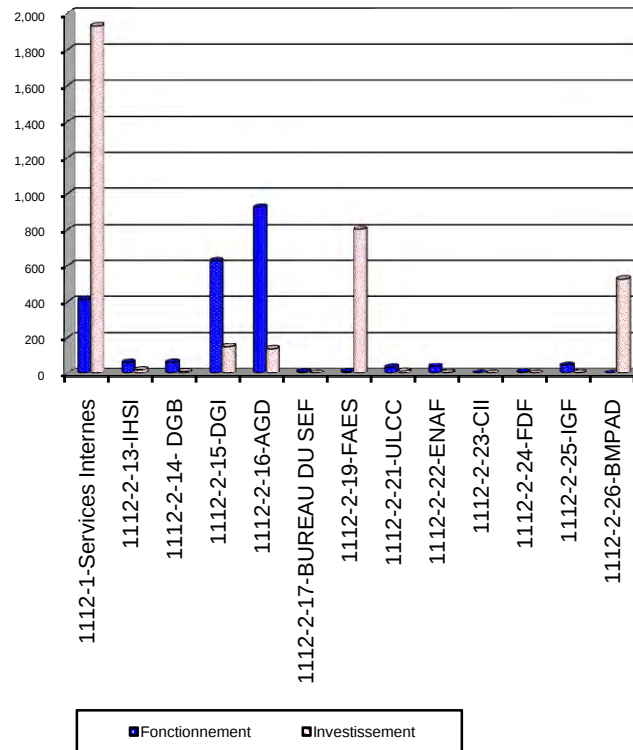
PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Poursuivre les réformes au sein des organes de perception aux fins d'augmenter les recettes ;
- Approfondir les réformes en cours pour une meilleure gestion des finances publiques ;
- Renforcer les institutions de contrôle et de vérification ;
- Améliorer la production et la distribution de données économiques et financières ;
- Explorer et développer des axes stratégiques devant faciliter la relance économique.

1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1112-1-Services Internes	413,881,741	1,931,672,024	2,345,553,765	39.95%
1112-2-13-IHSI	65,312,942	22,000,000	87,312,942	1.49%
1112-2-14- DGB	65,864,913	11,000,000	76,864,913	1.31%
1112-2-15-DGI	627,255,376	151,000,000	778,255,376	13.26%
1112-2-16-AGD	926,655,936	140,000,000	1,066,655,936	18.17%
1112-2-17-BUREAU DU SEF	11,786,060	0	11,786,060	0.20%
1112-2-19-FAES	12,000,000	803,857,272	815,857,272	13.90%
1112-2-21-ULCC	36,381,304	15,000,000	51,381,304	0.88%
1112-2-22-ENAF	42,418,937	5,000,000	47,418,937	0.81%
1112-2-23-CII	1,041,697	0	1,041,697	0.02%
1112-2-24-FDF	8,365,156	0	8,365,156	0.14%
1112-2-25-IGF	49,577,241	5,000,000	54,577,241	0.93%
1112-2-26-BMPAD	0	526,327,208	526,327,208	8.96%
TOTAL	2,260,541,302	3,610,856,504	5,871,397,807	100%

Millions



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	5,871,397,807
1112-1-11-BUREAU DU MINISTRE	21,856,558
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,093,058
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,619,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,360,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	484,500
1112-1-12 DIRECTION GENERALE	2,323,697,207
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	213,383,899
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	32,729,531
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	21,269,998
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	27,884,808
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,956,947
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	94,800,000
1112-1-12-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DU MEF	533,912,024
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	533,912,024
1112-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MEF	1,395,760,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,395,760,000
1112-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAG. DU TERRIT ET DVP LOCAL DU MEF	2,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,000,000
1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE & D'INFORMATIQUE	87,312,942
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	46,462,485
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,867,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,698,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,150,457
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	35,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,100,000
1112-2-13-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DE L'IHSI	22,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,000,000
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	76,864,913
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	38,463,732
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,605,231
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	8,867,674
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,098,750
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	100,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,729,526
1112-2-14-52-PROG.DE DVP DES CAPACITES INSTIT. DE LA DGB	11,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11,000,000
1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	778,255,376
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	481,872,652
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	92,536,882
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	26,501,841
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	16,344,001
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	9,000,000
1112-2-15-52-PROG.DE DVP DES CAPACITES INSTIT. DE LA DGI	151,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	151,000,000
1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1,066,655,936
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	545,167,805
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	306,090,147
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	44,906,699
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	24,391,285
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,600,000
1112-2-16-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE AGD	140,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	140,000,000

BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	11,786,060
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	5,388,860
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,602,080
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,481,120
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	100,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	214,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,000,000
1112-2-19-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE & SOCIALE	815,857,272
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12,000,000
1112-2-19-54-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ DEVELOPPEMENT LOCAL DU MEF (VOLET FAES)	803,857,272
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	803,857,272
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	51,381,304
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	36,381,304
1112-2-21-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DE L'ULCC	15,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,000,000
1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	47,418,937
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	42,418,937
1112-2-22-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'ENAF	5,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	1,041,697
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,041,697
1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	8,365,156
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,365,156
1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	54,577,241
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,773,781
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,064,960
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	7,792,600
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,012,800
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	659,100
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	720,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,554,000
1112-2-25-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'IGF	5,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1112-2-26- BUREAU DE MONETISATION	526,327,208
1112-2-26-54-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DU BUREAU DE MONETISATION	526,327,208
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	526,327,208



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

1113.- MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du MARNDR sont de:

- Formuler, appliquer, orienter et faire respecter la politique du Gouvernement dans les domaines de l'Agriculture, de l'élevage, des Ressources Naturelles renouvelables et du Développement Rural ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural ;
- Entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales oeuvrant dans le Secteur Agricole .

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel sont adjoints deux Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Promouvoir une agriculture durable et une meilleure gestion du foncier ;
- Améliorer le cadre managérial et de pilotage du secteur agricole ;
- Promouvoir le développement des filières agro-alimentaires ;
- Mettre en place des infrastructures d'appui à la production agricole ;
- Promouvoir l'élevage, la pêche et l'aquaculture ;
- Contribuer à la sécurité alimentaire.

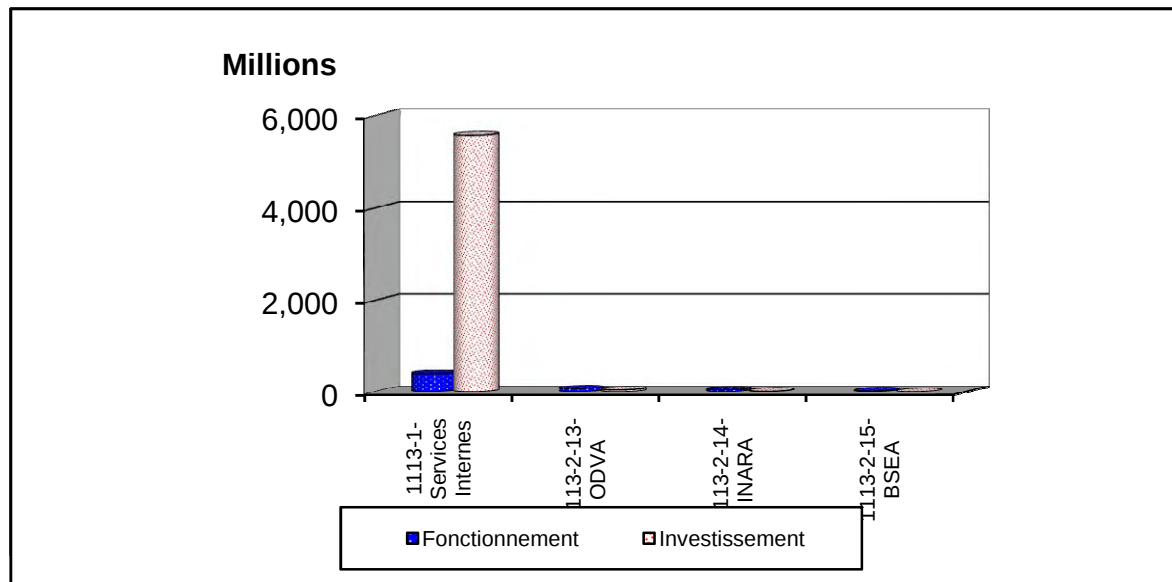
1113-MIN. DE L'AGR. DES RES. NAT.& DU DEV. RUR. (MARNDR)

CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE

EN GOURDES

EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1113-1-Services Interne	409,539,000	5,574,791,363	5,984,330,363	96.85%
1113-2-13-ODVA	75,834,130	45,000,000	120,834,130	1.96%
1113-2-14-INARA	46,957,200	10,000,000	56,957,200	0.92%
1113-2-15-BSEA	16,800,000	0	16,800,000	0.27%
TOTAL	549,130,330	5,629,791,363	6,178,921,693	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES & DU DEVELOPPEMENT RURAL	6,178,921,693
1113-1-11 BUREAU DU MINISTRE	18,192,600
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,930,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,649,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,633,600
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	480,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,500,000
1113-1-12 DIRECTION GENERALE	5,966,137,763
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	325,263,400
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	18,383,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,950,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5,750,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,000,000
1113-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MARNDR	147,163,216
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	147,163,216
1113-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE	4,133,970,016
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,133,970,016
1113-1-12-54-PROGRAMME SECURITE ALIMENTAIRE (FINANCEMENT DE L'UE)	798,138,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	798,138,000
1113-1-12-55-PROGRAMME DE PROTECTION ET REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT DU MARNDR	495,520,131
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	495,520,131
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	120,834,130
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	74,065,130
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	370,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	899,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1113-2-13-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE (ODVA)	45,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	45,000,000
1113-2-14-INSTITUT NATIONAL DE LA REFORME AGRAIRE	56,957,200
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	41,409,451
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	881,601
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,680,661
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,985,487
1113-2-14-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE(INARA)	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE	16,800,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,800,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

1114.- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications sont de:

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie Electrique, etc. ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction ;
- Réglementer et de contrôler les services fournis par des entités publiques ; et privées agissant dans les différents domaines relevant de la compétence des TPTC .

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Travaux Public, Transports et Communications est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination des Unités techniques, d'une Direction administrative, de Cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de coordination et de dix (10) Directions Départementales.
- Huit (8) Services Externes.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Assurer la mobilité des hommes et des marchandises sur le territoire national ;
- Promouvoir un développement équilibré et équitable du système de transport ;
- Rapprocher les services du citoyen et rendre accessible aux usagers menacés d'exclusion des services essentiels ;
- Moderniser le secteur de communication ;
- Favoriser l'intégration d'Haïti dans la zone caraïbe et dans le commerce international ;
- Améliorer le cadre managériale et de pilotage du secteur des travaux publics, transports et communications.

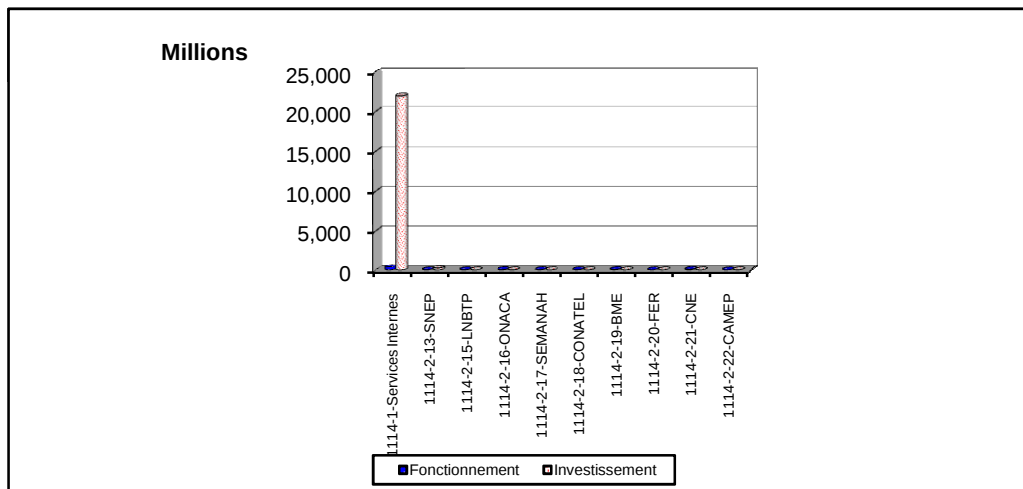
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM. (MTPTC)

CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE

EN GOURDES

EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Total	%
1114-1-Services Internes	407,255,395	21,976,578,302	22,383,833,697	98.08%
1114-2-13-SNEP	13,108,331	239,514,000	252,622,331	1.11%
1114-2-15-LNBTP	13,000,909	0	13,000,909	0.06%
1114-2-16-ONACA	28,629,379	10,000,000	38,629,379	0.17%
1114-2-17-SEMANAH	15,060,311	0	15,060,311	0.07%
1114-2-18-CONATEL	9,451,540	0	9,451,540	0.04%
1114-2-19-BME	36,632,199	0	36,632,199	0.16%
1114-2-20-FER	5,347,527	0	5,347,527	0.02%
1114-2-21-CNE	60,000,000	0	60,000,000	0.26%
1114-2-22-CAMEP	0	8,381,956	8,381,956	0.04%
Total	588,485,591	22,234,474,258	22,822,959,849	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS & COMMUNICATIONS	22,822,959,849
1114-1-11 BUREAU DU MINISTRE	33,114,046
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	19,699,466
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,840,004
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	804,576
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	600,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	170,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1114-1-12 DIRECTION GENERALE	22,350,719,651
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	273,174,273
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	48,314,284
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	40,652,792
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	10,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1114-1-12-62-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SECTEUR ENERGIE / ELECTRICITE	864,575,476
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	864,575,476
1114-12-63-PROGRAMME D'ACTIONS LUTTE CONTRE LA PAUVRETE-VOLET TRANSPORTS	357,122,678
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	357,122,678
1114-12-64-PROGRAMME DE STRATEGIE DE PREVENTION DE CRISE	115,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	115,000,000
1114-12-65-PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES EN SUPPORT A LA CROISSANCE	7,968,672,382
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,968,672,382
1114-12-66-PROGRAMME NATIONAL DE SUPPORT A L'AGRICULTURE ET AU TOURISME	5,279,086,304
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,279,086,304
1114-12-67-REHABILITATION ET CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART	309,976,667
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	309,976,667
1114-12-68-SOUS-PROGRAMME DE REHABILITATION URBAINE 2008-2009	2,660,610,083
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,660,610,083
1114-12-69-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: Travaux divers(1493/SF-HA)	490,355,786
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	490,355,786
1114-12-70-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: Supervision	90,101,714
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90,101,714
1114-12-71-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: VOLET ETUDES (1493/SF-HA)	90,819,402
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90,819,402
1114-12-72-PROGRAMME D'ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER (Hors FER)	25,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25,000,000
1114-12-73-PROGRAMME D'INTERVENTION DU FER	1,082,568,729
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,082,568,729
1114-12-74-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MTPTC	35,130,400
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,130,400
1114-12-75-PROGRAMME D'URGENCE POST CYCLONIQUE (IDA)	273,653,600
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	273,653,600
1114-12-76-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	2,333,905,081
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,333,905,081
1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	252,622,331
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,119,150
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	395,968
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	593,213
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-13-64-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DU SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE (SNEP)	239,514,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	239,514,000

BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS & DES TRAVAUX PUBLICS	13,000,909
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	11,757,424
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	404,992
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	756,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	82,493
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	38,629,379
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	27,083,766
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	733,613
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	812,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1114-2-16-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES/ONACA	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1114-2-17- SERVICES MARITIMES ET DE NAVIGATION D'HAITI	15,060,311
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,359,919
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	553,522
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	942,467
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,204,403
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	9,451,540
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	7,886,108
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	122,820
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,442,612
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	36,632,199
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	30,897,167
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,905,826
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,140,200
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	189,006
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1114-2-19-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU BUREAU DES MINES ET ENERGIE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	5,347,527
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5,347,527
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	60,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60,000,000
1114-2-22- CENTRALE AUTONOME METROPOLITAINE D'EAU POTABLE	8,381,956
1114-2-22-50-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DE LA CAMEP	8,381,956
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,381,956



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1115.- MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère du Commerce et de l'Industrie sont de :

- Formuler et d'appliquer la Politique du Gouvernement en matière Commerciale et Industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le Développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Définir et de coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de sept (7) Directions Techniques.
- Quatre (4) Services Externes.

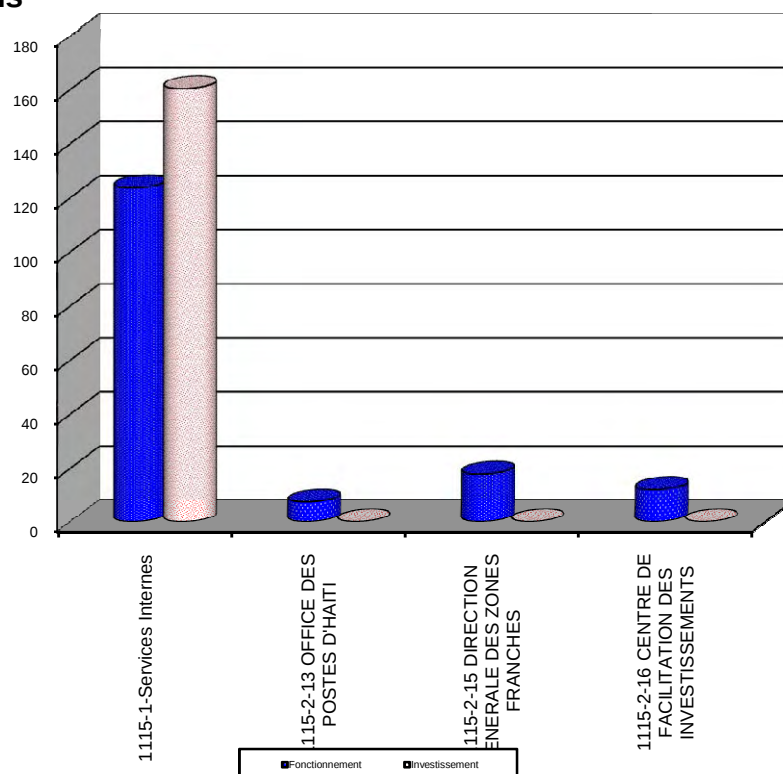
PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Encourager les échanges commerciaux compétitifs ;
- Dynamiser l'effort d'incitation à l'investissement privé et spécifiquement à l'investissement direct étranger ;
- Reconquérir des parts de marchés ;
- Etendre les standards et normes internationaux tant à la production qu'à la commercialisation des biens et services ;
- Promouvoir la relance de l'industrie légère et de l'artisanat ;
- Rendre les services du Ministère disponibles sur l'ensemble du territoire national ;
- Améliorer la gouvernance du secteur des affaires.

1115-MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1115-1-Services Internes	123,724,280	160,393,200	284,117,480	88.31%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	7,472,447	0	7,472,447	2.32%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	17,932,368	0	17,932,368	5.57%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	12,215,723	0	12,215,723	3.80%
TOTAL	161,344,818	160,393,200	321,738,018	100.00%

Millions



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	321,738,018
1115-1-11 BUREAU DU MINISTRE	25,522,502
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	16,549,985
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,465,422
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,080,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,654,995
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	772,100
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1115-1-12 DIRECTION GENERALE	258,594,978
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	81,958,718
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,642,566
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,953,747
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	626,435
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,020,312
1115-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MCI	60,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60,000,000
1115-1-12-53-PROGRAMME DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES	47,093,200
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47,093,200
1115-1-12-54-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES PORTEUSES; TEXTILE, FRUITS ET LEGUMES TRANSFORMES, HUILES ESSENTIELLES, ECT	4,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,000,000
1115-1-12-55-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'EXPORTATION POUR L'INTEGRATION REGIONALE	49,300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	49,300,000
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	7,472,447
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7,472,447
1115-2-14 BUREAU DU CARICOM	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	17,932,368
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	17,932,368
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	12,215,723
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12,215,723



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

1116.- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de l'Environnement sont de:

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable ;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux ;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

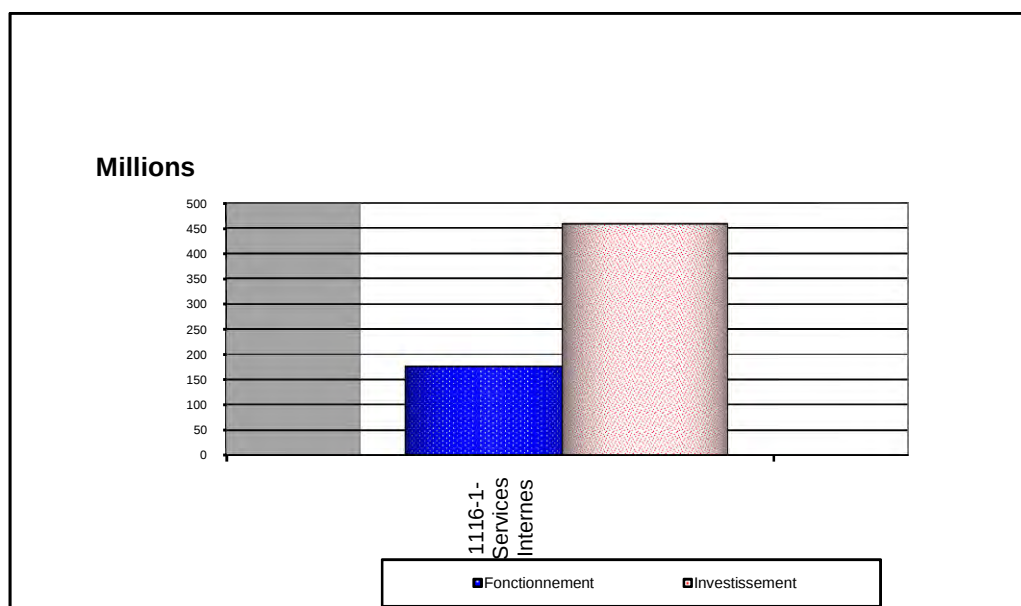
- Une Direction Générale assistée d'un Secrétariat technique, d'une Direction administrative, de Six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de Dix (10) Directions Départementales.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Améliorer la gouvernance de l'environnement par la rénovation du Système National de Gestion de l'Environnement ;
- Lutter contre la dégradation des terres et gérer durablement la biodiversité ;
- Faire de l'environnement un Centre d'attraction pour les investissements et les opportunités d'affaires ;
- Sensibiliser la population, en particulier les groupements communautaires, les décideurs politiques et économiques sur la nécessité d'une meilleure gestion du domaine de l'environnement.

1116-MIN. DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1116-1-Services Internes	175,529,478	458,857,586	634,387,064	100.00%
TOTAL	175,529,478	458,857,586	634,387,064	100.00%



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	634,387,064
1116-1-11 BUREAU DU MINISTRE	25,833,451
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	21,704,066
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,807,335
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	322,050
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1116-1-12 DIRECTION GENERALE	608,553,614
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	92,126,006
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	16,025,376
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	14,810,720
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,410,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,023,926
1116-1-12-60-PROGRAMME DE PROTECTION ET REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT	377,297,586
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	377,297,586
1116-1-12-61-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	81,560,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	81,560,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DU TOURISME

1117.- MINISTERE DU TOURISME (MT)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère du Tourisme sont de:

- Contribuer à l'expansion du Tourisme International vers Haïti ;
- Développer le tourisme interne par la promotion, la création, l'amélioration et la mise en valeur de l'équipement touristique.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

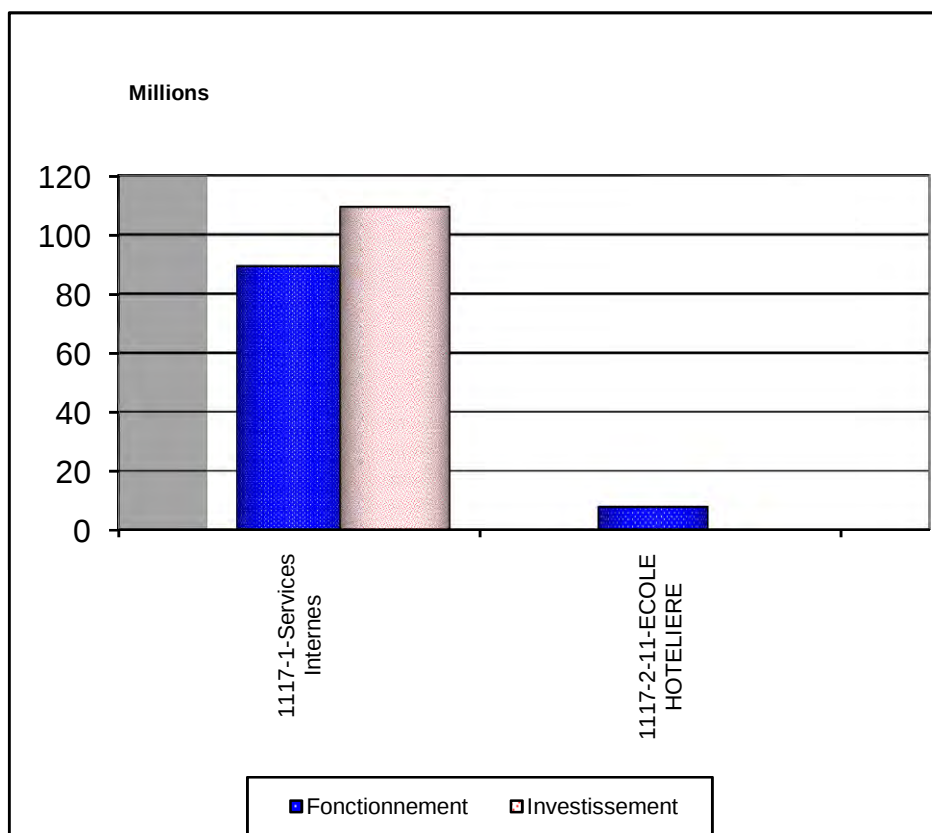
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Une Ecole de Formation dans le domaine touristique.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Assurer la bonne gouvernance du secteur du tourisme;
- Développer un tourisme à large base territoriale ;
- Promouvoir l'investissement dans le secteur touristique ;
- Valoriser les ressources touristiques du pays;
- Restaurer l'image du pays.

1117-MIN. DU TOURISME
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1117-1-Services InterneS	89,380,351	109,400,000	198,780,351	96.20%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7,856,710	0	7,856,710	3.80%
TOTAL	97,237,061	109,400,000	206,637,061	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1117-MINISTERE DU TOURISME	206,637,061
1117-1-11 BUREAU DU MINISTRE	19,002,603
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	11,396,374
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,710,603
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	992,047
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,426,163
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	177,416
1117-1-12 DIRECTION GENERALE	179,777,748
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	45,913,128
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9,683,747
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,372,924
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5,222,358
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200,003
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,985,588
1117-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU TOURISME	15,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,000,000
1117-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE	94,400,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	94,400,000
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7,856,710
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	7,055,510
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	801,200

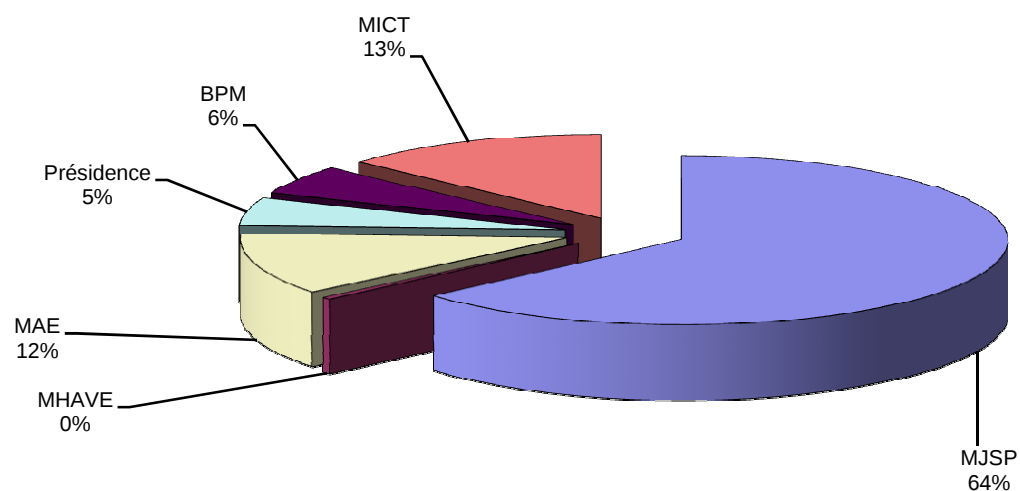


POUVOIR EXECUTIF SECTEUR POLITIQUE

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR POLITIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MJSP	5,564,575,989	2,057,365,142	7,621,941,131	63.73%
MHAVE	49,263,957	5,000,000	54,263,957	0.45%
MAE	1,287,108,306	100,000,000	1,387,108,306	11.60%
Présidence	640,881,979	0	640,881,979	5.36%
BPM	544,217,740	120,523,584	664,741,324	5.56%
MICT	939,259,735	650,625,332	1,589,885,067	13.29%
TOTAL	9,025,307,706	2,933,514,058	11,958,821,764	100

PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR POLITIQUE PAR MINISTERE





POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR POLITIQUE

**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE LA JUSTICE ET
DE LA SECURITE PUBLIQUE**

1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MJSP)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique sont de:

- Formuler et appliquer la politique du Gouvernement dans le domaine de l'Administration de la Justice ;
- Organiser l'Institution Judiciaire ;
- Contrôler les activités des Parquets et le fonctionnement des Offices Ministériels ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de sécurité publique.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel sont adjoints deux (2) Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative , de Trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Departementales.
- Quatre (4) Services Externes.

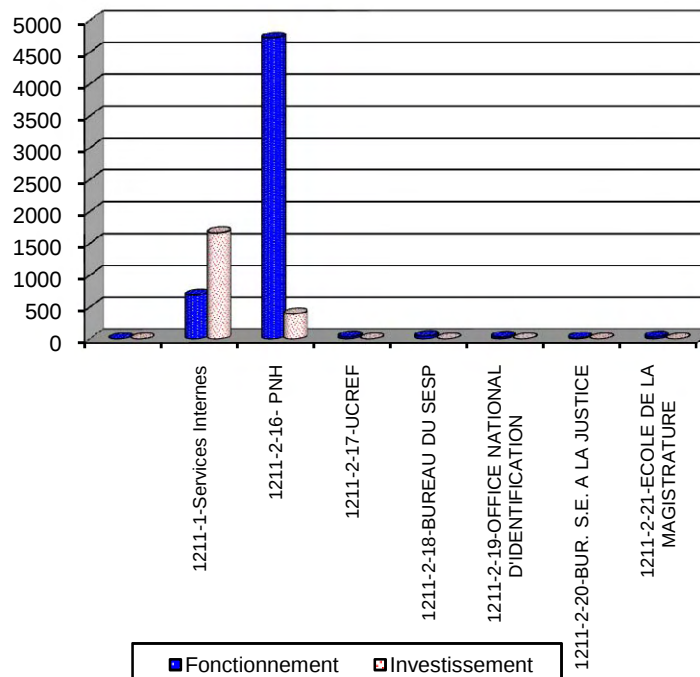
PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Lutter contre la détention préventive prolongée ;
- Renforcer la chaîne pénale Haïtienne ;
- Rénover et moderniser le système d'enregistrement de transcription d'actes d'état civil ;
- Renforcer la Police nationale d'Haïti ;
- Améliorer les conditions carcérales et les mécanismes de gestion pénitentiaire ;
- Moderniser la législation haïtienne.

1211-MIN. DE LA JUSTICE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1211-1-Services Internes	689,463,084	1,664,204,491	2,353,667,575	30.88%
1211-2-16- PNH	4,722,917,250	393,160,651	5,116,077,901	67.12%
1211-2-17-UCREF	33,467,707	0	33,467,707	0.44%
1211-2-18-BUREAU DU SESP	42,407,948	0	42,407,948	0.56%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	29,160,000	0	29,160,000	0.38%
1211-2-20-BUR. S.E. A LA JUSTICE	14,160,000	0	14,160,000	0.19%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	33,000,000	0	33,000,000	0.43%
Total	5,564,575,989	2,057,365,142	7,621,941,131	100.00%

Millions



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
12-SECTEUR POLITIQUE		11,958,821,764
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE		7,621,941,131
1211-1-11 BUREAU DU MINISTRE		25,034,922
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	22,161,922
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,313,000
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	660,000
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1211-1-12 DIRECTION GENERALE		2,328,632,653
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	553,639,391
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	39,757,033
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	48,759,941
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	12,726,876
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	841,435
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,703,486
1211-1-12-52-PROGRAMME RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MJSP		1,384,239,256
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,384,239,256
1211-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL DES COURS ET TRIBUNAUX		202,566,460
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	202,566,460
1211-1-12-54-PROGRAMMES MULTISECTORIEL DE L'UNION EUROPEENNE		77,398,775
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	77,398,775
1211-1-12-55-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL		0
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI		5,116,077,901
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	2,905,057,696
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	83,064,185
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,474,317,758
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	29,247,939
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	40,865,120
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	190,364,552
1211-2-16-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA POLICE NATIONALE (PNH)		318,160,651
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	318,160,651
1211-2-16-53-PROGRAMME DEDEVELOPPEMENT DES CAPACITES DU SYTEME PENITENCIER		75,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	75,000,000
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS		33,467,707
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	33,467,707
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE		42,407,948
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	42,407,948
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION		29,160,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	29,160,000
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE		14,160,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,160,000
1211221-ECOLE DE LA MAGISTRATURE		33,000,000
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	20,497,500
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,710,000
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	6,292,500
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	750,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	750,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

1212.- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER (MHAVE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger sont de:

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes à l'étranger dans leur lieu d'accueil;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui ont existé entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces mêmes communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

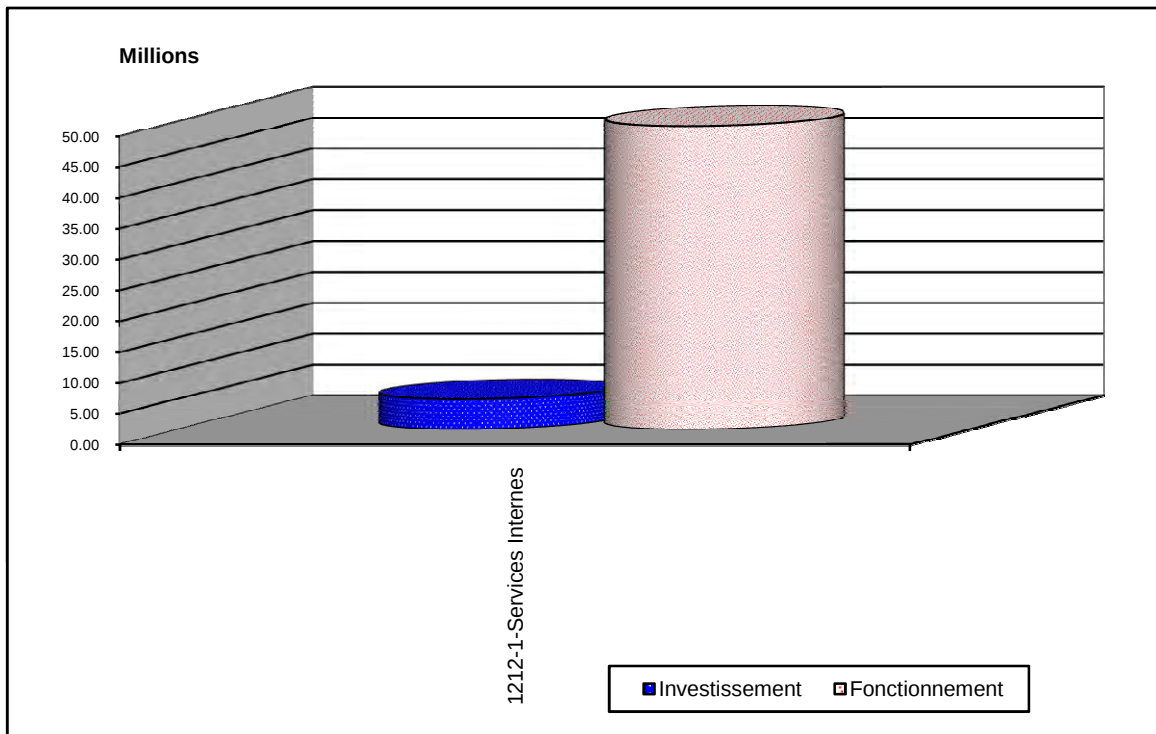
- Une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Trois (3) Directions Techniques.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Faciliter les relations entre les communautés de la Diaspora et celles du pays ;
- Offrir de meilleurs services aux communautés de la diaspora dans leur pays d'accueil ;
- Assurer une meilleure réintégration des haïtiens de la diaspora dans leur pays d'origine ;
- Promouvoir la coopération et la concertation par la tenue de rencontres et d'événements annuels.

1212-MIN. DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER (MHAVE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1212-1-Services Internes	49,263,957	5,000,000	54,263,957	100.00%
TOTAL	49,263,957	5,000,000	54,263,957	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	54,263,957
1212-1-11 BUREAU DU MINISTRE	10,733,173
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	6,891,200
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,781,973
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,060,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1212-1-12 DIRECTION GENERALE	43,530,784
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	29,355,784
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,157,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,868,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	850,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000
1212-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MHAVE	5,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MAE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission et attribution du Ministère des Affaires Etrangères est de planifier et de mettre en œuvre la politique extérieure de la République d'Haïti.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Affaires Etrangères est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

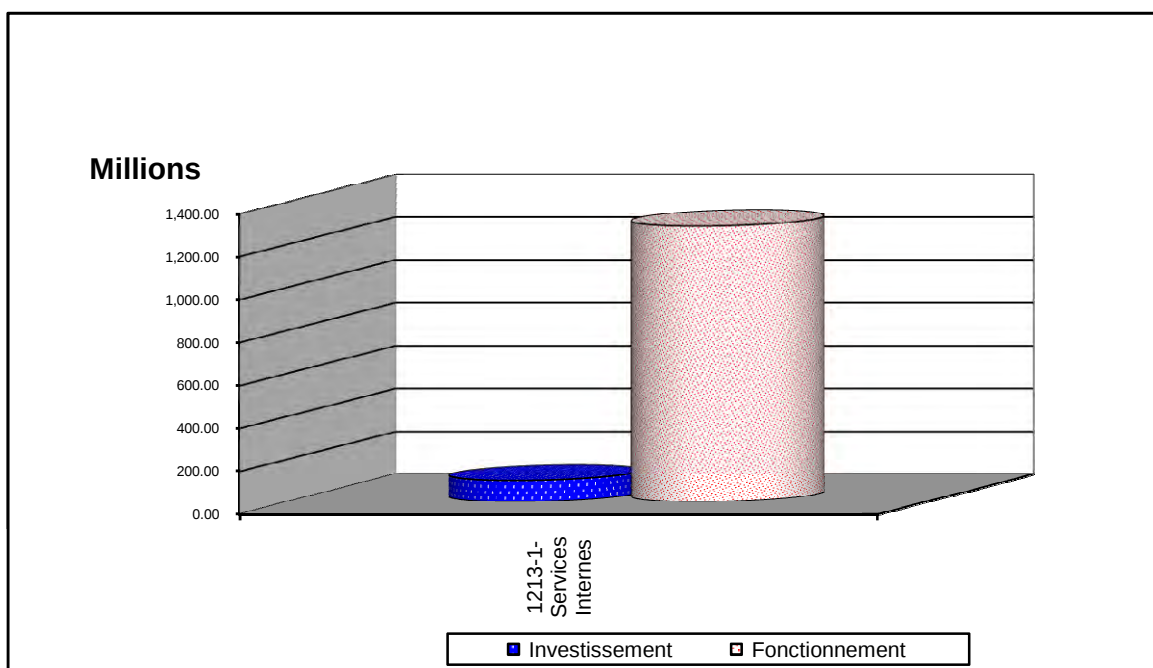
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Huit (8) Directions Techniques.
- Des Missions Diplomatiques et Consulaires d'Haïti à l'Etranger.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Renforcer les capacités institutionnelles de la Chancellerie ;
- Améliorer l'efficacité de la diplomatie haïtienne ;
- Elaborer une politique extérieure axée sur le développement économique et l'incitation à l'investissement privé en Haïti.

1213-MIN. DES AFFAIRES ÉTRANGERES (MAE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1213-1-Services Internes	1,287,108,306	100,000,000	1,387,108,306	100.00%
TOTAL	1,287,108,306	100,000,000	1,387,108,306	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES	1,387,108,306
1213-1-11 BUREAU DU MINISTRE	42,020,550
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	32,998,536
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,022,014
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1213-1-12 DIRECTION GENERALE	1,345,087,756
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	135,424,835
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,700,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	10,077,082
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9,902,602
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,075,983,237
1213-1-12-52-RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU MAE	100,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	100,000,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DE LA PRESIDENCE

1214.-LA PRESIDENCE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions de la Présidence sont de:

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des institutions ;
- Négocier et de signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale ;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des puissances étrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls ;
- Faire revêtir les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

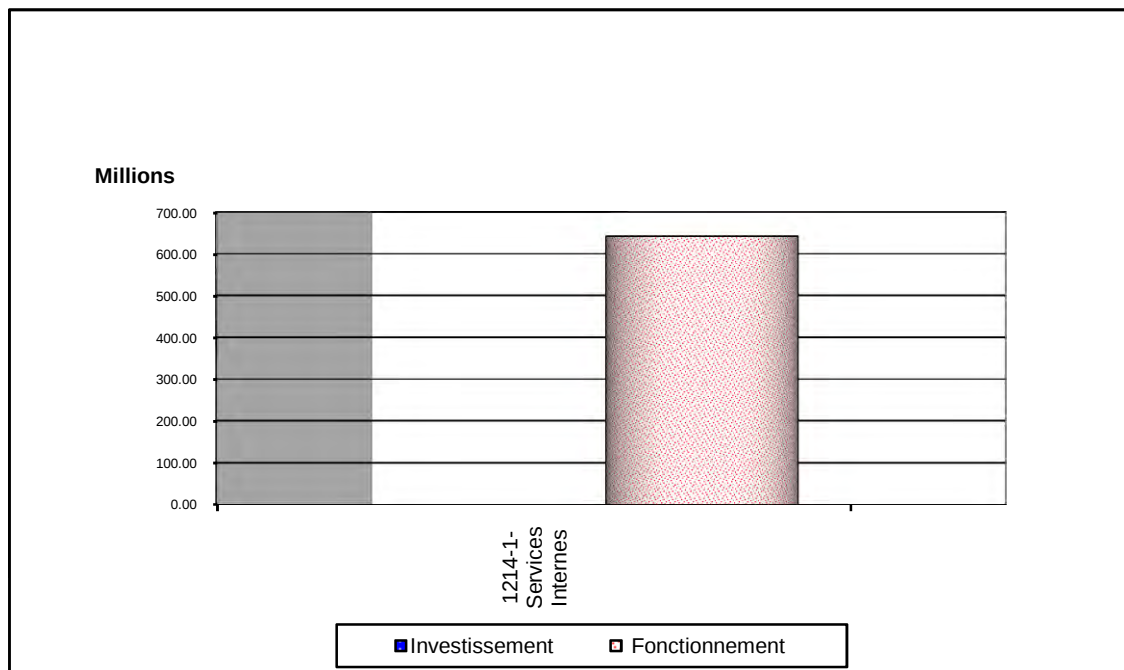
- Le Secrétariat Privé du Président de la République
- Le Cabinet du Président de la République
- Le Secrétariat Général de la Présidence

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Travailler au renforcement et à la bonne marche des Institutions Haïtiennes ;
- S'assurer de la bonne exécution du mandat de la Mission Spéciale des Nations Unies en Haïti ;
- Renforcer les liens d'Haiti avec la Communauté de la Caraïbe, l'Organisations des Etats Américains, l'Union Européenne, l'Organisation des Nation Unies, les institutions financières internationale et les pays amis d'Haïti.

1214-LA PRESIDENCE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PA NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1214-1-Services Internes	640,881,979	0	640,881,979	100.00%
TOTAL	640,881,979	0	640,881,979	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1214-LA PRESIDENCE	640,881,979
1214-1-11 BUREAU DU PRESIDENT	90,457,430
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	90,457,430
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1214-1-12 ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	185,796,559
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	82,299,847
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	75,372,412
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	18,048,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	949,049
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,849,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,278,251
1214-1-13 SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	347,265,952
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	32,950,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	55,104,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	259,211,952
1214-1-14 DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	17,362,038
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	17,362,038



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU BUREAU DU PREMIER MINISTRE

1215.-BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission et attribution du Bureau du Premier Ministre est d'assurer la meilleure coordination de l'action gouvernementale ;

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Bureau du Premier Ministre est placé sous l'autorité d'un Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Premier Ministre ;
- Le Cabinet du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat Général de la Primature ;
- Sept (7) Services Externes.

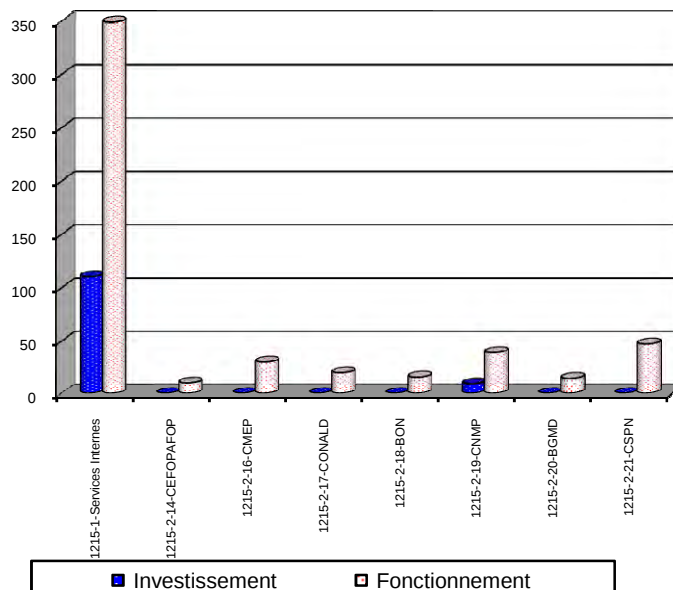
PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité de l'appareil gouvernemental ;
- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des ressources humaines de la Fonction publique ;
- Informer régulièrement la population des actions en cours ;
- Contribuer à la mise en oeuvre de HOPE II.

1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1215-1-Services Interne	349,025,350	110,523,584	459,548,934	69.13%
1215-2-14-CEFOPAFOP	10,760,800	0	10,760,800	1.62%
1215-2-16-CMEP	30,492,342	0	30,492,342	4.59%
1215-2-17-CONALD	20,521,386	0	20,521,386	3.09%
1215-2-18-BON	16,364,444	0	16,364,444	2.46%
1215-2-19-CNMP	39,339,909	10,000,000	49,339,909	7.42%
1215-2-20-BGMD	15,135,061	0	15,135,061	2.28%
1215-2-21-CSPN	47,485,579	0	47,485,579	7.14%
1215-2-22-BAC0Z	15,092,869	0	15,092,869	2.27%
TOTAL	544,217,740	120,523,584	664,741,324	100.00%

Millions



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE	664,741,324
1215-1-11 BUREAU DU PREMIER MINISTRE	76,316,350
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	30,896,350
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8,920,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	12,000,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,500,000
1215-1-12 ADMINISTRATION GENERALE	383,232,584
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	139,749,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	25,220,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,000,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,740,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,400,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60,600,000
1215-1-12-72-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA PRIMATURE	110,523,584
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	110,523,584
1215-1-13 DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION & DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	10,760,800
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	8,007,400
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,242,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	960,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	221,400
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	330,000
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	30,492,342
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	30,492,342
1215-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	20,521,386
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,521,386
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16,364,444
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16,364,444
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DE MARCHES PUBLICS	49,339,909
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	39,339,909
1215-2-19-71-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA CNMP	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	15,135,061
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,135,061
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	47,485,579
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47,485,579
1215-2-22-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	15,092,869
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,092,869



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

- Les missions et attributions du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales sont de:
- Concevoir, de définir et de concrétiser la Politique du Pouvoir Exécutif en ce qui concerne l'encadrement des Collectivités Territoriales, l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques;
- Veiller aux respects des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
-
- Veiller à l'exécution des Lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles;
- Veiller à l'application des Lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

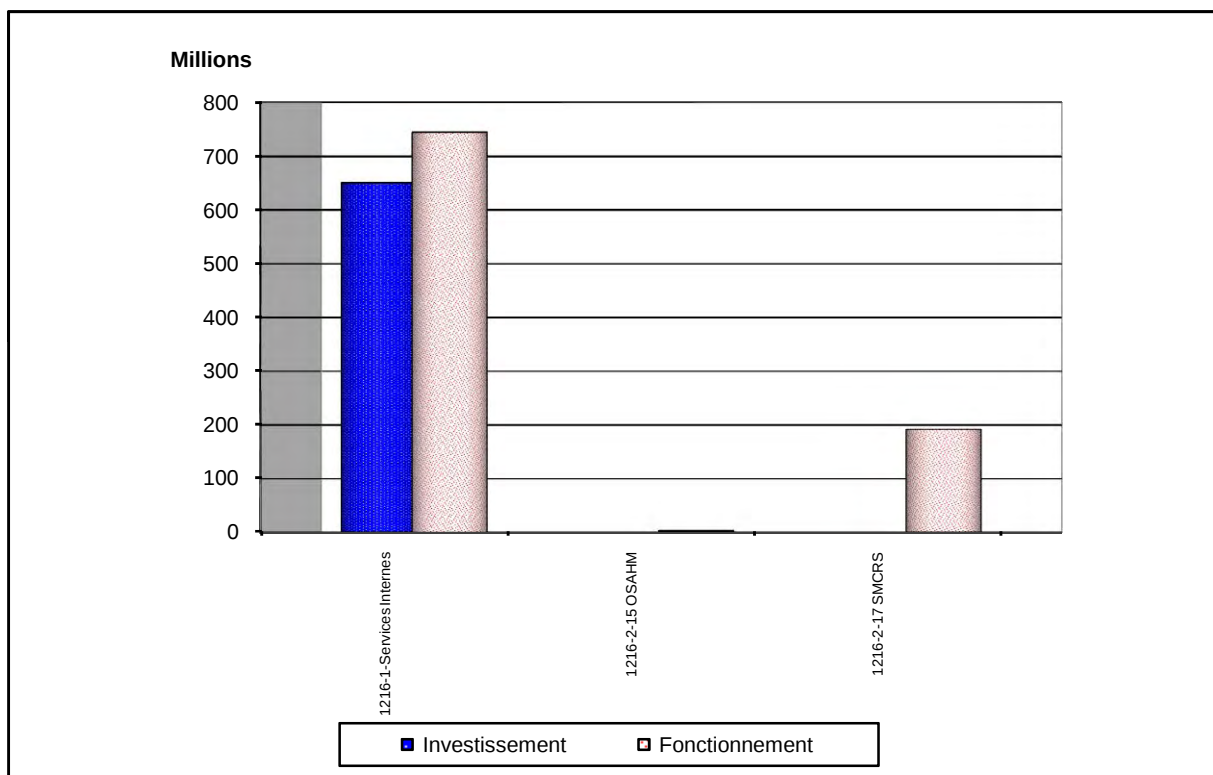
- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Favoriser une gestion de proximité ;
- Etablir des structures permanentes de protection en vue de réduire la vulnérabilité des populations face aux catastrophes naturelles;
- Contribuer à un climat sécuritaire sur le territoire national et gérer efficacement les questions liées à la migration ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement infrastructurel au niveau des collectivités locales ;
- Renforcer les capacités de gestion des délégations et des vice-délégations ;
- Assurer l'efficacité du Service d'Immigration.

1216-MIN. DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1216-1-Services Internes	744,375,934	650,625,332	1,395,001,266	87.74%
1216-2-15 OSAHM	3,043,260	0	3,043,260	0.19%
1216-2-17 SMCRS	191,840,541	0	191,840,541	12.07%
TOTAL	939,259,735	650,625,332	1,589,885,067	100.00%



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES		1,589,885,067
1216-1-11 BUREAU DU MINISTRE		73,264,125
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	15,187,368
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,498,839
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,277,918
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	48,000,000
1216-1-12 DIRECTION GENERALE		1,321,737,141
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	294,074,465
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	166,748,009
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	10,620,990
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	4,978,050
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,250,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	193,440,295
1216-1-12-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL		18,570,772
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	18,570,772
1216-1-12-53-PROGRAMME DE PREVENTION, DE GESTION DE DESASTRES NATURELS		300,988,280
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,988,280
1216-1-12-54-PROGRAMME D'INTERVENTIONS SPECIFIQUES DU MICT		331,066,280
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE & D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL		3,043,260
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,043,260
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES		191,840,541
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	191,840,541

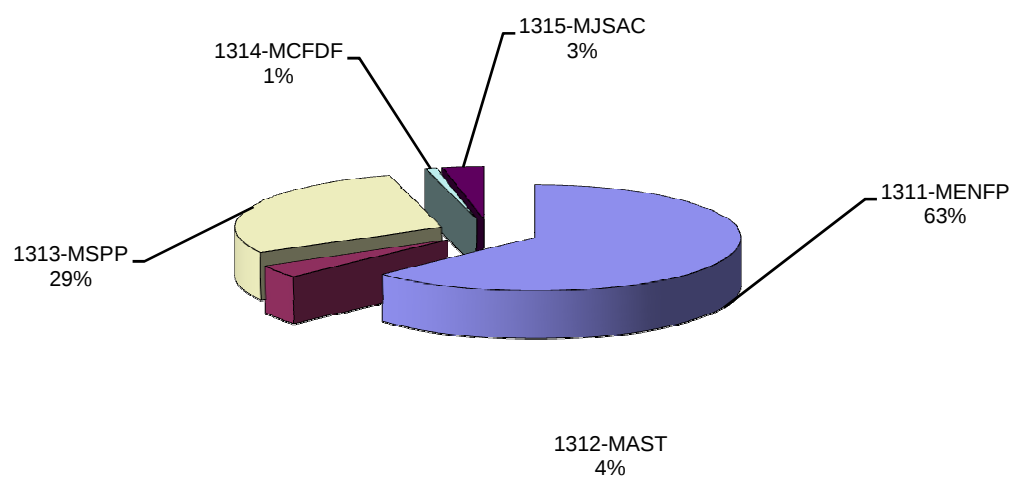


POUVOIR EXECUTIF SECTEUR SOCIAL

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR SOCIAL PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-MENFP	5,639,997,572	2,506,303,831	8,146,301,403	63.27%
1312-MAST	419,840,082	65,000,000	484,840,082	3.77%
1313-MSPP	1,832,387,504	1,884,342,280	3,716,729,784	28.87%
1314-MCFDF	79,707,762	32,000,000	111,707,762	0.87%
1315-MJSAC	305,139,107	110,000,000	415,139,107	3.22%
TOTAL	8,277,072,027	4,597,646,111	12,874,718,138	100,00

PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR SOCIAL PAR MINISTERE





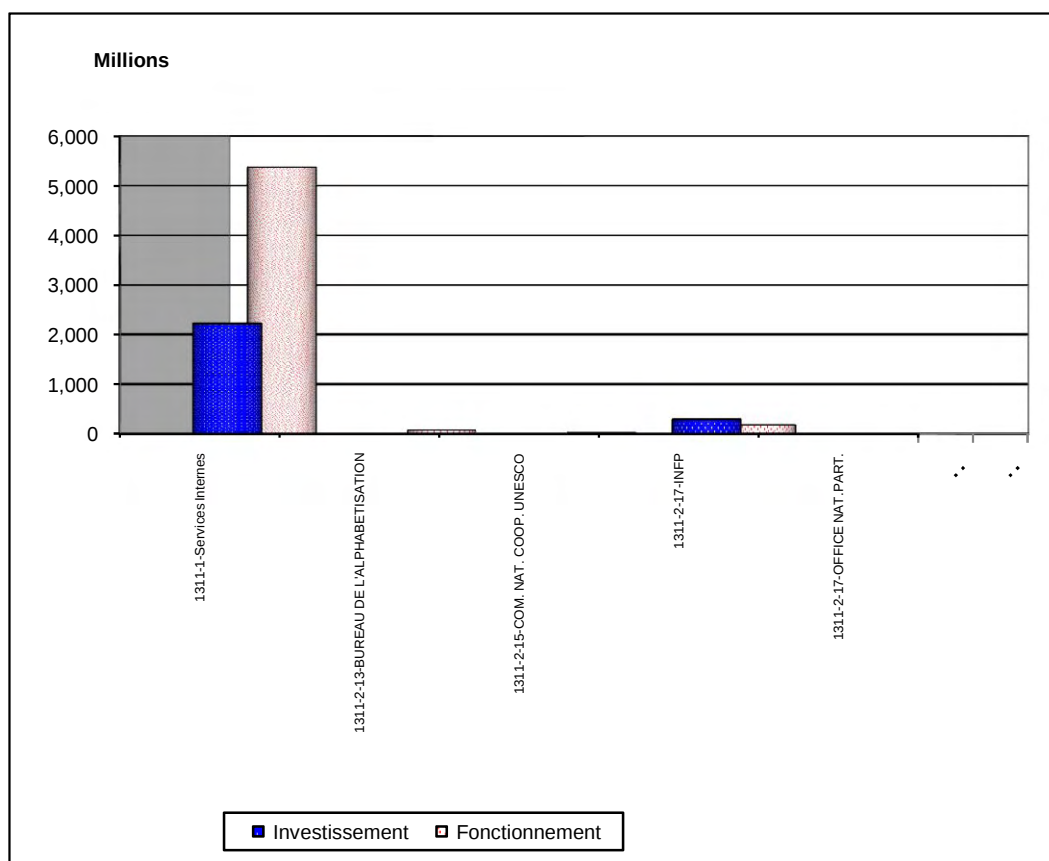
POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-1-Services Internes	5,370,066,145	2,220,303,831	7,590,369,976	93.18%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	73,107,779	0	73,107,779	0.90%
1311-2-15-COM. NAT. COOP. UNESCO	15,357,116	0	15,357,116	0.19%
1311-2-17-INFP	181,466,532	286,000,000	467,466,532	5.74%
1311-2-17-OFFICE NAT.PART.	0	0	0	0.00%
TOTAL	5,639,997,572	2,506,303,831	8,146,301,403	100.00%



1311.- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de L'Education Nationale et de la Formation Professionnelle sont de:

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Education;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel.
- Veiller à l'application de la politique nationale d'enseignement supérieur.
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique.
- Veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Etrangers avec les Organismes Nationaux Compétents.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Education et de la formation professionnelle est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Neuf (9) Directions Techniques et de Dix (10) Directions Départementales
- Trois (3) Services externes.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur de l'éducation;
- Réorganiser l'offre scolaire en faveur des élèves pauvres ;
- Améliorer la qualité de l'éducation par la formation des enseignants;
- Accroître et améliorer l'offre d'éducation préscolaire pour les enfants de 0 à 5 ans ;
- Promouvoir l'enseignement supérieur en région ;
- Améliorer l'encadrement pédagogique ;
- Promouvoir le développement de la formation professionnel ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif.

BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
13-SECTEUR SOCIAL		12,874,718,138
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		8,146,301,403
1311-1-11 BUREAU DU MINISTRE		438,456,764
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	98,356,764
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,360,000
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,500,000
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	240,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	330,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
1311-1-12 DIRECTION GENERALE		7,151,913,212
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	3,853,338,948
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	705,386,870
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,409,961
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	52,737,266
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	73,936,336
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	220,800,000
1311-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MENFP		684,186,934
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	684,186,934
1311-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR EDUCATIF		1,454,116,897
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,454,116,897
1311-1-12-54-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN REGIONS		32,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	32,000,000
1311-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI A LA CAMPAGNE D"ALPHABETISATION		50,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000,000
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION		73,107,779
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	60,683,447
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,265,000
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,726,332
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1,733,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO		15,357,116
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	12,808,962
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,223,079
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,265,075
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE		467,466,532
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	156,499,440
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,225,908
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,497,984
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3,447,392
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	220,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	600,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,975,808
1311-2-17-80-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		286,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	286,000,000
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT		0
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0



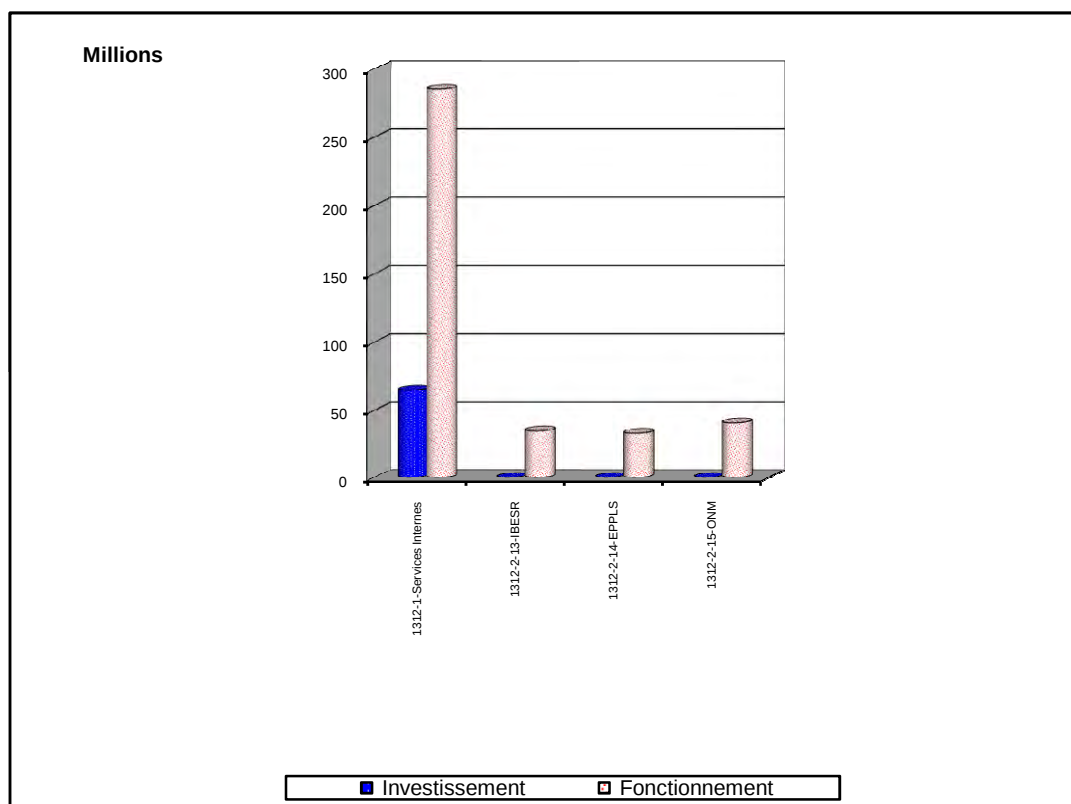
POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1312-1-Services Internes	285,195,683	65,000,000	350,195,683	72.23%
1312-2-13-IBESR	35,258,257	0	35,258,257	7.27%
1312-2-14-EPPLS	33,548,124	0	33,548,124	6.92%
1312-2-15-ONM	41,134,249	0	41,134,249	8.48%
1312-2-17-BSEIPH	24,703,769	0	24,703,769	5.10%
TOTAL	419,840,082	65,000,000	484,840,082	100.00%



1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Affaires Sociales sont de:

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de sécurité sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les oeuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées;
- Assurer, sur le plan Technique et administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Sécurité Sociale.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Affaires Sociales est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat aux handicapés. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et de Cinq (5) Directions Techniques ;
- Quatre (4) Services Externes.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergements pour la réinsertion sociale (enfants des rues, rapatriés, déportés) ;
- Insérer socialement et économiquement les handicapés ;
- Renforcer l'institutionnalisation des relations de travail ;
- Renforcer les capacités institutionnelles du MAST .

BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	484,840,082
1312-1-11 BUREAU DU MINISTRE	64,100,338
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	60,219,494
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,112,187
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	118,790
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,649,867
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1312-1-12 DIRECTION GENERALE	286,095,345
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	188,844,999
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,913,502
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,980,810
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9,499,999
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,256,567
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,599,468
1312-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MAST	12,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,000,000
1312-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ET A LA PROTECTION SOCIALE DU MAST	53,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	53,000,000
1312-2-13-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL & DE RECHERCHES	35,258,257
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	31,791,920
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,118,137
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,900,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	198,200
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	150,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	100,000
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	33,548,124
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	26,354,724
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,865,800
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,870,600
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	277,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,180,000
1312-2-15-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	41,134,249
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	21,822,148
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,396,745
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	764,059
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	52,228
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	50,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16,549,069
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	24,703,769
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,703,769



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les missions et attributions du Ministère de la Santé Publique et de la Population sont de:

- Concevoir, de définir, de concrétiser et d'évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif.
- Coordonner, de réglementer, de superviser et d'inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Enregistrer et de contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

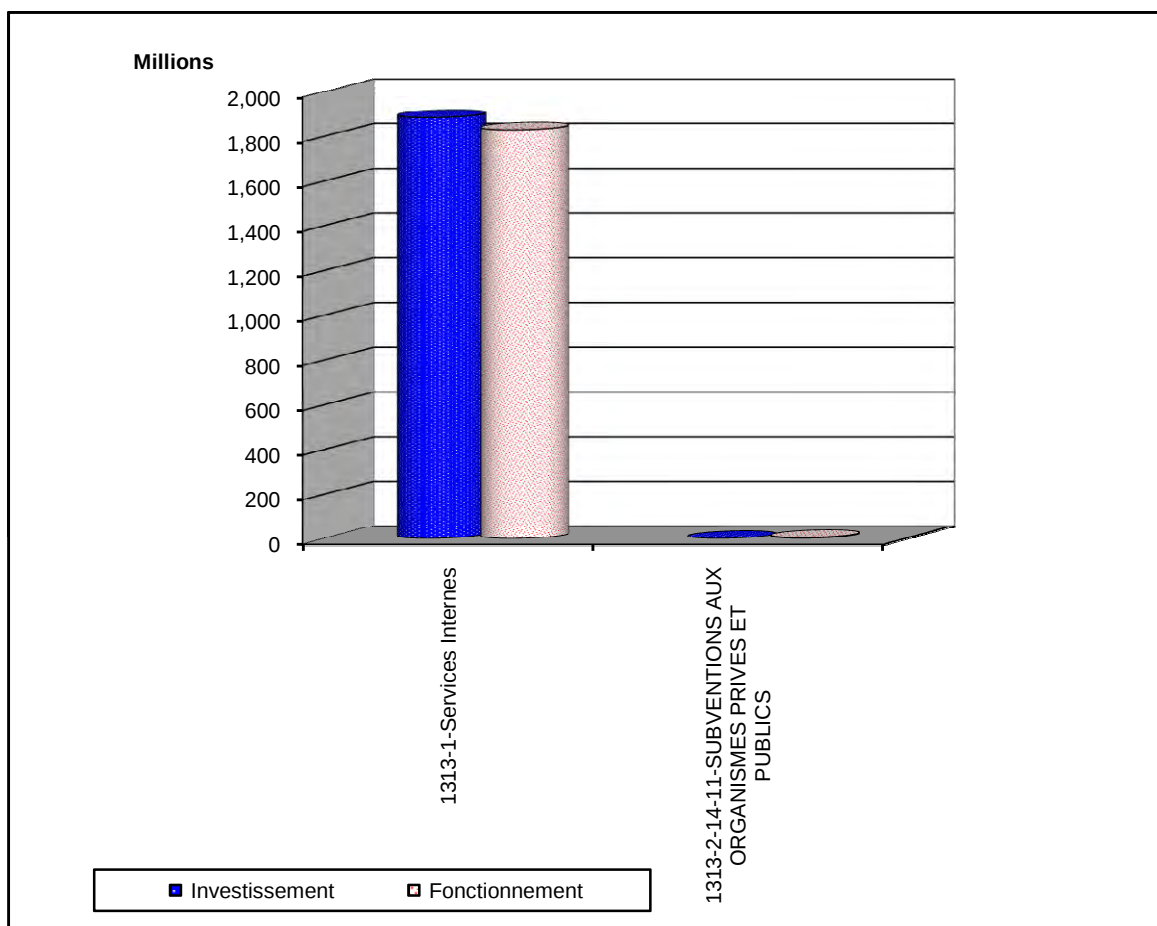
- Une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de Quatre(4) Unités de Coordination, de deux (2) Ecoles de formation et de Dix (10) Directions Départementales.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Renforcer les capacités institutionnelles du secteur santé ;
- Réhabiliter, construire et aménager les infrastructures sanitaires ;
- Renforcer les structures communales de santé ;
- Renforcer la prise en charge des maladies prioritaires (Tuberculose, Malaria, VIH/Sida, Filariose,ect) ;
- Garantir à la population l'accès à des médicaments essentiels ;
- Réduire le taux de mortalité materno-infantil ;
- Augmenter le taux de prévalence contraceptive ;
- Améliorer la gestion des déchets en milieux hospitaliers.

1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1313-1-Services Internes	1,828,616,238	1,884,342,280	3,712,958,518	99.90%
1313-2-14-11-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	3,771,266	0	3,771,266	0.10%
TOTAL	1,832,387,504	1,884,342,280	3,716,729,784	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3,716,729,784
1313-1-11 BUREAU DU MINISTRE	26,249,510
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	18,783,263
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,394,280
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	918,530
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	911,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,242,437
1313-1-12 DIRECTION GENERALE	3,686,709,008
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	1,702,547,606
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	17,856,616
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	57,995,271
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,599,827
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,999,999
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,367,409
1313-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MSPP	310,922,940
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	310,922,940
1313-1-12-54-PROGRAMME DE REHABILITATION CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE CENTRES DE SANTE	956,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	956,000,000
1313-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI AUX PROJETS DE SANTE PUBLIQUE (SUPPORT)	607,419,340
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	607,419,340
1313-1-12-64-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DE LA POCHEP	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1313-2-14-ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	3,771,266
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,771,266



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission et attribution du Ministère à la Condition Féminine et aux droits de la Femme(MCFDF) est de définir et d'appliquer la politique du gouvernement en matière des droits et des conditions de vie de la femme.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

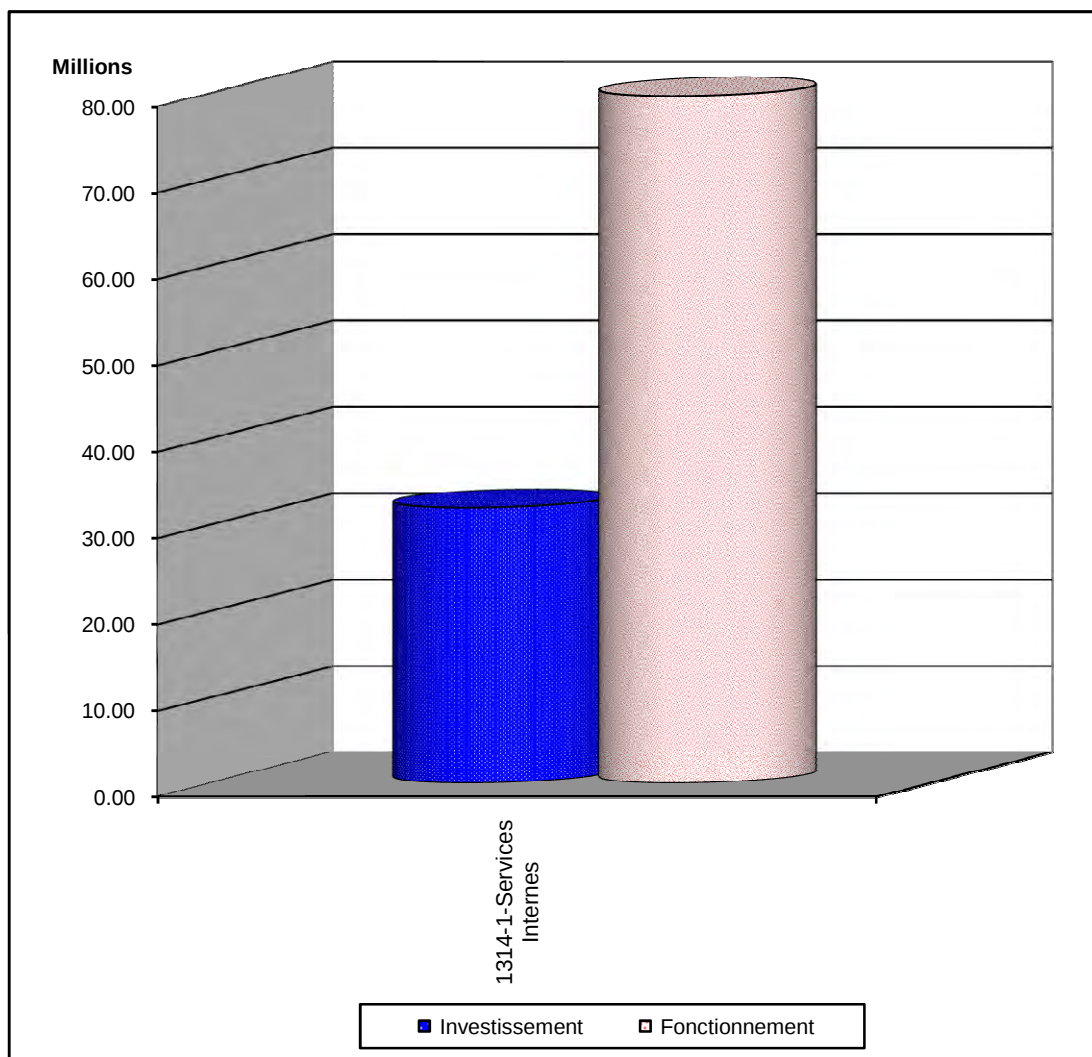
Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants : Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions techniques.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Concevoir, développer et mettre en application une politique d'égalité des sexes ;
- Contribuer à l'allègement de la pauvreté féminine ;
- Promouvoir les femmes dans les métiers non traditionnels ;
- Promouvoir la participation des femmes aux espaces de décisions ;
- Promouvoir et renforcer les droits des femmes.

1314-MIN. A LA COND. FEM. AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1314-1-Services Internes	79,707,762	32,000,000	111,707,762	100.00%
TOTAL	79,707,762	32,000,000	111,707,762	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	111,707,762
1314-1-11 BUREAU DU MINISTRE	22,017,547
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,710,302
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	341,748
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	620,006
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	617,750
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,727,741
1314-1-12 DIRECTION GENERALE	89,690,215
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	50,137,309
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,472,769
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,159,831
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	425,346
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	494,960
1314-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MCFDF	8,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,000,000
1314-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ET A LA PROTECTION SOCIALE DU MCFDF	24,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,000,000



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR SOCIAL

**PRESENTATION ET CREDITS DU
MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES
SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE**

1315.- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique sont de:

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport et de jeunesse, de civisme et mettre en œuvre cette politique.
- Développer, de coordonner et de superviser les activités physiques et sportives.
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux.
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse.
- Promouvoir et de participer à la formation des cadres sportifs et de jeunesse.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Jeunesse des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

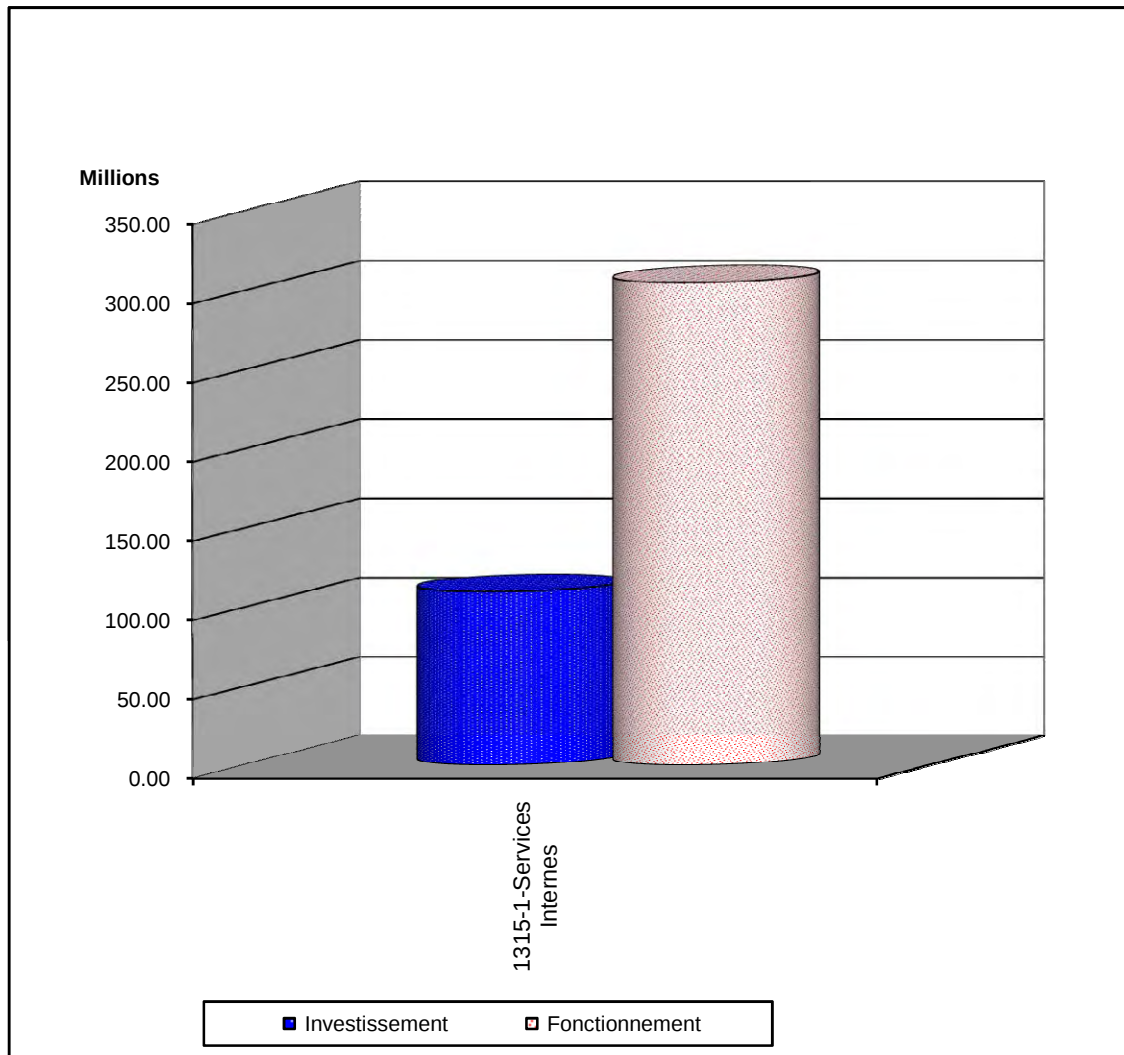
- Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de Trois (3) Directions techniques, et de Dix (10) Directions Départementales.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur jeunesse, sport et action civique;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie par la pratique des activités physiques et sportives ainsi que des loisirs ;
- Etendre et diversifier l'offre de service en matière de jeunesse, de sports et de civisme ;
- Renforcer et encourager la vie associative chez les jeunes ;
- Promouvoir l'insertion socio-économique des jeunes.

1315-MIN. DE LA JEUN. DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1315-1-Services Internes	305,139,107	110,000,000	415,139,107	100.00%
TOTAL	305,139,107	110,000,000	415,139,107	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	415,139,107
1315-1-11 BUREAU DU MINISTRE	39,976,041
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	24,545,848
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,213,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	870,531
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	259,680
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,979,249
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,107,733
1315-1-12 DIRECTION GENERALE	375,163,066
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	168,339,143
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	33,307,507
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	21,244,386
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	7,872,030
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12,400,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,000,000
1315-1-12-67-PROMOTION DU SPORT	30,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	30,000,000
1315-1-12-68-DEVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1315-1-12-69-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	16,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,000,000
1315-1-12-70-PROGRAMME DE PROMOTION DU CIVISME	14,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,000,000
1315-1-12-71-PROGRAMME D'INSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES JEUNES	40,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40,000,000

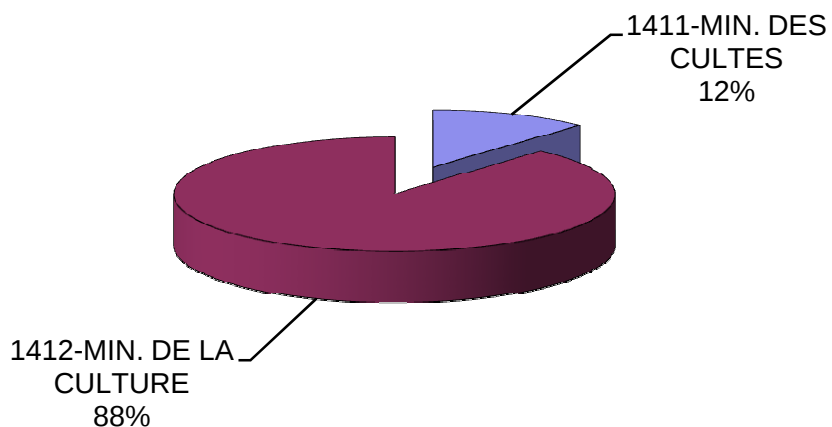


POUVOIR EXECUTIF SECTEUR CULTUREL

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-MIN. DES CULTES	96,921,410	0	96,921,410	11.56%
1412-MIN. DE LA CULTURE	568,152,072	173,142,224	741,294,296	88.44%
TOTAL	665,073,482	173,142,224	838,215,706	100.00%

PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE





POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR CULTUREL

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES CULTES

1411.- MINISTERE DES CULTES

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Cultes sont de:

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers cultes religieux;
- Veiller à l'exécution des Conventions, des Concordats ou des Accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Faire un relevé des oeuvres sociales et éducatives des Cultes, Sectes, Confessions, Missions Religieuses et Eglises en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays;
- Mener des enquêtes et de veiller à l'exécution des décisions prises en matière culturelle.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

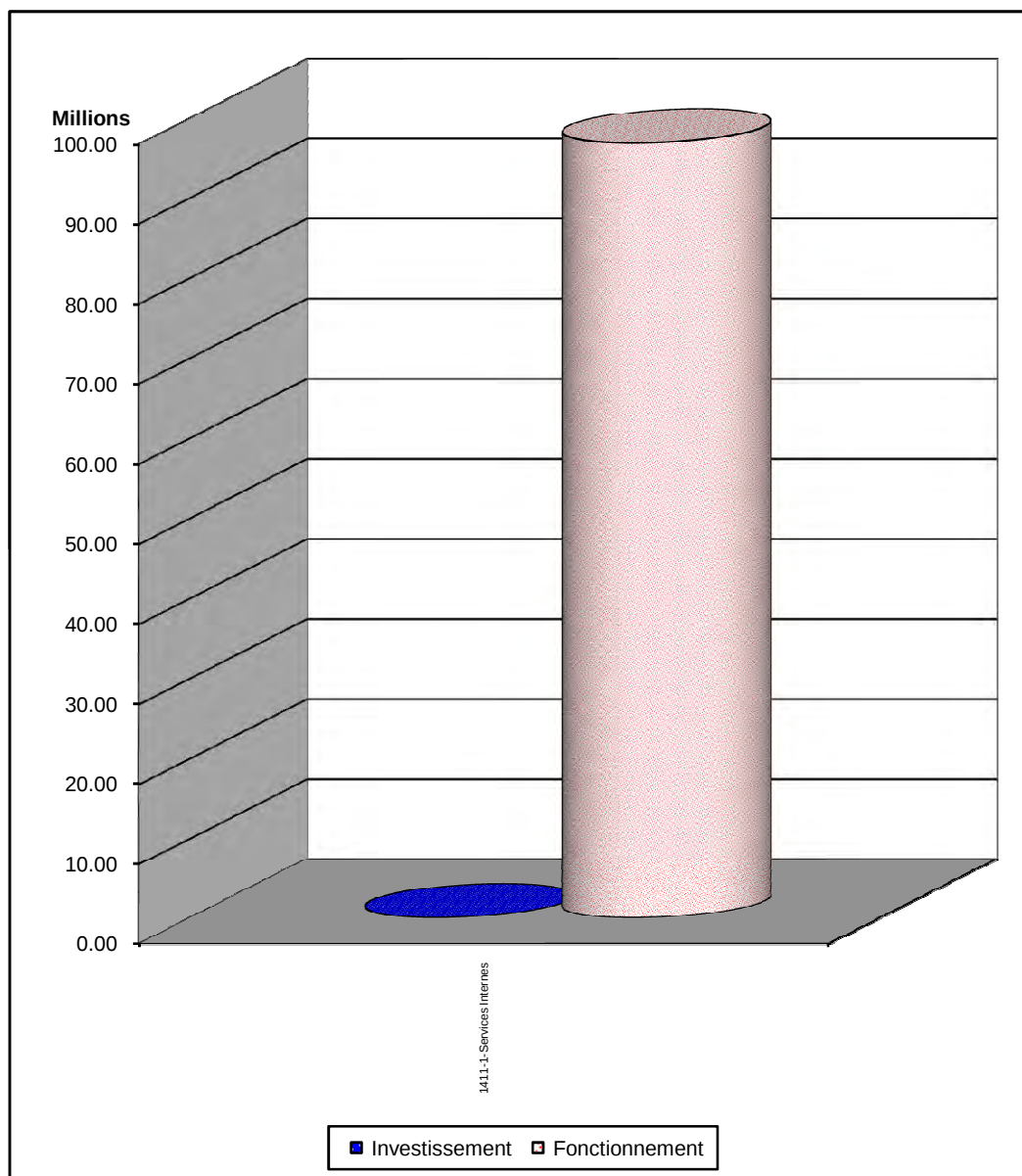
- Une Direction Générale assistée d'une Direction administrative et d'une (1) Direction Technique.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Encourager très fortement, par des mécanismes appropriés, toutes initiatives visant au regroupement des Églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions.

1411-MINISTERE DES CULTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-1-Services Interne	96,921,410	0	96,921,410	100.00%
TOTAL	96,921,410	0	96,921,410	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
14-SECTEUR CULTUREL		838,215,706
1411-MINISTERE DES CULTES		96,921,410
1411-1-12 DIRECTION GENERALE		96,921,410
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	38,476,500
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,587,136
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,826,800
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	53,039,404
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	991,570



POUVOIR EXECUTIF

SECTEUR CULTUREL

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA CULTURE

1412.- MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (MCC)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Culture sont de:

- Formuler et mettre en œuvre la politique sectorielle dans les domaines des arts, des lettres du patrimoine, de l'aménagement culturel du territoire, de la presse, de l'audiovisuel, du cinéma et du multimédia dans le cadre de la politique générale définie par le chef du Gouvernement.
- Assurer la régulation et le contrôle de toute action publique ou privée relevant du domaine de sa compétence.
- Veiller à la mise en œuvre des politiques publiques en collaboration avec les autres Ministères et, le cas échéant, avec les collectivités Territoriales.
- Appliquer et faire respecter la politique du gouvernement dans les domaines de la culture et de la communication.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction administrative, de Cinq (5) Directions Techniques et de Deux (2) Directions Départementales;
- Douze (12) Services externes.

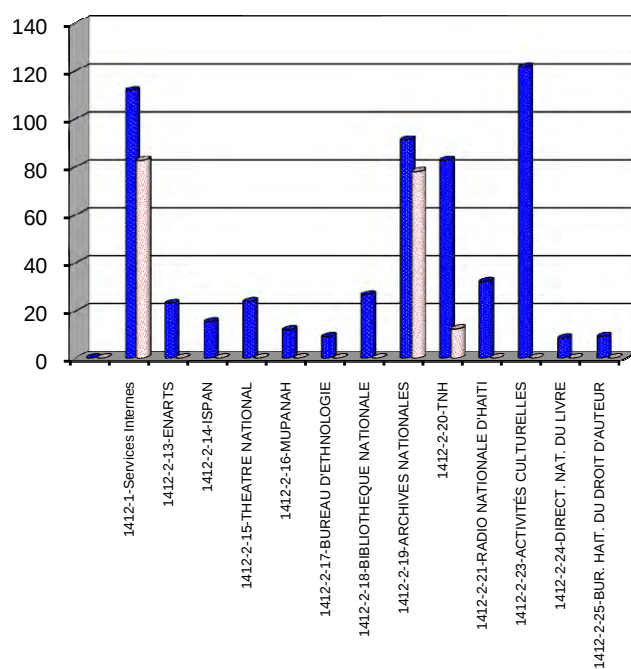
PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Améliorer la gouvernance du secteur culturel;
- Réhabiliter, aménager et construire des infrastructures culturelles de base ;
- Mettre en valeur les ressources culturelles comme vecteurs de création de richesses et d'opportunités d'emplois, notamment à travers le développement des entreprises culturelles ;
- Conserver, développer et valoriser le patrimoine culturel matériel et immatériel ;
- Favoriser le développement des arts et de la littérature.

1412-MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COORDINATION (MCC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION			TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1412-1-Services Interne	111,899,673	82,680,800	194,580,473	26.25%
1412-2-13-ENARTS	23,147,886	0	23,147,886	3.12%
1412-2-14-ISPAN	15,487,065	0	15,487,065	2.09%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	23,901,000	0	23,901,000	3.22%
1412-2-16-MUPANAH	12,161,247	0	12,161,247	1.64%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	9,188,927	0	9,188,927	1.24%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	26,739,439	0	26,739,439	3.61%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	91,173,328	78,000,000	169,173,328	22.82%
1412-2-20-TNH	82,729,722	12,461,424	95,191,146	12.84%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	32,251,864	0	32,251,864	4.35%
1412-2-23-ACTIVITES CULTURELLES	121,608,960	0	121,608,960	16.40%
1412-2-24-DIRECT. NAT. DU LIVRE	8,606,258	0	8,606,258	1.16%
1412-2-25-BUR. HAIT. DU DROIT D'AUTEUR	9,256,702	0	9,256,702	1.25%
TOTAL	568,152,072	173,142,224	741,294,296	100.00%

Millions



■ Fonctionnement

□ Investissement

BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	741,294,296
1412-1-11 BUREAU DU MINISTRE	38,512,827
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	28,531,878
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,703,999
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,536,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	987,750
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	253,200
1412-1-12 DIRECTION GENERALE	156,067,646
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	39,901,136
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,530,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,795,710
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	520,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	27,640,000
1412-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MCC	12,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,000,000
1412-1-12-53-PROGRAMME DE CONSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE PATRIMOINE	31,440,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31,440,000
1412-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES CULTURELLES	33,240,800
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	33,240,800
1412-1-12-57-PROGRAMME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION PUBLIQUE	6,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	23,147,886
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,175,314
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,020,261
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,210,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	742,311
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	15,487,065
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	14,893,691
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	168,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	425,374
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	23,901,000
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	20,683,470
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	169,530
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,392,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	156,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,500,000
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	12,161,247
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	10,806,641
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	657,159
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	697,447
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	9,188,927
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	8,171,429
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	790,498
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	227,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0

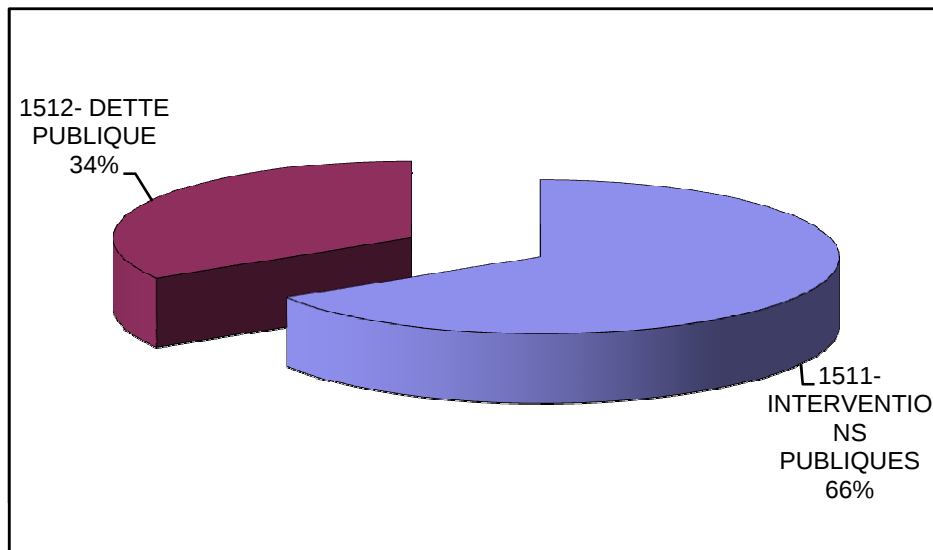
BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	26,739,439
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	16,408,488
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,019,949
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,827,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,244,002
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	120,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	120,000
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	169,173,328
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	70,145,020
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,374,003
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,340,981
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,887,267
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,426,058
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1412-2-19-50-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI	78,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	78,000,000
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	95,191,146
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	66,010,376
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,667,654
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	11,426,542
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	941,097
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	684,053
1412-2-20-69-PROGRAMME DE SUPPORT AUX ACTIVITES DE CULTURE ET DE COMMUNICATION	12,461,424
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,461,424
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	32,251,864
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	25,303,913
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,252,249
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,375,808
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,319,894
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	121,608,960
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	121,608,960
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	8,606,258
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,606,258
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	9,256,702
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	9,256,702

**POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR "AUTRES ADMINISTRATIONS"
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

	Montant	%
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	4,528,021,851	66.28%
1512- DETTE PUBLIQUE	2,303,845,625	33.72%
TOTAL	6,831,867,476	100,00





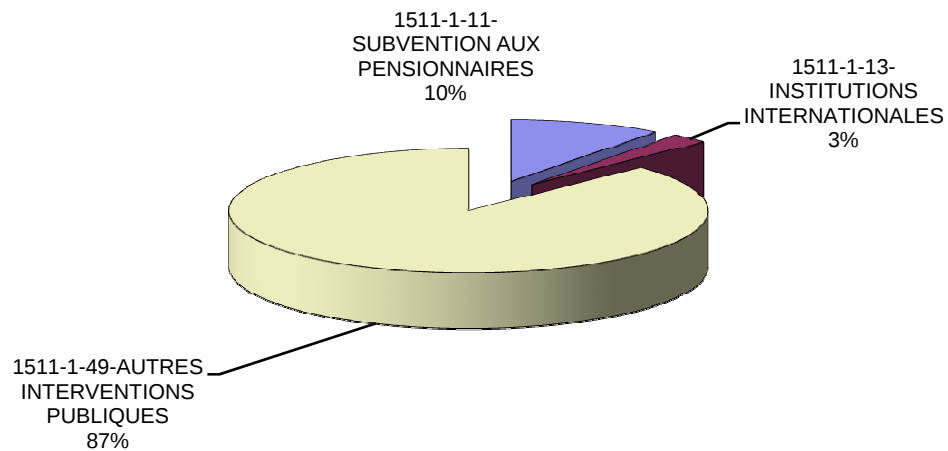
POUVOIR EXECUTIF

AUTRES ADMINISTRATIONS

INTERVENTIONS PUBLIQUES

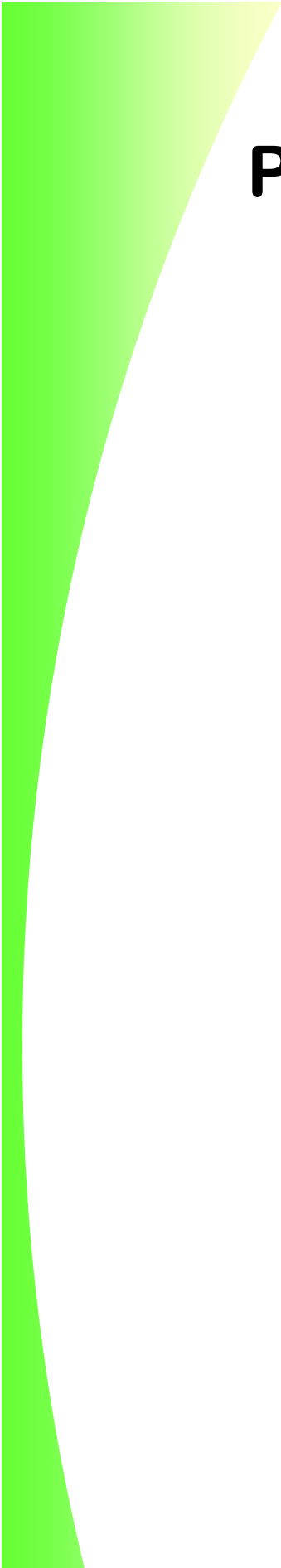
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	Montant	%
1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	463,774,304	10.2%
1511-1-13- INSTITUTIONS INTERNATIONALES	115,000,000	2.5%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	3,949,247,547	87.2%
TOTAL	4,528,021,851	100%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
15-AUTRES ADMINISTRATIONS		6,831,867,476
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES		4,528,021,851
1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES		463,774,304
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	463,774,304
1511-1-13-AUTRES INSTITUTIONS		115,000,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	115,000,000
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES		3,949,247,547
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	6,000,000
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	12,000,000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,821,668,688
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,109,578,859
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	0



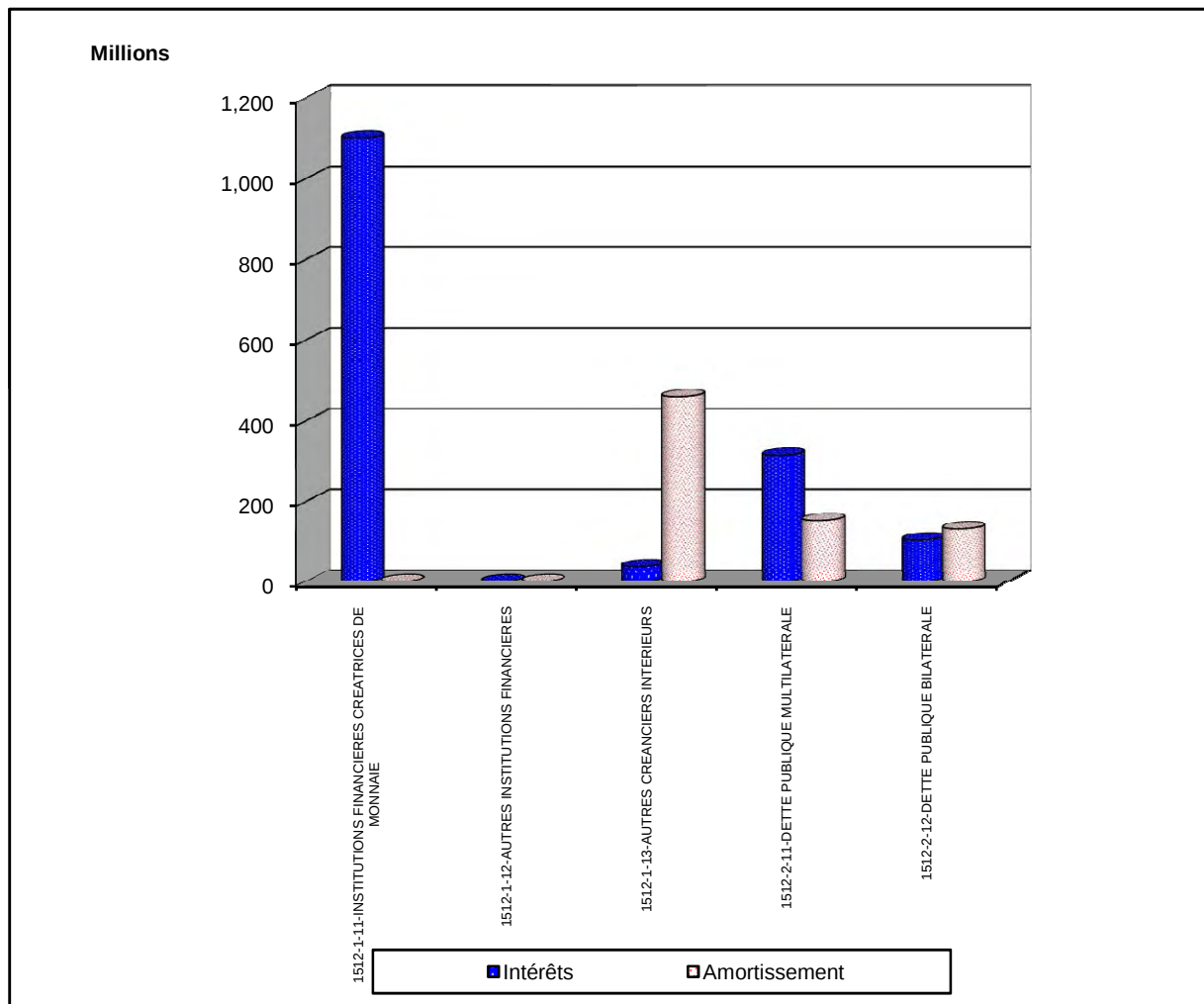
POUVOIR EXECUTIF

AUTRES ADMINISTRATIONS

DETTE PUBLIQUE

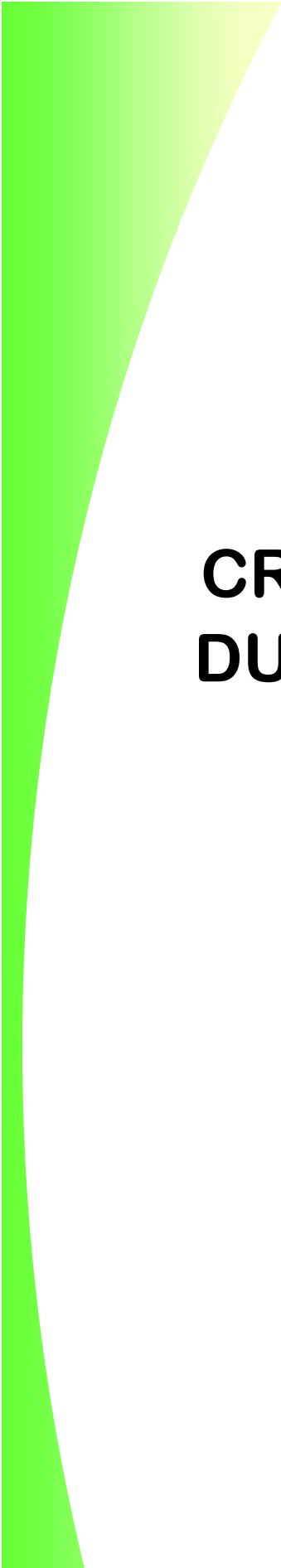
1512- DETTE PUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Intérêts	Amortissement	Montant	%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,100,000,000	0	1,100,000,000	47.75%
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0	0	0.00%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	38,707,131	460,000,000	498,707,131	21.65%
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	314,655,532	152,868,865	467,524,397	20.29%
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	105,140,416	132,473,681	237,614,097	10.31%
TOTAL	1,558,503,079	745,342,546	2,303,845,625	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
1512-DETTE PUBLIQUE		2,303,845,625
TOTAL CREDIT		2,303,845,625
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE		1,100,000,000
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,100,000,000
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES		0
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS		498,707,131
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	38,707,131
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	460,000,000
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE		467,524,397
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	314,655,532
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	152,868,865
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE		237,614,097
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	105,140,416
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	132,473,681
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES		0
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0

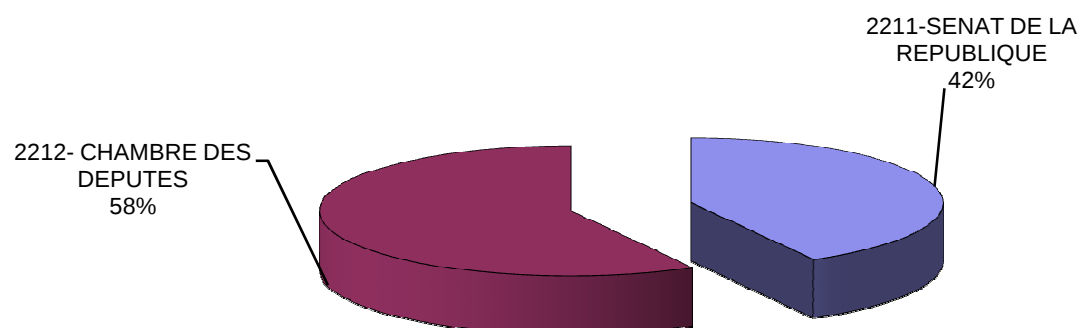


CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR LEGISLATF

POUVOIR LEGISLATIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR CHAMBRE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

CHAMBRE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	553,974,133	141,094,885	695,069,018	42%
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	947,281,625	15,000,000	962,281,625	58%
TOTAL	1,501,255,758	156,094,885	1,657,350,643	100%

REPARTITION DES CREDITS DU PARLEMENT PAR BRANCHE





POUVOIR LEGISLATIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DU SENAT DE LA REPUBLIQUE

2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Sénat de la République sont de:

- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat.
- Analyser et voter les lois d'intérêt public et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands Dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la constitution;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Etrangers.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

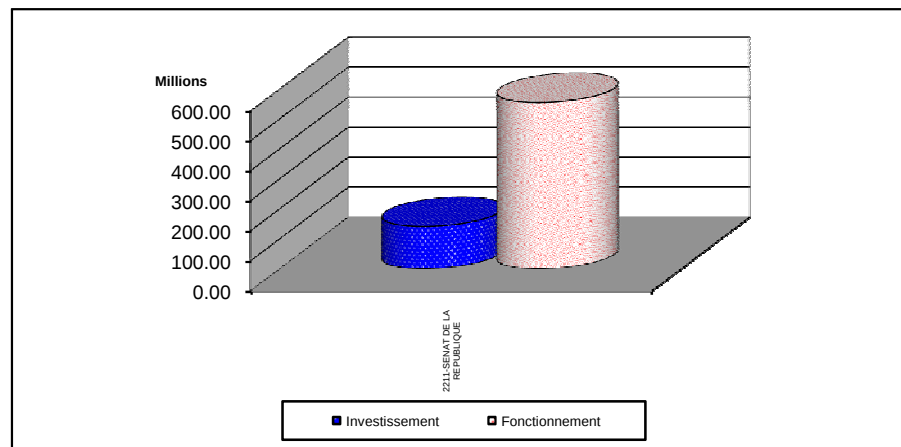
Le Sénat de la République est organisé selon la structure suivante : L'assemblée des Sénateurs assistée de (2) deux Directions Techniques

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Contribuer à doter le pays de cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions du Sénat pour un contrôle plus efficacement l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement du Sénat.

2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	553,974,133	141,094,885	695,069,018	100.00%
TOTAL	553,974,133	141,094,885	695,069,018	100.00%



PROJET DE BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
2- POUVOIR LEGISLATIF		1,657,350,643
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE		695,069,018
2211-1-11-SENAT DE LA REPUBLIQUE		695,069,018
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	364,978,261
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	66,174,112
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	30,214,845
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	26,684,916
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	53,919,999
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,002,000
2211-1-12-77-PROGRAMME D'APPUI AU PARLEMENT (VOLET SENAT)		141,094,885
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	141,094,885



POUVOIR LEGISLATIF

SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

2212.- CHAMBRE DES DEPUTES

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions de la Chambre des Députés sont de:

- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat.
- Analyser et voter les lois d'intérêt public et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir Exécutif et du pouvoir Judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction.
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

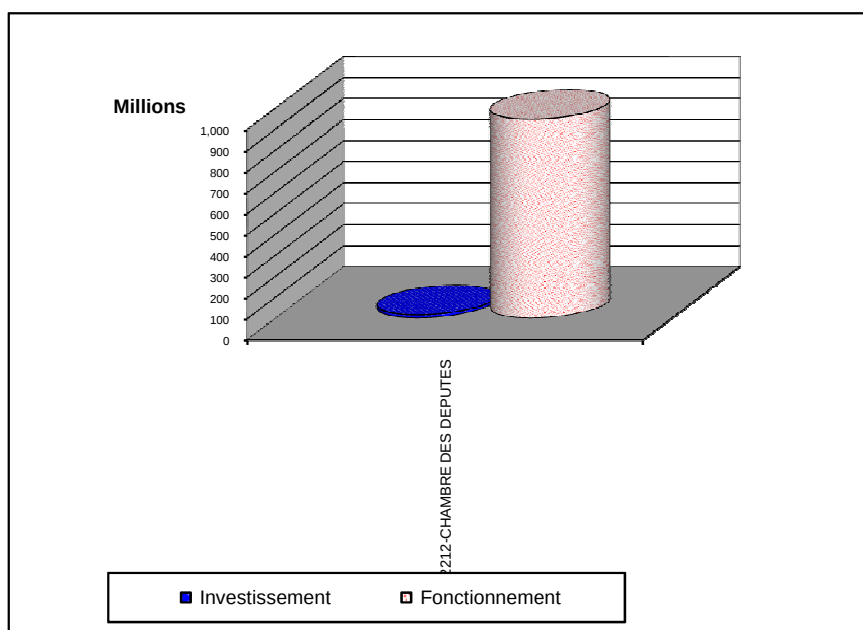
La Chambre des Députés est organisée selon la structure suivante : L'Assemblée des Députés et le Secrétariat Général.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Contribuer à doter le pays de cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions de la Chambre des Députés pour un contrôle plus efficacement l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement de la Chambre des Députés.

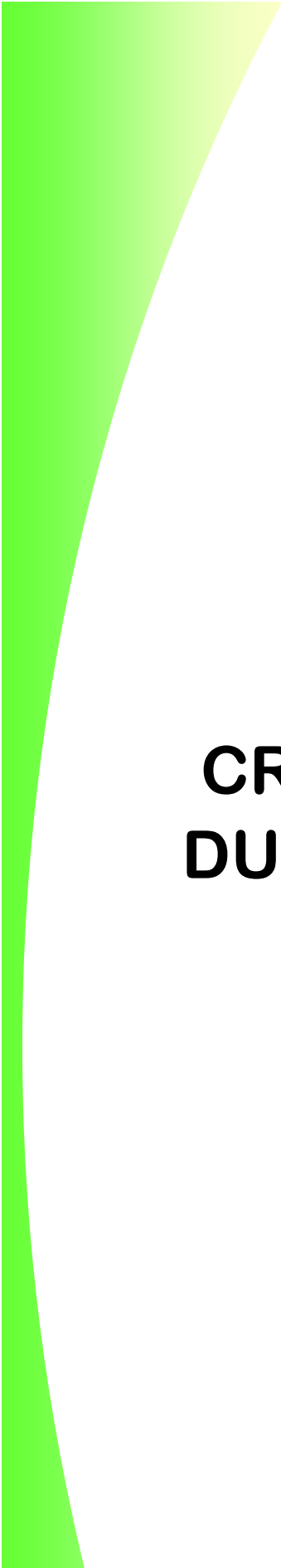
2212-CHAMBRE DES DEPUTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	947,281,625	15,000,000	962,281,625	100.00%
TOTAL	947,281,625	15,000,000	962,281,625	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

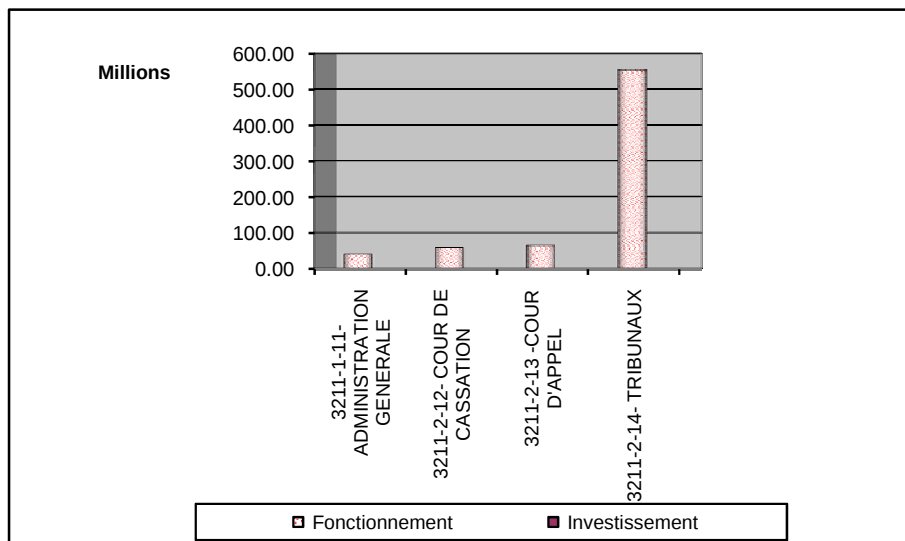
INSTITUTION	Crédit 09-10
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	962,281,625
2212-1-11-CHAMBRE DES DEPUTES	446,690,790
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	286,654,886
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	62,960,799
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	16,250,229
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,368,959
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	78,455,917
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
2212-1-12-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	12,560,000
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,560,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
2212-2-11-CHAMBRE DES DEPUTES	503,030,835
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	306,530,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	62,115,578
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	56,586,507
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	17,529,837
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	4,194,831
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	41,024,083
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000
2212-1-12-50-PROGRAMME D'APPUI AU PARLEMENT (VOLET CHAMBRE DESDEPUTES)	15,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,000,000



CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR JUDICIAIRE

3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	40,000,000	0	40,000,000	5.58%
3211-2-12- COUR DE CASSATION	58,147,017	0	58,147,017	8.11%
3211-2-13 -COUR D'APPEL	64,762,283	0	64,762,283	9.03%
3211-2-14- TRIBUNAUX	554,392,486	0	554,392,486	77.29%
TOTAL	717,301,786	0	717,301,786	100.00%





POUVOIR JUDICIAIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE SECTEUR POLITIQUE

3211.-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du pouvoir judiciaire sont de:

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux.
- Donner son avis sur les projets de politiques judiciaires élaborés par le Pouvoir Exécutif.
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat.
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence.
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire comprend :

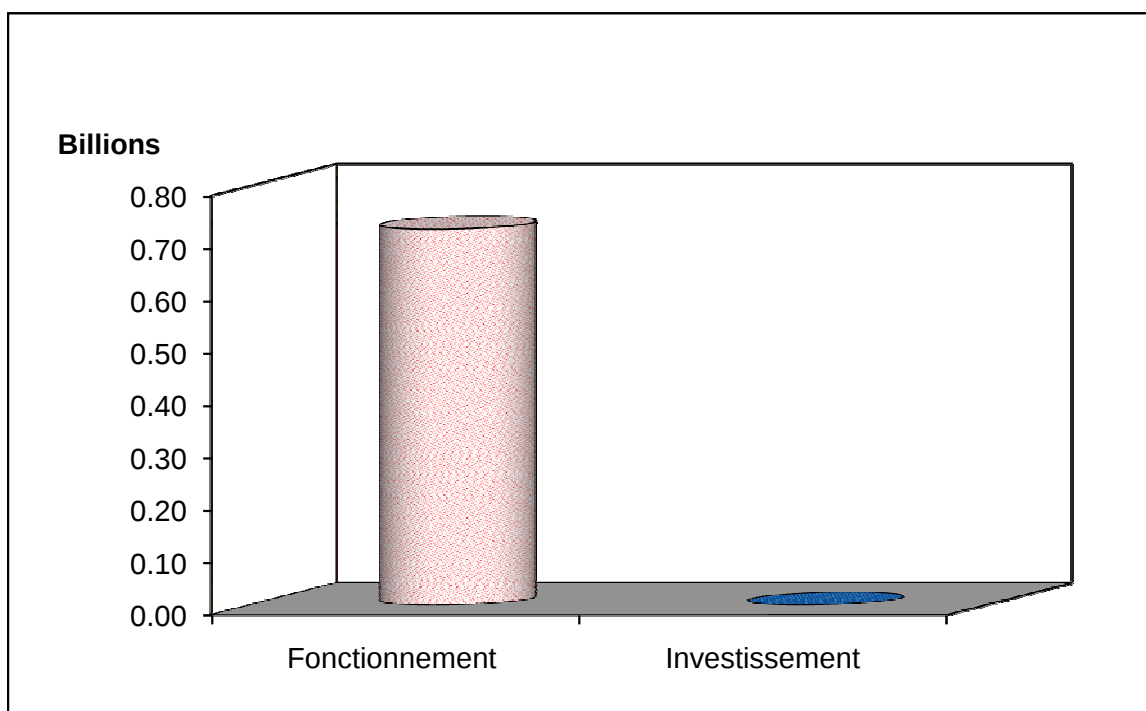
- L'Administration
- La Cour De Cassation
- La Cour D'Appel
- Les Tribunaux

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Contribuer à la fourniture d'une justice équitable et de qualité en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	717,301,786	0	717,301,786	100%
TOTAL	717,301,786	0	717,301,786	100%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

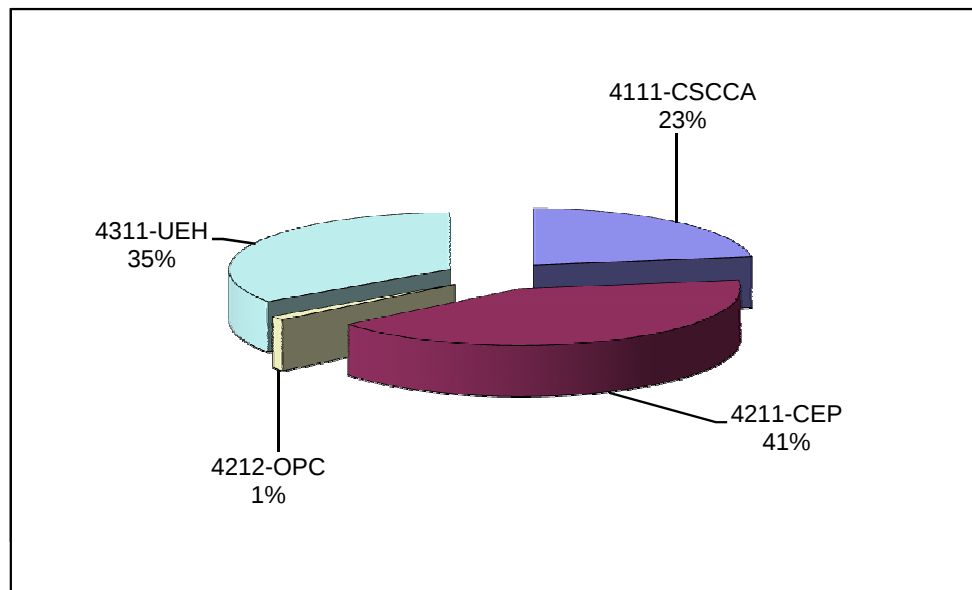
INSTITUTION		Crédit 09-10
3- POUVOIR JUDICIAIRE		717,301,786
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE		717,301,786
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE		40,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40,000,000
3211-2-12-COUR DE CASSATION		58,147,017
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	49,711,483
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,566,045
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,026,517
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2,330,973
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	62,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	450,000
3211-1-13-COUR D'APPEL		64,762,283
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	54,635,580
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,148,951
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,277,752
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,200,000
3211-2-14-TRIBUNAUX		554,392,486
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	512,508,069
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8,809,333
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	13,873,594
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	10,813,254
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,388,236



ORGANISMES INDEPENDANTS

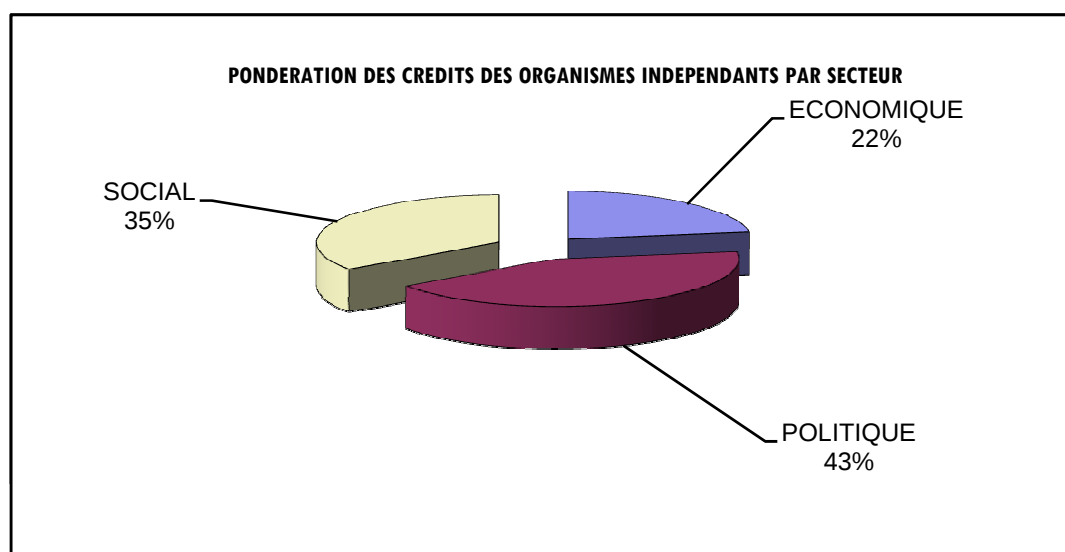
ORGANISMES INDEPENDANTS
CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

Institution	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-CSCCA	268,309,955	35,000,000	303,309,955	22.60%
4211-CEP	293,739,530	264,430,144	558,169,674	41.59%
4212-OPC	15,307,916	0	15,307,916	1.14%
4311-UEH	405,155,346	60,000,000	465,155,346	34.66%
TOTAL	982,512,747	359,430,144	1,341,942,891	100.00%



ORGANISMES INDEPENDANTS
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	268,309,955	35,000,000	303,309,955	22.60%
POLITIQUE	309,047,446	264,430,144	573,477,590	42.73%
SOCIAL	405,155,346	60,000,000	465,155,346	34.66%
TOTAL	982,512,747	359,430,144	1,341,942,891	100.00%





ORGANISMES INDEPENDANTS

SECTEUR ECONOMIQUE

**COUR SUPERIEURE DES
COMPTES ET DU CONTENTIEUX
ADMINISTRATIF**

4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSC/CA)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sont de:

- Contrôler, sur les plans Administratif et Juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales, ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Conseil de la Cour et comprend :

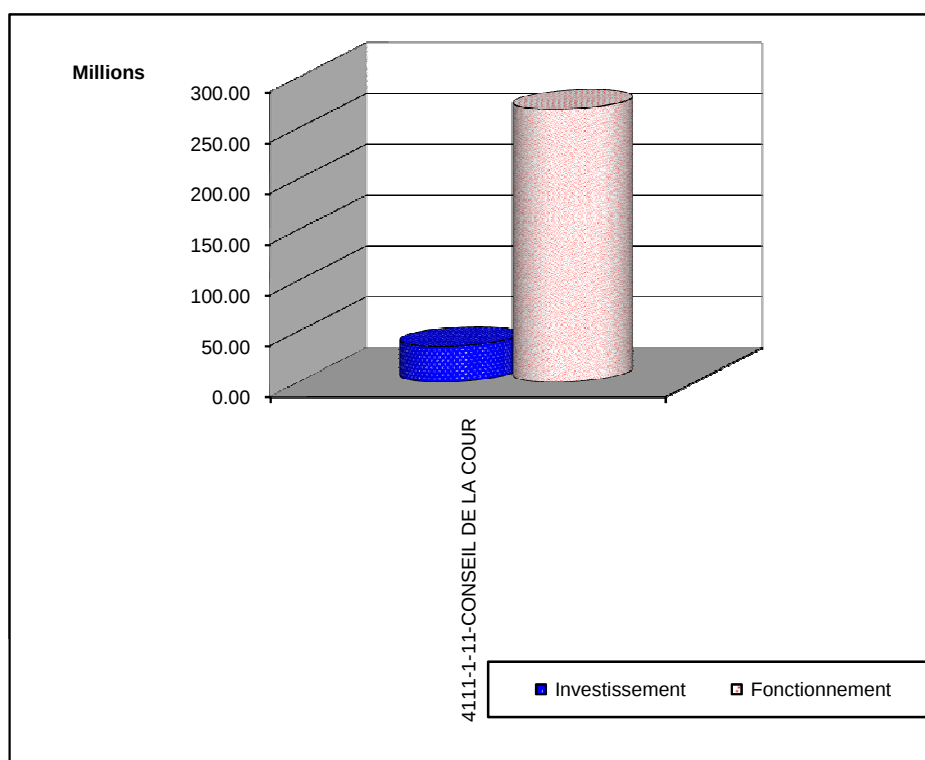
- Une Direction des Affaires Administratives, de Deux (2) Directions techniques ,d'une (1) Unité de Coordination et de Cinq (5) Directions Départementales.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Assurer un service de contrôle de qualité fidèle aux normes et procédures nationales ;
- Etablir un environnement de contrôle propice à la réédition des comptes devant la nation ;
- Améliorer l'efficience et l'efficacité de la CSCCA ;
- Renforcer la capacité institutionnelle de la CSCCA pour un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources de l'Etat .

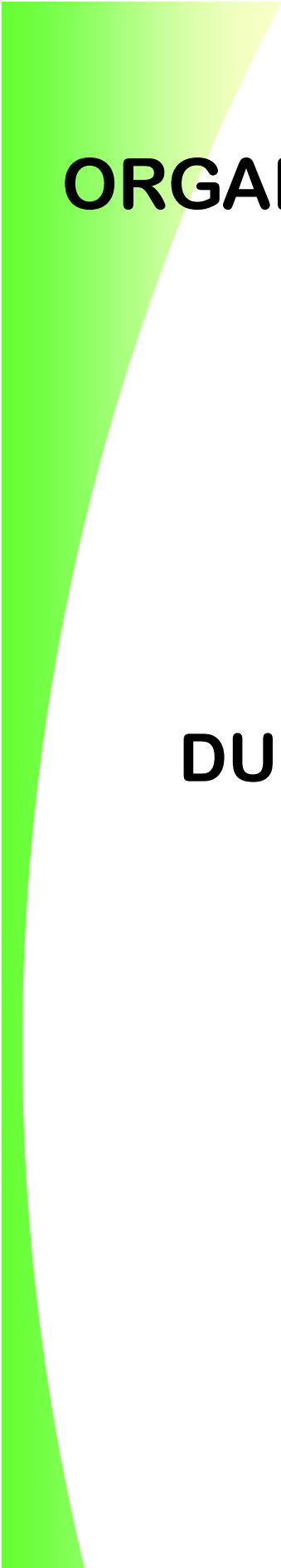
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	268,309,955	35,000,000	303,309,955	100.00%
TOTAL	268,309,955	35,000,000	303,309,955	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION		Crédit 09-10
4- ORGANISMES INDEPENDANTS		1,341,942,891
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF		303,309,955
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR		303,309,955
1	-DEPENSES DE PERSONNEL	240,899,205
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,680,436
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,209,736
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2,206,972
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	949,708
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,363,898
4111-1-11-78-PROGRAMME D'APPUI A LA CSCCA		35,000,000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,000,000



ORGANISMES INDEPENDANTS

SECTEUR POLITIQUE

**DU CONSEIL ELECTORAL
PROVISOIRE**

4211.-CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE (C.E.P)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Conseil Electoral Provisoire sont de:

- Planifier, d'organiser et de contrôler en toute indépendance des élections libres, honnêtes, sincères, démocratiques et pacifiques dans le pays ;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou d'encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Conseil Electoral Provisoire est organisé selon la structure suivante :

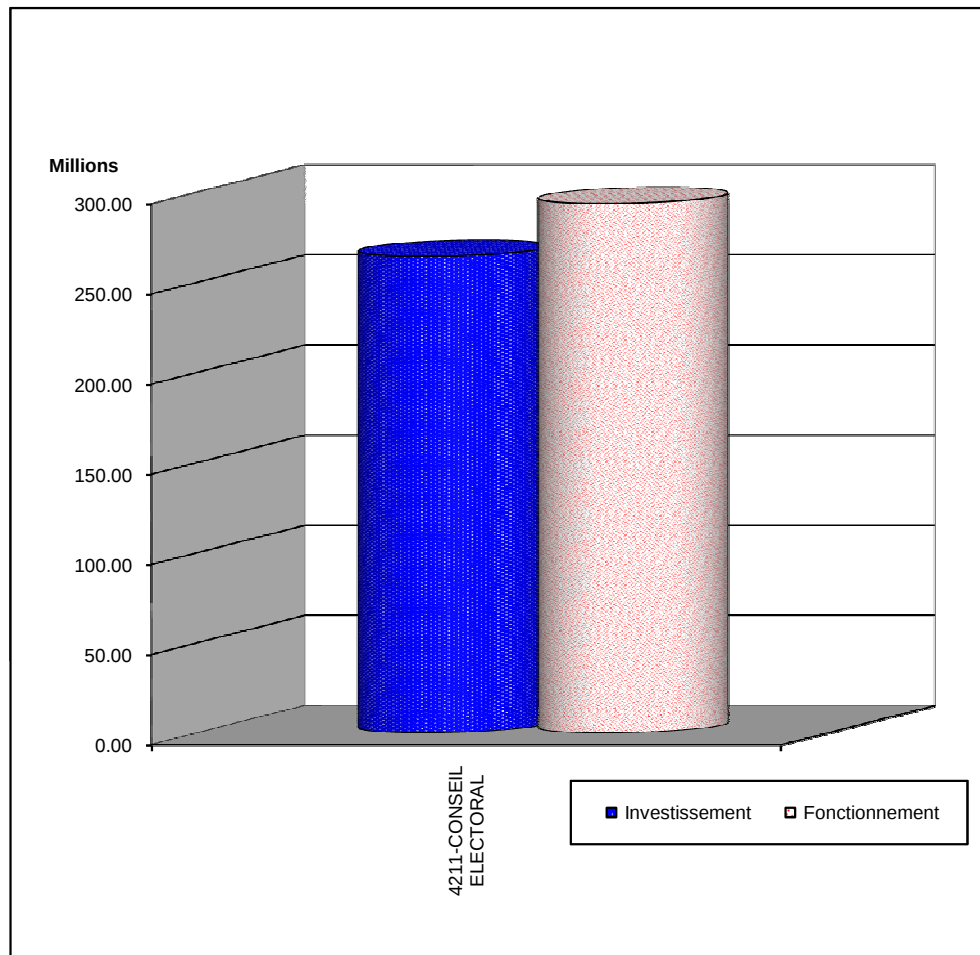
- Le Conseil Electoral Provisoire
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et trois (3) directions techniques

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Réaliser des élections pour le renouvellement des organes des collectivités territoriales et des membres du corps législatif;

4211-CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE (CEP)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4211-CONSEIL ELECTORAL	293,739,530	264,430,144	558,169,674	100.00%
TOTAL	293,739,530	264,430,144	558,169,674	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
4211-CONSEIL ELECTORAL	558,169,674
4211-1-11-CONSEIL ELECTORAL	558,169,674
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	218,873,077
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,952,452
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,790,001
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5,124,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000,000
4211-1-12-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES	264,430,144
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	264,430,144



ORGANISMES INDEPENDANTS

SECTEUR POLITIQUE

**OFFICE DE PROTECTION
DU CITOYEN**

4212.-OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN (OPC)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission de l'Office de Protection du Citoyen est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des Institutions Autonomes

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

L'Office de Protection du Citoyen est organisé selon la structure suivante :

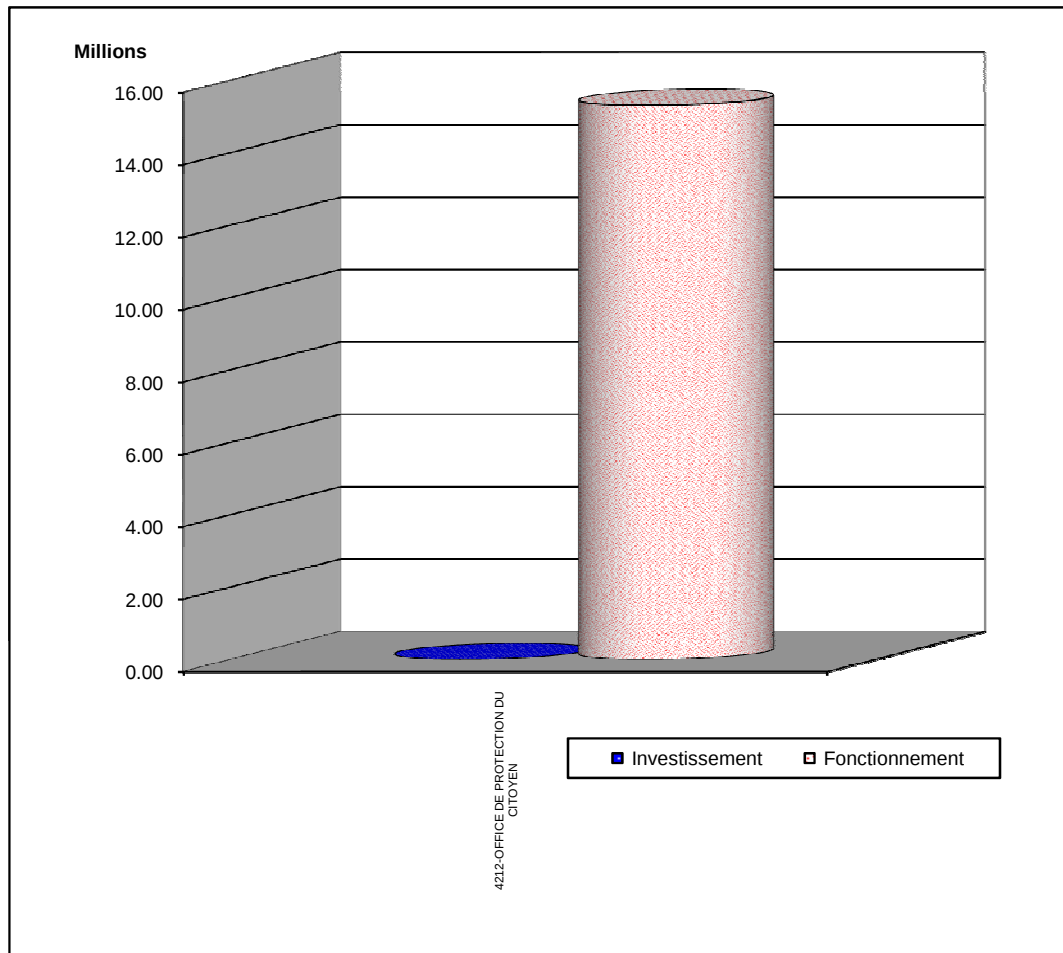
- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction technique

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Rapprocher l'Office de Protection Civile de l'ensemble de la population par le Programme de Proximité Citoyenne ;
- Améliorer la visibilité de l'Office de Protection du Citoyen ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN (OPC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	15,307,916	0	15,307,916	100.00%
TOTAL	15,307,916	0	15,307,916	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	15,307,916
4212-1-12-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	15,307,916
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	9,833,916
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,754,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,920,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	800,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0



ORGANISMES INDEPENDANTS

SECTEUR SOCIAL

UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

4311.- UNIVERSITE D'ÉTAT D'HAÏTI (UEH)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions sont de:

- Contribuer à maintenir l'enseignement supérieur en Haïti au niveau des avancées de la science et de la technologie universelles ;
- Transmettre le savoir et le savoir faire aux futurs cadres et techniciens de la Nation Haïtienne en veillant d'une part à réhabiliter les disciplines pratiques débouchant sur des métiers ou professions réellement utiles au développement national et d'autre part à ce que le contenu et la méthode de formation soient adaptés à la solution des problèmes concrets du pays ;
- Aider à la formation de la conscience critique et de la compétence nécessaires au développement intellectuel économique et social d'une communauté haïtienne socialement juste, politiquement et culturellement indépendante;
- Promouvoir la recherche en Haïti et l'orienter prioritairement vers le développement endogène des ressources humaines et matérielles de la Nation.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

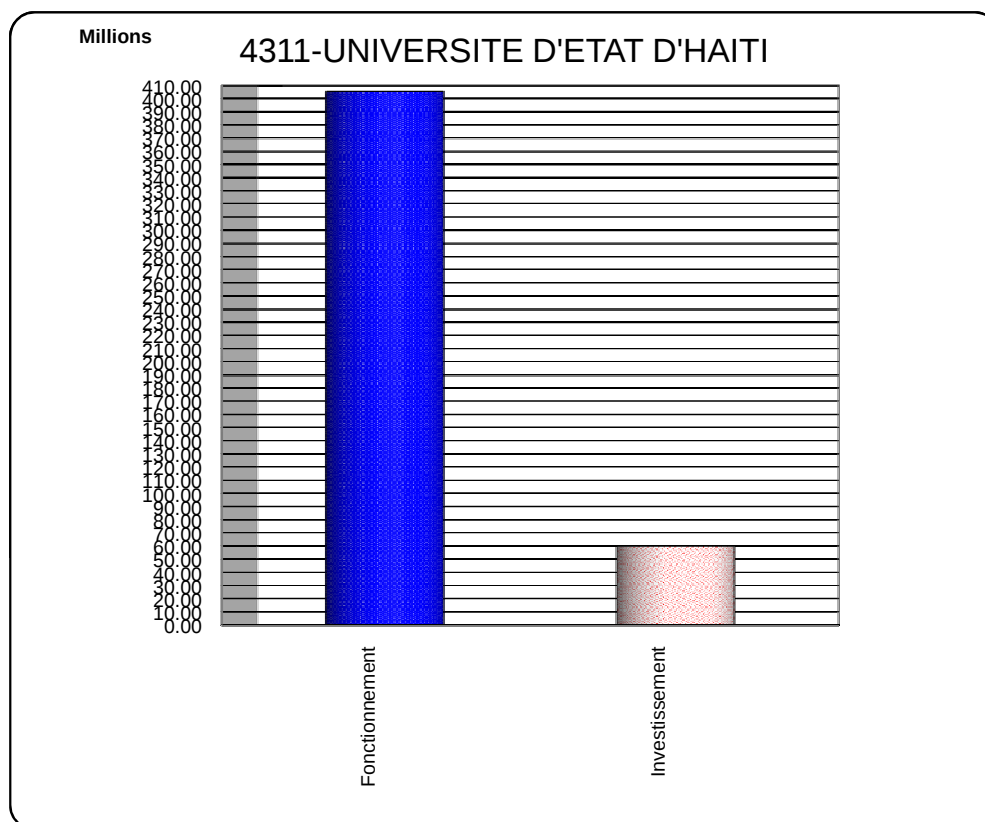
L'Université d'Etat d'Haïti est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Recteur et comprenant une Direction Administrative et onze (11) Etablissements d'Enseignements Supérieurs.

PRINCIPAUX OBJECTIFS POUR L'EXERCICE FISCAL 2009-2010

- Contribuer à doter le pays de professionnels nécessaires pour son développement;
- Promouvoir le développement des capacités institutionnelles de l'UEH ;
- Améliorer la performance académique.

4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2009-2010

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	405,155,346	60,000,000	465,155,346	100.00%
TOTAL	405,155,346	60,000,000	465,155,346	100.00%



BUDGET EXERCICE 2009-2010
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 09-10
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	465,155,346
4311-1-11-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	465,155,346
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	405,155,346
4311-1-11-52 -PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	60,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60,000,000